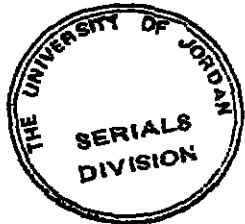


هنا نحن الكمال

Supplément Radio-Télévision

# Le Monde



15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15  
QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14528 - 8 F  
DIMANCHE 13 - LUNDI 14 OCTOBRE 1991  
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Tandis qu'est entériné l'éclatement du KGB

## La Russie et neuf autres Républiques se rallient au projet de traité économique

Mort d'un monstre

L'HEURE est décidément aux grandes remises en cause dans les services secrets des superpuissances - ou de ce qu'il en reste. Alors que la CIA s'enfonce dans de douloureux débats sur son rôle dans l'ancienne et la nouvelle configuration mondiale, la réorganisation des services de renseignement de l'ex-URSS, confirmée vendredi 11 octobre à Moscou, sonne le glas du KGB en tant que monstre tentaculaire.

Même si le terme de réorganisation paraît plus approprié que celui de dissolution, c'est, de fait, la fin d'un symbole, déjà préfigurée par le déboulonnage de la statue de son fondateur, Félix Dzerjinski. Le KGB tel qu'il fonctionnait depuis 1954 ne pouvait évidemment survivre à la dislocation de l'empire, et le putsch du 19 août devait lui porter un coup fatal. Dès le 29 août, son nouveau chef, M. Vadim Bakatine, successeur du putschiste Kriouchkov, désormais voué à l'infamie après avoir été l'homme le plus puissant d'URSS, annonçait l'inevitable éclatement du KGB. Selon le Conseil d'Etat, trois directions vont ainsi être créées sur la base des sections de l'ancien KGB : un service central indépendant de renseignement, un service interrépublicain de contre-espionnage et un comité d'Etat pour la défense de la frontière d'Etat.

Le « Comité pour la sécurité d'Etat », le redouté KGB, a été dissous le 11 octobre par le Conseil d'Etat, l'un des nouveaux organes dirigeants du Kremlin. Le KGB, dont la disparition était prévisible depuis le putsch manqué d'août dernier, est remplacé par divers services « inter-républicains ». D'autre part, les

représentants de dix Républiques, dont la Russie, ont affirmé vendredi leur intention de signer, dans les plus brefs délais, un traité économique. Dans un entretien au « Monde », le ministre russe des affaires étrangères affirme qu'une Russie forte est la seule chance de construire une nouvelle union.

MOSCOU  
de notre correspondant

L'équipe qui dirige l'ex-URSS a montré qu'elle était capable de prendre certaines décisions, d'autant plus facilement qu'il s'agit de consacrer l'affaiblissement du pouvoir central : le Conseil d'Etat, où siège M. Gorbatchev et les dirigeants des Républiques, a ainsi entériné vendredi 12 octobre la liquidation du KGB d'URSS, déjà blessé à mort dans les jours qui ont suivi l'échec du putsch d'août. Les représentants de dix Républiques ont par ailleurs affirmé leur intention de signer, dans les plus brefs délais, un traité économique, sans pour autant lever toutes les incertitudes qui pèsent sur cette très délicate entreprise.

central indépendant de renseignements (son chef, M. Evgueni Primakov, avait été nommé quelques jours plus tôt), un service inter-républicain de contre-espionnage, et un comité d'Etat pour la défense de la frontière d'Etat, doté d'un commandement unifié des forces des gardes-frontières.

Ce dernier point n'est pas d'une totale limpidité dans la mesure où la future Union sera, en principe, constituée d'Etats indépendants, vraisemblablement désireux de surveiller eux-mêmes leurs frontières. En tout état de cause, les résolutions du Conseil d'Etat devraient encore être soumises à l'examen du Soviet suprême de l'URSS, convoqué pour le 21 octobre, mais auquel plusieurs Républiques majeures, comme l'Ukraine, menacent de ne pas participer.

Bien entendu, la décision du Conseil d'Etat ne concerne que le KGB de l'URSS, ou ce qu'il en reste.

JAN KRAUZE  
Lire la suite page 4

Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères  
Lire les propos recueillis par SOPHIE SHIHAB, page 4

## Les ambitions de M. Petre Roman

L'ancien premier ministre roumain ne fait pas mystère de son objectif : revenir au pouvoir

par Sylvie Kauffmann

Ecarté du pouvoir il y a deux semaines par le président Ilescu sous la pression des mineurs, M. Petre Roman n'a qu'une envie : y revenir à grands pas. Le premier ministre démissionnaire n'a même pas encore quitté son bureau - où il est censé expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau gouvernement - qu'il s'affaire déjà à y préparer son retour. Avec une arrière-pensée non avouée, mais que l'on devine sans peine dans ses propos : au-delà du poste de premier ministre, c'est le rôle de numéro un qu'il vise.

M. Roman a-t-il les moyens de ses ambitions ? Pour l'instant, les choses ne se passent pas aussi bien qu'il le prévoit, avec l'assurance qu'on lui connaît. Après l'erreur tactique qu'il a conduite, le 25 septembre, à remettre son mandat à M. Ilescu, lequel s'est empressé de transformer ce geste en une démission pure et

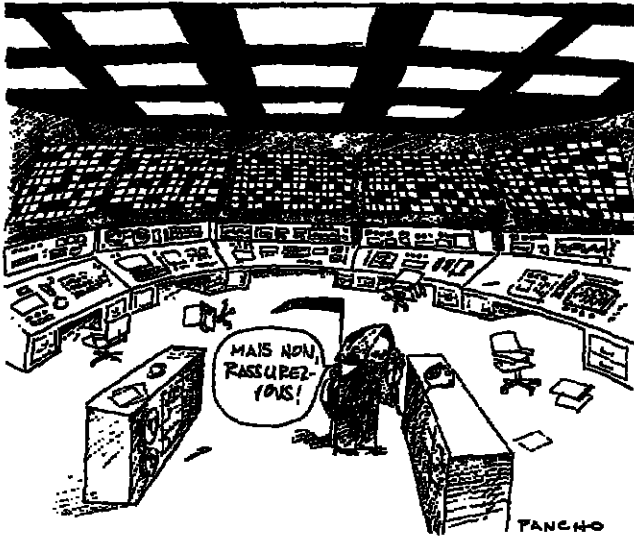
simple, il veut montrer qu'il s'est ressaisi : ces jours-ci, laisse-t-il entendre le plus clairement possible, c'est lui qui tire les ficelles dans la formation du nouveau gouvernement.

A quel titre ? En tant que « leader national » du Front de salut national (FSN), premier parti de Roumanie. « Si l'on dit que le premier ministre désigné a fait le tour des partis, nous a déclaré M. Roman, cette semaine dans un entretien téléphonique, mais il est bien évident que c'est le FSN qui mène le jeu et qui a essentiellement son mot à dire. » Et le message du FSN, transmis par M. Roman, aux futurs « partenaires » du Front dans le gouvernement « d'union nationale », est simple : « Nous sommes les plus forts, il nous faut donc les postes-clés. »

D'autant plus, souligne-t-il avec une fausse candeur, que « le FSN a fait une concession majeure en acceptant que le premier ministre ne soit pas l'un de ses membres ».

Lire la suite page 5

## Incendie « sans fuite » à Tchernobyl



Lire nos informations page 13

## Emploi : M<sup>me</sup> Cresson reprend l'initiative

En annonçant, le 11 octobre, un plan de 7,5 milliards de francs, M<sup>me</sup> Edith Cresson a repris l'initiative sur le terrain de l'emploi mais les mesures annoncées ne font qu'anticiper des décisions déjà arrêtées. Repues à l'hôtel Matignon, le CFDT, la CFTC, la CFE-CGC et la FEN ont jugé ces mesures « insuffisantes » mais perçoivent « un certain inféchissement du gouvernement » et ont obtenu l'ouverture de discussions sectorielles. Seule la CGT s'associe à la grève générale décidée par FO pour le 24 octobre.

Lire page 17 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

## L'industrie militaire irakienne sous contrôle de l'ONU

Lire nos informations page 20

## Le chasseur de Similaun

La découverte émouvante d'un « Homo sapiens sapiens » de quatre mille ans rendu par un glacier alpin

par Yvonne Rebeyrol

Le chasseur momifié qui a été découvert le 19 septembre à 3200 mètres d'altitude émergeant du glacier de Similaun à la frontière austro-italienne semble bien dater de l'âge du bronze ancien, c'est-à-dire des alentours de 2000-1800 avant Jésus-Christ.

A la même époque, les Sumériens avaient inventé l'écriture depuis treize siècles, ils construisaient des villes florissantes où régnaient des dynasties relativement puissantes. Les Egyptiens s'étaient eux, inventés une écriture depuis onze siècles et pouvaient contempler la grande pyramide de Kheops depuis six cents ou sept cents ans.

Certes, la datation au carbone 14 d'un fragment des vêtements est en cours et les résultats n'en seront probablement connus que vers Noël. Certes, la plupart des objets sont en train d'être étudiés au Musée de Mayence. Certes, la momie n'a

pas encore été l'objet de tous les examens possibles : pour le moment, deux toмоgraphies (1) ont été faites. Toutefois, selon les préhistoriens, anthropologues, médecins légistes et autres scientifiques qui se sont penchés sur le cas de ce lointain ancêtre, il y a maintenant 100 % de chances (et non plus 90 % ou même 99 %) que cette pauvre momie ait vraiment près de quatre mille ans.

A l'annonce de la découverte, nous devons avouer avoir été un peu sceptique. Comment le glacier avait-il mis quelque quarante siècles à rendre ce corps alors que les cadavres ne mettent, en général, que quelques décennies à disparaître en bas des glaciers alpins ?

Lire la suite page 13

(1) La tomographie est une technique d'exploration radiologique (donc non destructive) qui permet d'obtenir des images de l'intérieur du corps sans plan. L'intervalle, entre chaque plan, est choisi en fonction de ce que l'on veut étudier. A Innsbruck, les tomographies ont été faites respectivement à 2 et 4 millimètres.

JACQUES CHANCEL  
Le désordre et la vie  
Journal



### HEURES LOCALES

#### Aquitaine : un Far-West à la française

Deuxième étape du tour de France des régions, présenté chaque semaine dans le supplément « Heures locales ». Après l'Alsace, c'est à l'Aquitaine que le Monde rend visite. Des vignobles de l'Entre-Deux-Mers aux immenses espaces des Landes, le voyage permet de découvrir les airs de Far-West de cette région qui attend encore ses pionniers. Sur cette terre anciennement radicale-socialiste, la fronde des ruraux et celle des chasseurs « traditionnels » déstabilisent les partis politiques classiques.

Lire pages 10 et 11 les articles de LAURENT GRELSAMER

Egalement au sommaire  
■ Les « petits mickeys » achèvent leur chantier près de Marne-la-Vallée  
■ Les régions vont fêter leur vingtième anniversaire : un sondage montre l'attitude des Français face à la décentralisation.  
pages 9 et 12

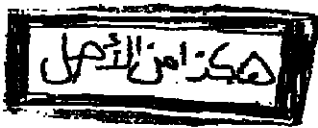
#### « Le grand jury RTL-le Monde »

M. Georges Klejman, ministre délégué chargé de la communication, invité dimanche à 18 h 30.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 KRO ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 200 H ; Italie, 2.200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KNR ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

M0146 1014 0-600 F

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale



## DATES

Il y a soixante-dix ans

## La France expulse ses étudiants chinois

« J'ai assisté incidemment à l'embarquement des Chinois visés par la mesure administrative qui les fait partir le 14 octobre 1921 à destination de leur pays d'origine », écrivait au préfet du Rhône un fonctionnaire en charge de la surveillance des troupes coloniales à Marseille. Sociaux de l'avenir des intérêts français en Extrême-Orient, le fonctionnaire demandait à être informé des circonstances motivant l'expulsion de ces « fauteurs de troubles » et, dans un bel élan, à pouvoir disposer de leurs photographies individuelles pour le cas où, de nouveau, ils feraient parler d'eux.

Cent quatre étudiants avaient ainsi été poussés par les gardes vers la passerelle du vapeur à destination de Shanghai. Certains des expulsés allaient, en effet, faire parler d'eux : tels Cai Hesen, proche camarade de Mao Zedong et figure de proue du jeune Parti communiste, exécuté par le Guomindang en 1931 ; Li Lisan, devenu brièvement numéro un du PCC, linéé pour « dévotionnisme de gauche », victime plus tard de la révolution culturelle ; Chen Yi, qui entra dans Shanghai à la tête des soldats rouges en 1949 puis en devint le maire et poursuivit une longue carrière comme maréchal de l'armée populaire et ministre des affaires étrangères. D'autres, comme Zhou Enlai, avaient pu échapper au rapatriement forcé bien qu'ils aient été au cœur de ces événements. Beaucoup de ceux qui firent le voyage en Occident au début des années 20 ont joué un rôle déterminant dans l'histoire de la Chine contemporaine. C'est pourquoi la mémoire de ce « charter pour la Chine » est célébrée dans la République populaire comme le « grand mouvement patriotique des étudiants mi-études, mi-travail en France ».

L'affaire avait commencé en 1919, quand, dans le prolongement des événements du 4 mai qui ébranlèrent la Chine et mirent en mouvement sa jeunesse, un groupe d'intellectuels francophiles encouragea les étudiants avides de démocratie et de modernité à découvrir le pays de Voltaire et de Rousseau. A Pékin les candidats au départ affluaient vers les bureaux de la Société franco-chinoise d'éducation, rue Fangjia. Le journaliste américain Edgar Snow, qui recueillit en 1936 les confidences de Mao Zedong à Yan'an, rapporte que l'étoile montante des communistes s'était lui-même préparé à suivre le mouvement et ne renoua qu'un dernier moment. Forte était, pour cette jeunesse la tentation de l'Occident. Zhou Enlai, avant de prendre passage sur le vapeur *Portos* à destination de la France, fit un poème de ses rêves exotiques. Emprisonné à Tianjin pour ses activités contestataires, il dédia ce vers à son amie du moment :

Tu vas quitter notre pays  
Traverser la mer de Chine orientale,  
[la mer de Chine méridionale,  
la mer Rouge et la Méditerranée.  
Toutes les vagues houleuses  
[de l'immensité  
Te conduiront vers les côtes de France,  
[berceau de la liberté.

Collages  
et usines

Les promoteurs de la Société franco-chinoise d'éducation, des lettrés hostiles à la dynastie mandchoue, avaient trouvé leur inspiration dans l'Europe de la Belle Époque. Le premier, Li Yuying, était biologiste, issu d'une grande famille mandarinale, et devait à cette ascendance de s'installer en France, dès 1902, comme attaché à la légation de Chine à Paris. Là, il s'était lié aux milieux anarchistes, avait édité une revue révolutionnaire, le *Sicéle nouveau*, publié un ouvrage sur le soja et fondé à La Garenne-Colombes une petite usine où un personnel exclusivement chinois voué aux utopies libérales fabriquait de la pâte de soja. Le deuxième personnage, Wu Zhihui, était un philosophe réputé, formé au Japon et à Londres, et le troisième, Cai Yuanpei, un éducateur de renom, fixé à Leipzig, recteur de l'université de Pékin à la date du 4 mai, et révérend d'idées anarcho-républicaines, qui, traduits dans notre cosmologie, les situent quelque part entre l'anarchisme d'un Elzéar

Reclus et le radical-socialisme d'un Edouard Herriot : une ambiguïté qui allait peser fortement sur le devenir de leur initiative.

Les jeunes gens enrôlés sous la bannière de la Société franco-chinoise d'éducation dans le cadre du programme « mi-études, mi-travail » se trouvèrent bientôt quinze cents répartis de Montargis au Creusot, de Châteauneuf à Saint-Chamond, dans des collèges et des usines. Rapidement dépourvus de ressources, oubliés des autorités et déçus de leur expérience, ils se sentaient trahis.

Les premiers incidents opposant les jeunes Chinois désargentés à leurs tuteurs et

étudiants recrutés directement en Chine sur concours, pourvus d'un financement et dans le cadre normal du cursus universitaire français. Des pétitions circulaient, mais en vain, pour la transformation du nouvel institut en lieu d'accueil pour les jeunes gens déjà en France dans le cadre du programme « mi-études mi-travail » et désormais privés de bourses. Sur une lettre collective, on relève entre autres le nom de Deng Xiaoping. A l'époque de la révolution culturelle, les gardes rouges reprocheront à Deng Xiaoping son séjour en France comme chacun des gestes de sa longue carrière de « révisionniste » : « 1921 - Le bandit Deng habite Montargis, en France, où, employé dans une

diant eurent le temps d'imprimer et de jeter des tracts : « La police de Lyon expulse sans aucune raison les étudiants chinois, les amis très intimes de la France et de l'Institut franco-chinois de Lyon. » Les Lyonnais voyaient d'un œil goguenard ce spectacle inaccoutumé et les journaux s'en donnaient à cœur joie : « Le péril jaune », « Une chinoiserie peu banale ou un coup d'Etat au fort Saint-Irénée », « L'incident des post-scolaires qui tourne un peu au casse-tête chinois »...

## « Délinquants »

Dans les jours et les semaines qui suivirent, des négociations s'engagèrent entre les pouvoirs publics, inflexibles, les dirigeants de la Société franco-chinoise d'éducation, endins au compromis, et la légation de Chine, qui jouait double jeu : l'ambassadeur Chen Lu avait même fourni aux manifestants une partie de l'argent de leur voyage de retour, pensant ainsi se défaire du problème. Les responsables universitaires lyonnais, surtout, et les politiques derrière eux, se montrèrent intraitables. Estimant qu'il y avait eu « acte concerté de propagande par le fait et de rébellion aux agents de l'autorité française », le doyen Lépine s'opposait fermement à l'admission dans l'institut de ceux qu'il nommait les « délinquants ». Le député socialiste Marius Moutet, futur ministre des colonies du Front populaire, renchérit : « Si l'on ne pouvait pas en venir à bout autrement, il faudrait recourir à la manœuvre forte. » Quant au maire Edouard Herriot, il confiait son sentiment au quotidien *le Progrès* : « La ville de Lyon n'a aucune raison de prendre à sa charge ni la centaine d'étudiants qui ont voulu s'imposer à l'institut ni les quatre cents autres qui n'attendent sans doute que le succès des premiers pour accourir à leur tour. » Le 10 octobre, jour de la fête nationale chinoise, un télégramme du président du conseil, Aristide Briand, donnait au préfet le feu vert : « pour rapatriement [des] élèves-ouvriers chinois dans les meilleures conditions de discrétion et d'efficacité ».

Au fort Moncloux, la vie devenait difficile et le moral baissait. Dans leur français approximatif, les reclus se plaignaient au préfet des conditions de leur détention : « Nous nous portons des effets sales et usés, et nous manquons des coiffures et des choses nécessaires ; ce que nous cause ou causera des maladies interviendront. Figurez-vous que de souffrances nous avons subies et en esprit et en matière ! » Mais lorsque parvint la nouvelle de l'expulsion prochaine, la panique s'empara des étudiants : certains s'écroulaient des lettres suppliant au préfet ; d'autres essayèrent vainement de fuir en escaladant le mur de 8 mètres du fort Moncloux. Enfin, le 13 octobre, ils furent conduits sous bonne escorte en gare des Brotteaux, expédiés dans des wagons de troisième classe vers Marseille et dirigés sur le quai de la Joliette, où les aperçut le fonctionnaire zélé des troupes coloniales. Par la voix de Poincaré, la France généreuse réclama avec insistance au gouvernement chinois les 134 724 francs et 20 centimes qu'avait coûté leur rapatriement sur un bateau de la Compagnie des messageries maritimes.

L'écritain Cheng Tchong, ami de Paul Valéry, a laissé un témoignage de l'état d'esprit qui animait les étudiants-travailleurs au terme de leur expérience : « Ces jeunes Chinois ont fait une traversée de quarante jours, comme passagers d'entrepreneur, pour venir en France. Là, instruits par les difficultés et endurcis par la souffrance, ils sont devenus plus révolutionnaires que jamais. » Leurs maîtres d'autrefois évoluaient, eux, dans un sens diamétralement opposé. En 1927, à l'époque de l'insurrection de Shanghai, qui inspira à André Malraux la *Condition humaine*, les protagonistes de ces événements se retrouvaient face à face : le trio Li Yuying, Wu Zhihui et Cai Yuanpei, du côté de Chiang Kai-shek, tandis que les anciens étudiants-ouvriers comptaient parmi les principaux cadres du Parti communiste, ceux qui allaient marquer la Chine de leur empreinte.

PHILIPPE VIDELIER  
historien,  
chargé de recherche au CNRS



Une photographie prise devant le mur d'enceinte de l'Institut de Lyon. Le quatorzième personnage en partant de la gauche (un Chinois portant une longue barbe) est Li Shizeng (ou Li Yuying), l'un des promoteurs du mouvement Travail-études.

aux autorités françaises eurent lieu en février 1921, lorsque les plus mobilisés d'entre eux vinrent manifester leur colère devant la légation de Chine à Paris. Il fallut l'intervention musclée de la police française pour éviter que l'ambassadeur ne soit molesté ; un témoin rapporte que son haut-de-forme vola tandis que fusaient les cris : « Cassons-lui la gueule ! » Dans les livres d'histoire pékinois, aujourd'hui encore, l'ambassadeur Chen Lu est gratifié du qualificatif peu aimable de « canaille rusée ». Ces événements contribuèrent à radicaliser les étudiants, qui tenaient réunion sur réunion, signaient des pétitions et se montraient sensibles aux arguments d'un noyau marxiste en cours de formation.

Aux mois de juin et juillet, une nouvelle agitation fit frémir la communauté des étudiants-ouvriers : la République chinoise, qui les abandonnait à leur misérable sort, entendait négocier un emprunt qui, aux yeux des jeunes gens pénétrés de sentiments patriotiques, allait renforcer encore la domination étrangère sur leur pays. La mobilisation contre l'emprunt donna lieu à d'autres échauffourées autour de l'ambassade chinoise. Zhou Enlai en fit un compte rendu exalté pour un journal de Tianjin : « Le deuxième meeting contre l'emprunt fut encore plus militant : le secrétaire de la légation, Wang, a été battu comme substitut à Chen Lu. » Nouvelle page de gloire pour les contestataires, l'affaire de l'emprunt était déjà source d'exaspération pour le gouvernement français.

La tension monta d'un cran encore lorsque les étudiants-travailleurs apprirent qu'une « université franco-chinoise » allait ouvrir ses portes à Lyon, par suite d'un accord entre les notables de la région, hommes politiques et professeurs, et les promoteurs chinois de la Société franco-chinoise d'éducation. Le nouveau projet ne laissait aux jeunes sans ressources aucun doute sur la considération dans laquelle ils étaient tenus. Des orientations idéalistes « d'études fragiles et de travail diligent », il n'était plus question, et le nouvel institut franco-chinois avait vocation à recevoir des

usine de chaussures en caoutchouc, il traitait le système mi-études, mi-travail. Il est tellement dévoré par l'ambition que certains de ses camarades ne peuvent pas le voir. » Son rôle dans les événements de 1921 est cependant si effacé que la critique ne trouve rien d'autre à lui mettre sous la dent. Ayant évité l'expulsion, il ne conquiert que plus tard ses lettres de noblesse révolutionnaires et le titre de « docteur en sciences » dont l'attribution ses camarades.

Le rôle  
de Zhou Enlai

Ses biographies dévouées présentent au contraire Zhou Enlai comme le grand inspirateur de la rébellion que les Chinois nomment *Lida Yundong* : la marche sur l'université de Lyon. « A l'appel du commandant Zhou Enlai », est-il rapporté, une assemblée des étudiants-ouvriers se tint à Paris et décida, le 16 septembre 1921, de forcer les portes de l'Institut franco-chinois de Lyon. Il est loin d'être certain que Zhou Enlai tint le premier rôle : d'autres plus que lui (Cai Hesen, Wang Ruofei), semble-t-il, animaient les réunions radicales de la petite colonie. Quoi qu'il en soit, sur cette résolution, plus d'une centaine de jeunes Chinois désespérés et irrités convergèrent vers Lyon.

Le mercredi 21 septembre 1921, les étudiants en colère, pourvus d'une rumeur (ils avaient pensé à tout), se retrouvèrent devant la lourde porte du fort Saint-Irénée qui devait abriter l'Institut franco-chinois : un vieux bâtiment militaire sur la colline qui domine Lyon, à deux pas de la basilique de Fourvière. Pour les autorités, la surprise fut totale. On attendait les Chinois officiels, ceux venus de Chine avec Wu Zhihui à leur tête, mais pas ces étudiants-travailleurs que le gouvernement chinois regardait comme « des coolies indigènes d'intérêt ». Très vite, après une première nuit concédée dans l'enceinte de l'institut, il fut décidé d'interner les rebelles au fort Moncloux. Ce qui fut fait, en fourgons, avec l'intervention des agents de la force publique. Les étu-

## Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUIÈRE,  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-66-25-26  
Télécopieur : (1) 40-66-25-99  
Téléc : 206.808 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-66-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile :  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde  
PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Franzine Hugot-Devallet, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Téléc : 46-62-73-73  
Tél. : 46-62-73-73  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA

Impression :  
12, r. M.-Gumbourg  
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements aux abonnés et  
index du Monde au (1) 40-66-25-33

## TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE  
ou 36-15 - Types LM

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.  
Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SURSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS vols normaux CSE
3 mois	440 F	572 F	790 F
6 mois	800 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne  
tarif sur demande.  
pour vous abonner  
renvoyez ce bulletin  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEZ  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisoires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN  
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an  
☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les  
noms propres en capitales d'imprimerie.  
PP. Paris RP 111 MON 03

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne : gérant  
directeur de la publication  
Bruno Freppert  
directeur de la rédaction  
Jacques Gelin  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amélie  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(adjoints au directeur  
de la rédaction)

Thomas Ferenzi  
Philippe Hermon  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur  
des relations internationales)

Anciens directeurs  
Hubert Beuve-Méry (1944-1990)  
Jacques Faivre (1989-1992)  
André Laurens (1982-1989)  
André Fontaine (1981-1981)

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

GEORGES  
KIEJMAN  
MINISTRE DÉLÉGUÉ À LA COMMUNICATION

animé par  
Henri MARQUE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON  
et Yves-Marie LABE (Le Monde)  
Dominique PENNEQUIN  
et Béatrice HADJAJE (RTL)



# ETRANGER

HAÏTI : alors que l'embargo inquiète les milieux d'affaires

## Un ancien défenseur des droits de l'homme a été nommé premier ministre

M. Joseph Nérette, « président provisoire » d'Haïti, installé par les militaires qui ont renversé le président Jean-Bertrand Aristide, a nommé, vendredi 11 octobre, M. Jean-Jacques Honorat au poste de premier ministre. Directeur d'une organisation haïtienne de défense des droits de l'homme, M. Honorat sera chargé de former un gouvernement lorsque le Parlement aura ratifié sa nomination ; il a évoqué la possibilité d'un retour du père Aristide, à « certaines conditions ».

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyé spécial

Agé de soixante ans, agronome et juriste de formation, M. Honorat s'était fait remarquer au cours des derniers mois par ses prises de position virulentes contre le président Jean-Bertrand Aristide. Avant même les élections du 16 décembre dernier, largement remportées par le père Aristide, M. Honorat avait délaissé la lutte en faveur des droits de l'homme, qu'il menait depuis plusieurs années, pour le combat politique contre le candidat des laïcs-pour-compte de la société haïtienne.

Une majorité des parlementaires s'est ralliée à ce qu'un diplomate appelle « le puits constitutionnel », qui a suivi le sanglant coup d'Etat

militaire. Le choix du premier ministre a été précédé de consultations avec l'ensemble de la classe politique, à l'exception des partisans du père Aristide, qui réclament son retour sans conditions. Menacés, pourchassés, les partisans du « père rouge » se cachent. Le maire de Port-au-Prince, M. Evans Paul, a échappé de peu à une exécution sommaire, lors de son arrestation par les militaires la semaine dernière. Mano Charlemagne, un des chanteurs les plus populaires en Haïti, a été arrêté vendredi dans la maison où il s'était réfugié, au sud de la capitale.

Repression et début de résistance

Dans la clandestinité, le premier ministre du père Aristide, M. René Prévail, tente d'organiser la résistance. Dans un communiqué diffusé sous le manteau, il appelle la population à ne pas payer ses impôts, ses factures d'électricité ou de téléphone, et à attendre de nouvelles instructions sur les ondes d'une radio émettant en crête, depuis la frontière avec la République dominicaine.

La répression continue de frapper les stations de radio qui ont pourtant cessé d'émettre des bulletins d'information dès les premiers jours du coup d'Etat. Après Radio Cacique, Radio Antilles vient d'être saccagée. Seule la radio nationale, étroitement contrôlée, diffuse des informations justifiant

le nouvel ordre créé par le coup d'Etat et de longues diatribes contre le président Aristide. Le télédiff (le téléphone arabe version crête) est redevenu la principale source d'information et les rumeurs contribuent à alourdir le climat.

La bourgeoisie et les milieux d'affaires, qui ne cachaient pas leur soulagement à l'annonce du départ du président Aristide, s'inquiètent des réactions de la communauté internationale. L'embargo décrété par l'Organisation des Etats américains (OEA) sera-t-il dur ou mou ? Cette question, jusqu'à présent sans réponse, est au centre des conversations dans les bureaux et les commerces qui rouvrent timidement. « Le seul vrai problème, si les Américains veulent vraiment le retour d'Aristide, ils empêcheront les compagnies de livrer, et en moins de quinze jours le pays sera paralysé », affirme un chef d'entreprise.

L'inauguration des hibiscus

D'autres soulignent qu'au nom des « aides humanitaires » et afin de ne pas aggraver la misère de la population, l'embargo sera souple et qu'il sera largement tourné par la contrebande, qui tient lieu de commerce avec la République dominicaine. Les relations entre le président dominicain Joaquín Balaguer et le père Aristide étaient tendues avant le coup d'Etat, et Saint-Domingue est la seule capi-

tale de la région à n'avoir pas fermement condamné les militaires putschistes. L'inquiétude, face aux effets de l'embargo, a poussé les représentants du secteur privé à se prononcer en faveur du retour du président Aristide, à condition que ses pouvoirs soient strictement limités.

« Entre deux maux, il faut choisir le moindre », explique le responsable d'une organisation patronale. Selon ce responsable, qui préfère ne pas être cité compte tenu du climat de violence, un embargo strict mettrait pour longtemps en péril ce qui reste de l'économie haïtienne, à commencer par les usines qui exportent des vêtements et des produits électroniques bas de gamme vers les Etats-Unis. Elles emploient plus de trente mille personnes.

La solution préconisée par le secteur privé, par l'ambassade des Etats-Unis et par une partie de la classe politique consisterait à faire revenir le président Aristide en limitant ses prérogatives à l'« inauguration des hibiscus », selon l'expression de l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Dufour. Une solution qui aurait le mérite de sauver la lettre, sinon l'esprit, des grands principes démocratiques, mais qui ferait peu de cas du choix exprimé il y a dix mois par les électeurs haïtiens. Elle suppose surtout que ses promoteurs aient les moyens de convaincre les militaires putschistes.

JEAN-MICHEL CAROIT

## L'Assemblée générale de l'ONU réclame le retour au pouvoir du Père Aristide

Alors qu'environ 50 000 Haïtiens défilaient dans les rues de New-York pour réclamer le retour au pouvoir du père Jean-Bertrand Aristide, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté vendredi 11 octobre à l'unanimité et par consensus (sans vote) une résolution consacrée à la « crise de la démocratie et des droits de l'homme en Haïti ».

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Soutenant l'action de l'Organisation des Etats américains (OEA), l'ONU « condamne fermement » le remplacement « illégal » du président haïtien élu conformément à la Constitution, de même que « l'usage de la violence, les contraintes imposées par l'armée et la violation des droits de l'homme dans le pays ».

Cette résolution, qui juge « inacceptable » toute entité résultant de la situation illégale ainsi créée (allusion à la nomination d'un « président provisoire » en la personne de M. Joseph Nérette), « réclame le rétablissement immédiat du gouvernement du président Jean-Bertrand Aristide », ainsi que l'application de la Constitution et le respect des droits de l'homme. Pour autant, le texte ne va pas jusqu'à exiger l'instauration d'un embargo commercial vis-à-vis

d'Haïti, une mesure appliquée depuis le 8 octobre par l'OEA, et se contente d'invoquer la « nécessaire augmentation de la coopération technique, économique et financière lorsque l'ordre constitutionnel sera restauré en Haïti de façon à soutenir son développement économique et social et à renforcer ses institutions démocratiques contre tout risque de déstabilisation ».

La France a demandé le « rétablissement immédiat du gouvernement légitime d'Haïti », dénonçant le processus visant à désigner un « président provisoire », qui constitue, selon elle, « un second coup d'Etat ». Rappelant qu'ils avaient suspendu toute assistance à Haïti et gelé les avoirs haïtiens, les Etats-Unis ont demandé au secrétaire général de l'OEA de maintenir des contacts « avec les organisations politiques démocratiquement constituées en Haïti » de façon à garantir les conditions « d'un retour au pouvoir du président Aristide ».

Cette réaffirmation sans ambiguïté du soutien américain au père Aristide vise à mettre un terme au flottement observé à Washington après l'échec de la mission de l'OEA à Port-au-Prince et les critiques formulées alors, dans certains milieux haïtiens, sur les premiers mois d'exercice du pouvoir par le président Aristide alors que, dans un premier temps, les Etats-Unis avaient condamné sans équivoque le coup d'Etat.

SERGE MARTI

## DIPLOMATIE

La construction européenne

Paris, Bonn et Madrid définissent leur position sur l'union politique

Les ministres des affaires étrangères français, allemand et espagnol ont réaffirmé vendredi 11 octobre, à l'issue d'un déjeuner de travail au quai d'Orsay, « leur volonté d'élaborer la présidence néerlandaise de la Communauté à faire du prochain Conseil européen un succès » et « à progresser ainsi vers une union européenne à vocation fédérale ». Lors de ce Conseil, les 9 et 10 décembre à Maastricht, les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze auront à se prononcer sur les projets d'union politique et d'union monétaire.

Dans leur communiqué de vendredi, MM. Dumas, Genscher et Ordóñez déclarent :

« L'union économique et monétaire et l'union politique forment un tout ».

« La mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité constitue une composante nécessaire de l'union politique ; elle doit inclure l'ensemble des questions relatives à la sécurité et à la défense, avec la perspective, à terme, d'une défense commune. Nous plaidons pour le recours au vote à la majorité qualifiée pour les modalités de mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité ».

« L'Union de l'Europe occidentale, qui fait partie intégrante du processus menant à l'Union européenne, pourra être chargée de mettre en œuvre la politique de sécurité et de défense ».

Le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a d'autre part de nouveau démenti que MM. Dumas et Genscher, qui avaient pris l'initiative de cette rencontre à laquelle s'est associé le ministre espagnol, aient eu pour intention de court-circuiter la présidence néerlandaise. « C'est une fausse querelle », a-t-il dit.

« Je ne vois aucune difficulté à ce que les Français, les Allemands et les Espagnols discutent de leur position avant le sommet de Maastricht », a, pour sa part, déclaré vendredi à Blackpool le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, qui a qualifié la rencontre de Paris de « tout à fait naturelle ».

M. Jiang Zeming rejoint Kim Il-sung à Nankin. Le secrétaire général du PC chinois, M. Jiang Zeming, s'est rendu « spécialement » à Nankin le jeudi 10 octobre afin d'y retrouver le maréchal Kim Il-sung, chef d'Etat de la Corée du Nord, qui poursuit dans diverses provinces chinoises une visite officielle de dix jours commençant le 4 octobre à Pékin (le Monde du 9 octobre). - (AFP)

ETATS-UNIS : le Sénat et le harcèlement sexuel

## Le juge Clarence Thomas face à M<sup>me</sup> Anita Hill : parole contre parole

Le président George Bush a réaffirmé son soutien « à 100 % » au juge noir Clarence Thomas, qui a été nommé à la Cour suprême. Ce dernier a violemment récusé, vendredi 11 octobre, les accusations de harcèlement sexuel qu'une de ses anciennes collaboratrices, M<sup>me</sup> Anita Hill, continue de porter contre lui, avec force détails, devant la commission sénatoriale chargée de confirmer ou de rejeter sa candidature.

WASHINGTON

de notre correspondant

Ensemble, d'un même mouvement, les quatorze sénateurs - tous des hommes - piquent du nez dans leurs dossiers. Ils sont alignés côte à côte, assis à une longue table recouverte d'un tapis vert, dans un salon à colonnades du Congrès. Ce qu'ils entendent est assez inhabituel en ces lieux. Devant eux, seule, une jeune femme en tailleur bleu témoigne : Anita Hill accuse le candidat de la Maison Blanche pour un poste de juge à la Cour suprême, le juge Clarence Thomas, de lui avoir fait de très obscures propositions.

C'était il y a dix ans, lorsque Clarence Thomas était le patron d'Anita Hill dans l'administration. La jeune femme accuse le juge de lui avoir fait des avances en évoquant ses pousées érotiques, son goût pour les films pornographiques, sa curiosité pour les pratiques sexuelles de groupe (avec la participation d'animaux), son intérêt pour telle partie de l'anatomie féminine - bref, d'avoir profité de sa fonction, pour la harceler.

A chaque détail, de plus en plus cru, les sénateurs se courent davantage sur leur bureau, main sur le front, se réfugiant pudiquement dans la contemplation de leurs papiers. La salle est silencieuse ; une seule de la centaine de personnes présentes n'ose émettre le moindre bruit.

La scène se déroulait vendredi 11 octobre devant la commission judiciaire du Sénat qui, depuis plusieurs semaines, est chargée d'examiner la candidature du juge Thomas, un Noir républicain et conserva-

Un grand psychodrame

Toutes les grandes chaînes de télévision ont interrompu leurs programmes, y compris le sacro-saint journal télévisé et les publicités, pour diffuser en direct, durant plus de dix heures, ce grand psychodrame à l'américaine. Ce fut un mélange de moralisme exacerbé et de passion inquisitoriale, de prudence et de débalage sordide, d'arrière-pensées politiques et de souci de dénoncer une pratique - le harcèlement sexuel - dont sont victimes des millions de femmes.

Pendant près de six heures, Anita Hill a répondu sereinement à toutes les questions des sénateurs. Il y a, cependant, une zone d'ombre dans son témoignage : si le juge Thomas a eu le comportement qu'elle décrit, pourquoi l'a-t-elle suivi d'un département ministériel à l'autre, pourquoi, après avoir quitté le gouvernement, s'est-elle continuée à lui téléphoner de temps à autre pour solliciter son avis, prendre de ses nouvelles ?

Venu témoigner le premier, le juge Clarence Thomas avait été tout aussi éloquent et éloquent. Il a nié en bloc. Il a affirmé avoir cherché en vain dans sa mémoire ce qu'il aurait bien pu dire d'ambigu à Anita Hill lorsqu'elle travaillait sous ses ordres, au département de l'éducation puis à la commission de contrôle des pratiques discriminatoires dans le travail.

« Dieu jugera », a dit le juge. Il raconte encore l'incroyable « harcèlement » journalistique auquel il est, lui, soumis : constamment suivi par les caméras de la télévision, son garage fouillé par des journalistes qui scrutent les vieux

livres qui y sont rangés, dans l'espoir de trouver quelque ouvrage licencieux, son dossier de divorce (d'un premier mariage) étalé sur la place publique, etc.

« Avoir été nommé par le président George Bush a été un honneur », explique-t-il ; depuis, c'est devenu un cauchemar, « ce n'est plus l'Amérique, c'est du Kafka ». Le juge n'entend pas être « humilié davantage » ; il assure qu'il préfère renoncer à siéger à la Cour suprême plutôt que subir encore, avec sa famille, cette enquête continue de la presse et des sénateurs : « Je ne vous donnerai pas la corde pour me lyncher », lance le Noir Clarence Thomas aux quatorze Blancs de la commission.

Anita Hill (trente-cinq ans) et Clarence Thomas (quarante-trois ans) se rassemblent étrangement. Tous deux Noirs, nés en Géorgie, dans des milieux extrêmement modestes, ils ont déclaré avoir bataillé dur, contre la pauvreté et le racisme, pour grimper l'échelle sociale. Tous deux diplômés de Yale, ils sont devenus des juristes respectés : elle est aujourd'hui professeur de droit dans l'Okla-homa, il est juge à la cour d'appel du district de Columbia (Washington). C'est la parole de l'un contre celle de l'autre, devant des sénateurs perplexes et une opinion publique partagée, les femmes penchant plutôt pour Anita Hill. Verdict mercredi prochain, lorsque le Sénat devra trancher en séance plénière.

ALAIN FRACHON

■ Début officiel de la campagne électorale de M. Bush. En autorisant la création d'un comité pour récolter les fonds qui lui sont nécessaires, le président George Bush a officiellement lancé sa campagne électorale pour obtenir un second mandat lors des élections de novembre 1992. Ce comité étant baptisé Bush-Quayle 92, le président confirme ainsi qu'il conservera le vice-président Dan Quayle comme collègue, en dépit de la faible popularité de ce dernier. M. Bush doit officiellement annoncer sa candidature en janvier prochain. - (AFP, Reuter, AP)

CUBA : véritable « gouvernement de l'ombre »

## Le secrétariat du comité central du Parti communiste est supprimé

Les délégués du quatrième congrès du Parti communiste cubain ont approuvé à l'unanimité, vendredi 11 octobre, une résolution éliminant de l'organigramme du parti « la structure du secrétariat du comité central » et la « catégorie de membres suppléants » dans toutes les instances du PCC (une centaine de postes), selon l'agence officielle cubaine AIN. Ces modifications visent à réduire « la charge bureaucratique aux différents niveaux », à rendre « plus efficace la gestion du parti » et à donner « une importance maximale à la démocratie interne la plus large ».

L'élimination du secrétariat, véritable « gouvernement de l'ombre » qui contrôlait directement tous les ministères du gouvernement cubain, semble indiquer une volonté de séparer les rôles de

l'Etat et du parti. L'effet le plus visible et le plus immédiat de cette décision devrait être, estime-t-on, un changement des titres du numéro un cubain Fidel Castro, jusqu'à présent premier secrétaire du comité central, et de son frère Raul, second secrétaire.

Cette résolution sur les statuts - la première adoptée par le congrès qui a commencé ses travaux jeudi - a également ouvert la possibilité aux « révolutionnaires d'avant-garde ayant des croyances religieuses d'entrer dans le parti ». Sept autres dissidents ont par ailleurs été arrêtés jeudi et vendredi, ce qui porte à treize le nombre des « démocrates » incarcérés au cours des derniers jours, selon M. Elizardo Sánchez Santa Cruz, président de la commission des droits de l'homme et de la réconciliation, organisation illégale. - (AFP, Reuter)

MANAGER LES ECRITS de vos collaborateurs

82 F

FAIRE LA SYNTHÈSE d'une réunion, d'un dossier, d'un entretien

94 F

BIEN Ecrire EN AFFAIRES

93 F

DEVENIR UN LECTEUR PERFORMANT

89 F

LES ATOUTS DE LA RÉUSSITE

DUNOD

dit, il s'agit de savoir qui fait quoi (le « cadre ») et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

groupe des Sept, consacré précédemment à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

directement au marché international des capitaux et qui bénéficie de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

# EUROPE

## Un entretien avec le ministre russe des affaires étrangères

« Une Russie forte est la seule chance de construire une nouvelle Union », nous déclare M. Kozyrev

Le ministre des affaires étrangères de la Russie, M. Andreï Kozyrev, achevait, samedi 12 octobre, un séjour en France, où il devait proposer l'ouverture d'un consulat et d'une chambre de commerce de la Russie et préparer une visite de M. Boris Eltsine début 1992. Dans un entretien au Monde, M. Kozyrev estime qu'il faut supprimer la dualité du pouvoir centre-République qui persiste dans la seule Fédération de Russie.

« Des conflits déchirent actuellement la direction de la Russie. Obéissent-ils à une logique politique ? »

« Il ne s'agit pas de conflits de personnes, mais d'un différend entre gens qui partagent un objectif commun. Tous sont pour des réformes radicales et estiment souhaitable le maintien d'une union politique et économique entre les Républiques. Mais, pour les uns, les réformes ne sont possibles qu'avec un pouvoir central fort, pour les autres, c'est sans doute souhaitable, mais irréaliste. Et cela pour deux raisons : d'une part, les Républiques ne sont pas prêtes à renoncer à leur souveraineté ; de l'autre, les structures du pouvoir central qui existent encore ne peuvent pas

guider les réformes, elles ne peuvent que les gêner.

« Que proposez-vous donc ? »

« Le problème est que ces vieilles structures bureaucratiques centrales ne fonctionnent quasiment plus qu'en Russie. Certaines Républiques ne sont déjà plus dans l'Union depuis longtemps, toutes ont leurs propres ministères républicains. En Russie, par contre, le dualisme centre-République perdure. L'existence de deux gouvernements, de deux bureaucraties concurrentes sur un même territoire y paralyse les réformes et même toute action. Cette paralysie au centre renforce le chaos dans l'Union et menace l'unité de la Fédération de Russie elle-même.

« Mais si 80 %, par exemple, des structures centrales - les ministères de branches qui existent toujours sous d'autres noms - passent sous direction russe, comme cela s'est fait dans les autres Républiques, la Russie pourrait enfin sortir de sa léthargie. Et, au lieu d'attendre la signature d'un traité d'union qui ne vient pas, définir elle-même ses réformes et inviter les autres Républiques à y participer sans contrainte.

« C'est ce que voulait dire M. Guennadi Bourboulis, le bras droit de M. Eltsine, en appelant la Russie à devenir l'héritière des structures de l'Union ? »

« Oui, sauf que la Russie ne

prétend pas se substituer au vieux centre pour diriger les Républiques, mais créer ses propres structures. La Russie ne peut être un « centre », mais l'ancien centre ne peut plus l'être non plus. C'est pour cela que nous sommes opposés au texte signé à Alma-Ata sur l'union économique. Il ne définit pas les fonctions ni les structures du centre, qui a toutes les chances de revenir ainsi au même vieux système, amorphe et sans autorité. De plus, le texte parle toujours de « consensus » (soglasie en russe), c'est-à-dire qu'il reconnaît le droit de veto, un droit que vont utiliser les Républiques les plus conservatrices, celles qui se sont empressées d'accepter l'accord.

« Il ne propose pas une intégration à l'occidentale, mais un nivellement par le bas, comme dans les kolkhozes soviétiques. Nous, nous voulons remplacer le principe du consensus par un mécanisme de « coordination ». La Russie, du fait de son poids objectif, peut proposer des réformes et les Républiques peuvent s'y joindre ou non, ou bien plus tard. Il faut aussi éviter tous les flous de l'accord, qui prévoit, dans vingt cas, la nécessité d'accords « complémentaires ». Ces accords sont de toute façon nécessaires, mais c'est une œuvre de longue haleine.

« Il n'y aura donc pas d'accord signé bientôt ? »

« Pourquoi ? Je pense que les amendements nécessaires peuvent intervenir très vite : on peut retravailler le texte, faire une déclaration unilatérale expliquant la position de la Russie sur les mécanismes de coordination ou encore, conclure un protocole adjoint à l'accord. Mais l'important, actuellement, reste de réorganiser le gouvernement russe, de le renforcer pour le rendre capable de mener les réformes et, parallèlement - et non pas ensuite - négocier avec les Républiques.

« Si nous n'arrivons pas à mener une réforme financière en coordination avec les Républiques, la Russie peut commencer la sienne de façon autonome : cela ne mènera pas forcément à plus de barrières douanières qu'il n'en existe actuellement. Les Républiques pourraient se trouver obligées de s'associer aux mesures d'assainissement financier décidées par la Russie, alors qu'elles refuseront d'obéir à des injonctions du centre.

« Reconnaissez-vous à ce « centre » les compétences en matière militaire, alors que vous-même venez de proposer à l'envoyé du président Bush des mesures de désarmement nucléaire plus radicales que celles de M. Gorbatchev ? »

« Le nucléaire est bien sûr un des secteurs où le centre est indis-

pensable. Mais la Russie a la possibilité et l'obligation de donner son avis, sans remplacer le centre dans les négociations. Je pense que les idées que j'ai avancées seront prises en compte par le centre. Elles vont dans le même sens : par exemple, sur le traité START, qui prévoit une réduction de 40 % des têtes de missiles à longue portée. M. Gorbatchev a proposé de passer à 50 % et nous, à 60 %. Nous voulons aussi suivre M. Bush dans son souci de changements qualitatifs visant la stabilité, par exemple dans le développement des systèmes antimissiles.

« Vous êtes le seul, parmi les représentants de Républiques en visite à Paris, à occuper les

locaux de l'ambassade soviétique. Est-ce encore la Russie qui veut hériter des structures de l'Union ? »

« Non, bien sûr, il faut que l'ambassade de l'Union soit ouverte à toutes les Républiques. Et nous n'avons pas d'ambassadeurs de Russie. Le président Gorbatchev a une stature internationale et il peut jouer un grand rôle en soutenant les réformes russes. Je pense que nous serons tous, en Russie, d'accord sur un point : une Russie forte, qui devienne un partenaire attractif pour les autres Républiques, est la seule chance de construire une nouvelle Union, qu'aujourd'hui tous cherchent à fuir.

Propos recueillis par SOPHIE SHIHAS

Des municipalités proposent la suppression de la fête du 7 novembre. Les municipalités de Moscou et de Saint-Petersbourg ont proposé, vendredi 11 octobre, de supprimer la Fête de la Révolution du 7 novembre. Moscou propose de déplacer les jours fériés des 7 et 8 novembre aux 30 et 31 décembre, tandis que Saint-Petersbourg suggère de faire du 7 novembre la fête du nouveau nom de Leningrad. (AFP, Reuters)

GEORGIE : deux morts en Ossétie. Deux personnes ont été tuées et huit autres blessées, ven-

dredi 11 octobre, à Tskhinvali, chef-lieu de l'Ossétie du Sud, lors d'échanges de tirs entre Géorgiens et Ossètes, a rapporté l'agence Tass. (AFP)

Un camion pour Saint-Petersbourg. L'association des artistes russes de Paris prévoit d'envoyer, à la mi-novembre, un camion chargé de vêtements, vivres, médicaments et jouets aux enfants de Saint-Petersbourg. Les dons et chèques sont recueillis par l'association « Court-circuit », 36, rue Saint-Maur, 75011 Paris, tél. : 42-51-48-19.

## Ralliement au projet de traité économique

Suite de la première page

Rien n'est dit, par exemple, sur l'avenir du KGB russe, qui, en temps, a repris une bonne part des attributions du grand frère déchu sur le territoire de la fédération de Russie.

Le Conseil d'Etat n'a consacré qu'une petite partie de son temps à cette « réorganisation » radicale, mais sans surprise. Ce qu'on attendait d'abord de lui, et ce qui a essentiellement retenu l'attention des médias soviétiques, c'est qu'il prenne position sur le projet de traité économique, paraphé dix jours plus tôt à Alma-Ata, mais furtivement attaqué entre-temps par une série de responsables russes.

On craignait donc que les choses ne se passent plutôt mal, mais M. Boris Eltsine, revenu tout bronzé de ses vacances sur les bords de la mer Noire, a heureusement surpris les partisans du traité : mettant apparemment un terme à la cacophonie créée par ses multiples conseillers, il a annoncé que la Russie était décidée à signer le texte d'ici au 15 octobre.

Les dirigeants des neuf autres Républiques qui ont participé au Conseil (Azerbaïdjan, Arménie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizie, Tadjikistan, Turkménie, Ouzbékistan) ont pris le même engagement, ce qui, pour certaines d'entre elles, peut paraître surprenant. La veille encore, le président kirghize, M. Askar Akaiiev, se répandait en sarcasmes sur le compte de « Sir Grigori Iavlinsky », le père du projet, coupable de vouloir « ressusciter sous d'autres atours les organes de l'empire ».

Un « oui » en forme de « oui mais »

En fait, au-delà de cette déclaration d'intention (à laquelle n'ont donc pas souscrit, en plus des trois pays baltes, la Géorgie et la Moldavie), l'avenir de ce traité reste un peu brumeux : d'abord parce que le « oui » de M. Boris Eltsine ressemble fort à un « oui mais ». La Russie, a-t-il expliqué, signera d'ici au 15 octobre, mais il faudra auparavant que tous les points particuliers laissés en suspens par le projet de traité soient l'objet

d'un accord. Or, les points en question sont au nombre de dix-sept, et certains touchent des problèmes aussi ardues que la répartition de la dette. Peut-on raisonnablement espérer aplanir toutes ces difficultés en quatre jours ?

M. Eltsine a d'ailleurs ajouté d'autres conditions : il souhaite que soient réexaminées les dispositions concernant la subordination des banques des diverses Républiques à la Banque centrale. Il veut aussi que « cesse le financement des organes économiques qui ne sont pas prévus par le traité ».

M. Gorbatchev : « Nous perdons du temps »

D'autres dirigeants ont eux aussi formulé des réserves : l'Azerbaïdjanais Moutalibov a fait savoir que sa République se refusait à signer quel que ce soit tant qu'elle serait l'objet d'une « agression généralisée » (de la part des Arméniens du Haut-Karabakh). De plus, si les participants à la réunion ont affirmé leur désir de signer le traité à très court terme, ils ont également fait savoir qu'ils décide-

raient ultérieurement de la date à laquelle le texte en question devrait être soumis à ratification...

M. Mikhaïl Gorbatchev avait ouvert la séance en des termes dramatiques en expliquant que « la patience du pays était à bout », que « l'on perdait du temps », qu'il y avait « des tentatives pour opposer entre eux les membres du Conseil d'Etat et susciter la méfiance ». Et il avait aussi souligné que tout cela ne passait pas inaperçu aux yeux des « partenaires étrangers ».

En apparence, son appel a été entendu et le Conseil a fait ce que l'on attendait de lui. A moins qu'il n'ait surtout fait en sorte, par le biais d'une proclamation de bonnes intentions, de rassurer l'opinion et « les partenaires étrangers », quitte à gommer les désaccords profonds qui risquent de réapparaître très rapidement.

Pour le reste, le Conseil a adopté sans difficulté des dispositions concernant l'approvisionnement alimentaire des Républiques pour l'hiver prochain et pour l'année 1992. Quant au traité d'union politique entre les « Etats souverains », les dirigeants des Républiques se sont accordés dix jours pour donner leur appréciation sur le projet publié par les services de M. Gorbatchev.

JAN KRAUZE

Un numéro spécial des « Dossiers et documents du Monde »

## L'URSS, de la perestroïka à l'après-communisme

Quand, peu de temps après son arrivée au pouvoir en 1985, Mikhaïl Gorbatchev lance la politique de perestroïka et de glasnost, il s'agit pour lui de réformer le communisme, d'améliorer les performances, d'en effacer les traits les plus barbares et les plus rétrogrades, sans mettre en cause les fondements du système. Les contradictions de cette réforme impossible ont provoqué, pendant six ans, des ébranlements successifs qui, chaque fois, obligé le président de l'URSS à aller plus loin que ses intentions proclamées.

Léniniste affiché, Mikhaïl Gorbatchev a appliqué avec brio une maxime de son maître : « Un pas en avant, deux pas en arrière ». Il se dit communiste quand il scie les bases de l'omnipotence du parti ; il plaide pour la démocratie quand il envoie les troupes spéciales à l'assaut du Parlement lituanien.

Ce jeu de bascule avait épuisé ses effets quand le putsch d'août 1991 a éclaté. Fomenté pour sauver le système, le complot maladroît des nostalgiques du communisme

lui a porté un coup fatal. Il a mis au jour ce que les démocrates soviétiques savaient depuis longtemps, mais que Mikhaïl Gorbatchev, élevé dans le sérail, ne pouvait pas admettre : la seule réforme possible du système soviétique, c'est sa destruction. Celle-ci passa par la disparition du Parti communiste, la dissolution des institutions stalinienne, la fin de l'empire et la revanche des nationalités...

Réunissant des articles publiés dans le quotidien et de nouveaux points de vue, la brochure du Monde retrace la maturation d'une révolution, brusquement accélérée par le tentative de putsch, le passage du stalinisme à l'après-communisme, y compris dans les relations internationales. La question de savoir si cet après-communisme sera synonyme de démocratie est une autre histoire.

D. V.

► Numéro spécial de « Dossiers et documents du Monde », nouvelle édition octobre 1991, 114 pages, 42 francs, en vente chez tous les marchands de journaux.

## GRANDE-BRETAGNE : la fin du congrès conservateur de Blackpool

### « Une monnaie unique ne peut pas nous être imposée »

déclare M. Major

M. John Major a clôturé, vendredi 11 octobre, les travaux du congrès conservateur de Blackpool. Le premier ministre est, dans une large mesure, parvenu à imposer son autorité sur un parti encore profondément marqué par le « règne » de M. Thatcher. Il s'est présenté comme un homme de caractère qui, notamment sur l'Europe, tiendra bon : il n'est pas question, a-t-il dit, d'imposer une monnaie unique à la Grande-Bretagne.

BLACKPOOL

de notre envoyé spécial

L'ère de « Maggie » étant définitivement achevée, M. John Major s'est efforcé, vendredi 11 octobre, de démontrer que la confiance qui a été placée en lui il y a moins d'un an, lorsque les conservateurs ont commis cette sorte de parricide politique sur la personne de M. Thatcher, n'était pas imméritée. Il a énuméré les crises extérieures qu'il a surmontées depuis son entrée en fonction (la guerre du Golfe, le démantèlement de l'Europe de l'Est, les réaménagements autour de l'intégration européenne), pour souligner qu'à chaque fois il avait fait front. S'agissant de la situation économique, l'annonce, le jour même, d'un indice d'inflation de 4,1 % en septembre (le plus bas depuis trois ans), tombait à pic pour soutenir les affirmations du premier ministre sur la reprise économique.

Le passage le plus faible de l'intervention de M. Major était sans doute sa vision, attendue, des « années 90 » : la « charte des citoyens » qui constitue la plate-forme électorale du Parti conservateur relève quelque peu d'un catalogue de bonnes intentions. M. Major a résumé ce programme par un slogan : « Le pouvoir de choisir, le droit de posséder ».

Se présentant comme le défenseur de vertus et de valeurs « ordinaires », il a rappelé ses origines sociales humbles (il est né dans un quartier pauvre de Brixton) pour glorifier cette Grande-Bretagne qui, grâce au Parti conservateur, donne à chacun ses chances.

Avec le style modeste qui lui est propre, il a abondamment usé du registre d'un premier ministre proche des gens et de leurs problèmes. Sorti à seize ans du système scolaire, M. Major s'est moqué de lui-même - « on n'a jamais tant écrit sur soi-même » - pour défendre une éducation « de base », fort éloignée des « théories progressistes ».

Sensible à la situation de ceux qui sont à la recherche d'un emploi - « je sais ce qu'ils ressentent, je n'ai jamais oublié, et je n'oublierai jamais », il s'est cependant borné à constater que le chômage augmente. Ferme face à la violence qui a récemment enflammé plusieurs villes de Grande-Bretagne, le premier ministre a aussi répondu avec détermination à la campagne lancée par le Parti travailliste à propos de la privatisation du Service

national de santé (NHS), voulue, selon le Labour, par les conservateurs. M. Major a réaffirmé que les principes de base du NHS (notamment la gratuité) seront préservés et qu'il n'était pas question de privatiser celui-ci.

### Une « perspective incertaine »

Mais c'est l'Europe - où s'exerce la surenchère nationaliste de M. Thatcher - qui a représenté le point fort de ce discours. M. Major a souhaité « une plus grande union entre Etats, pas une fusion fédérale d'Etats. Quelques-uns de nos partenaires, j'en ai peur, sont davantage prêts à élaborer de nouvelles règles qu'à les conserver », a souligné le premier ministre. Nous avons besoin d'un système qui puisse répondre effectivement à ceux qui se prétendent bons Européens mais qui dénoient les camions (1) ou entravent le libre commerce.

M. Major a estimé que la monnaie unique européenne constituait, « au mieux, une perspective incertaine ». « Tout traité, a-t-il dit, doit prévoir la possibilité qu'à une date séparée soit prise - pas maintenant, mais à une date future, par le gouvernement et le Parlement britannique. Une monnaie unique ne peut pas nous être imposée. Et je n'accepterai pas un traité qui voudrait nous imposer une monnaie unique, à quelque date que ce soit. »

« En aucune circonstance », a continué M. Major, ni maintenant ni à l'avenir, un gouvernement conservateur n'abandonnera le droit de prendre des décisions cruciales à propos de notre sécurité, de notre politique étrangère et de notre défense. « C'est pourquoi le premier ministre ne peut pas garantir » que les négociations européennes vont aboutir, puis- qu'il s'agit de placer « les intérêts de notre pays avant un accord ».

LAURENT ZECCHINI

(1) Il s'agit d'une allusion à l'attaque d'un camion britannique transportant de la viande de mouton, par des agriculteurs français, fin septembre 1990.

Le Monde EDITIONS

Une histoire de la démocratie en Europe

sous la direction de Antoine de Baecque

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde EDITIONS

Les échos de la mémoire

Tabous et enseignement de la Seconde guerre mondiale

Georges Kantin et Gilles Manceron

Préface de Claude Julien

EN VENTE EN LIBRAIRIE



## EUROPE

### YUGOSLAVIE

## Incertitudes sur les modalités du cessez-le-feu en Croatie

Le bloc serbe de la présidence collégiale yougoslave, qui s'était emparé du pouvoir au début du mois en décrétant le « danger de guerre imminente », s'est opposé, vendredi 11 octobre, à l'évacuation de l'armée yougoslave de Croatie. Dans la matinée, le ministère fédéral de la défense avait démenti les déclarations du ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, selon lesquelles le retrait progressif de l'armée fédérale de la Croatie avait été décidé lors de la réunion de jeudi à La Haye. Samedi, le cessez-le-feu semblait à peu près respecté, sauf à Osijek et à Vukovar, en Slavonie.

BELGRADE

de notre correspondant

« Aucun accord n'a été signé jeudi 10 octobre à La Haye », affirment, vendredi, les autorités militaires à Belgrade. Propos curieux, puisque aucun des trois protagonistes yougoslaves (les présidents croate et serbe et le ministre fédéral de la défense, le général Kadijevic) présents dans la capitale néerlandaise n'avaient démenti les propos de M. Van den Broek. Aucun accord n'avait alors été signé en bonne et due forme, mais il existait, semble-t-il, un engagement formel.

La Serbie veut que « tous les Serbes vivent dans un même Etat » et elle entend protéger - avec l'aide de l'armée fédérale - les Serbes de Croatie qui sont, selon elle, menacés de « génocide par le régime fasciste et sanguinaire de Zagreb ». Au lendemain de la sécession de la Croatie, il était donc surprenant que les dirigeants serbes acceptent aussi facilement, à La Haye, que l'armée yougoslave se retire de l'ensemble du territoire croate. Les décisions prises, vendredi, par le bloc serbe de la présidence yougoslave témoignent d'un certain malentendu.

La présidence collégiale, réduite à quatre membres - représentant la Serbie, son allié le Monténégro et les deux provinces autonomes serbes, la Voïvodine et le Kosovo - juge « absolument inacceptable le

retrait de l'armée fédérale des territoires de Croatie où vivent des Serbes car cette mesure les exposerait à un danger de liquidation physique ». C'est pourquoi elle estime que « les forces armées fédérales doivent rester sur les territoires qu'elles occupent actuellement tant que la crise yougoslave n'aura pas été réglée politiquement ». Dans l'attente d'une solution, l'armée yougoslave respectera la trêve, à condition que les forces croates lèvent le blocus des casernes et des bâtiments militaires et permettent le regroupement des unités fédérales. Le cas échéant, la présidence ordonnera l'usage de la force.

Concernant la sécession de la Slovénie et de la Croatie, le bloc serbe de la présidence estime que ce sont « des actes illégaux (...) qui portent atteinte à l'intégrité territoriale de la fédération yougoslave et remettent en question ses frontières internationales ». Il menace ouvertement la communauté internationale en cas de reconnaissance des Républiques sécessionnistes : « Toute tentative de reconnaissance des proclamations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie sera considérée comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Yougoslavie, comme un acte dirigé contre son autorité territoriale (...). Dans ce cas, la Yougoslavie emploiera tous les moyens dont elle dispose. » De plus, il précise que la reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie représenterait une violation de la

Charte des Nations unies, des accords de Helsinki et de toutes les conventions internationales concernant l'intangibilité des frontières : « Ces actes unilatéraux et leur reconnaissance risquent d'aggraver encore plus la situation, d'ouvrir de nouveaux foyers de crise et d'entraîner le pays dans le chaos et dans la guerre civile totale. »

### Le respect du moratoire

La présidence souligne encore que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le redécoupage des frontières doivent être négociés dans le cadre de la Constitution yougoslave et ne peuvent, en aucun cas, être décidés unilatéralement, au détriment des autres peuples qui vivent dans les Républiques sécessionnistes. Selon le bloc serbe de la direction collégiale, la sécession de la Slovénie et de la Croatie empêche le bon déroulement de la conférence de paix sur la Yougoslavie puisqu'elle anticipe le dénouement de la crise. Elle juge, par conséquent, « indigne et inacceptable » que les deux Républiques sécessionnistes respectent le moratoire sur la mise en œuvre de leur déclaration d'indépendance pendant toute la durée de la conférence. Depuis l'expiration du moratoire de trois mois obtenu par la troïka européenne, le 7 juillet dernier à Brioni, la Serbie réclame sa prorogation.

FLORENCE HARTMANN

Les représentants de la minorité serbe de Croatie à Paris. - M. Henri Wijnaendts, ambassadeur des Pays-Bas en France et coordonnateur des trois groupes de travail de la conférence de La Haye sur la Yougoslavie, devait s'entretenir, samedi 12 octobre à Paris, avec des représentants de la minorité serbe de Croatie. Ceux-ci seraient MM. Milan Basic et Goran Hadjic, respectivement « chefs de gouvernement » de la Krajina (arrière-pays dalmate) et de la Slavonie, Baranja et Srem occidental.

Le président albanais reconnaît la légitimité de la République du Kosovo. Le président albanais, M. Ramiz Alia, a reconnu, mercredi 9 octobre, la légitimité de la

République du Kosovo, proclamée par les Albanais de cette province yougoslave sous tutelle serbe au lendemain d'un référendum clandestin sur son indépendance. Dans un message adressé à M. Iljaz Ramajli, président de l'Assemblée du Kosovo, M. Alia « salue au nom du peuple albanais les résultats positifs du référendum qui a proclamé la République du Kosovo, Etat souverain, ayant le droit d'être un élément constitutif de la communauté des Etats de Yougoslavie ». Selon les résultats de la commission électorale du Kosovo, et annoncés par ATA à Tirana, 99,87 % des 914 502 votants se sont prononcés pour la souveraineté du Kosovo. - (AFP)

## Les ambitions de M. Petre Roman

Suite de la première page

Façon de parler, bien entendu, puisque M. Theodor Stolojan, ancien ministre des finances du gouvernement Roman, est l'un de ses proches et que c'est Petre Roman lui-même qui a avancé son nom.

La stratégie immédiate de M. Roman consiste donc, d'abord, à garder le contrôle du gouvernement. Il ne va cependant pas y placer ses premiers lieutenants, en particulier M. Adrian Severin, jusqu'ici vice-premier ministre et qui passe pour le véritable moteur de la réforme économique : « Le rôle politique est trop important, explique-t-il, je les garde en réserve pour préparer avec moi le prochain gouvernement. »

### La docilité de M. Stolojan

Façon de parler, encore une fois, puisque le président Iliescu était catégoriquement opposé à ce que M. Severin fasse partie du gouvernement Stolojan. Mais, loin de présenter la « mise en réserve » de M. Severin comme une concession à M. Iliescu, M. Petre Roman s'empresse d'ajouter : « C'est plutôt que je veux le préserver de l'élection que va subir ce gouvernement. »

L'échec du gouvernement Stolojan fait donc partie, visiblement, des scénarios de M. Roman dans l'optique d'un retour aux affaires. Ce nouveau premier ministre, un homme austère qui déclare ouvertement n'avoir aucune ambition politique et ne fait pas mystère du peu d'enthousiasme que lui inspire sa nomination, a, selon M. Petre Roman, une double mission : « Réaliser la convertibilité du leu et commencer les privatisations. Si le fait, cela veut dire que la réforme continue. Sinon, il l'a clamerait dit, son rôle s'arrête là. Il ne fera aucun compromis politique. »

D'une docilité exemplaire, M. Stolojan vient d'ailleurs d'admettre, dans un entretien à l'agence Tass, que l'une de ses principales tâches serait de « préparer le terrain » pour le gouvernement qui sera formé après les élections, vraisemblablement début 1992, et que M. Roman souhaite anticipées.

Mais c'est peut-être aller un peu vite en besogne car, pour l'heure, les négociations pour la formation du gouvernement Stolojan pètiennent : l'opposition trouve les prétentions du FSN excessives, certains s'étonnant de voir M. Roman prendre une part aussi importante à ces pourparlers et M. Stolojan se taire. Quant aux professions de foi pour la poursuite des réformes, elles sont contredites par l'une des dernières mesures prises par le gouvernement Roman, le 8 octobre : le gel des prix, jusqu'à avril prochain, des produits alimentaires, les seuls à avoir échappé jusqu'ici à la libéralisation des prix.

### Rénover le Front du salut

Autre volet de la stratégie de M. Roman : rénover le FSN, « le parti » comme il dit, dont il reconnaît que la base est « très hétérogène », « lui faire adopter un programme politique abandonnant toute référence à l'idéologie marxiste, peut-être changer de nom », le purger des « anciens de l'appareil ». Cela va de pair avec la dénonciation des « anciennes structures » : pour l'instant, les rares tâches que M. Roman ait osé demander - le président du Sénat et le chef du SRI, l'Institut de la Sécurité - sont toujours en place.

Le président Iliescu pourrait-il être classé parmi ces « anciens de l'appareil » ? Dans l'entourage de M. Roman, on fait volontiers savoir que les relations entre les

deux hommes sont devenues exécrables. Mais, fidèle à sa tactique de ménager la chèvre et le chou, M. Roman se garde de toute attaque frontale : « Je dois être honnête, dit-il au sujet de M. Iliescu, depuis la formation de mon gouvernement, dans les moments difficiles de l'introduction des réformes, il a pris position en faveur de la réforme. »

Etonnante indulgence pour un homme qu'il accusait dix jours plus tôt de l'avoir « sacrifié ». « Il y a eu plusieurs épisodes dans nos relations, poursuit alors M. Petre Roman, j'espère ne pas avoir à le regretter. Le pays a besoin de stabilité actuellement. (M. Iliescu) est utile là où il est. Moi, je ne veux pas le toucher, le delà de ce que j'ai dit jusqu'ici. »

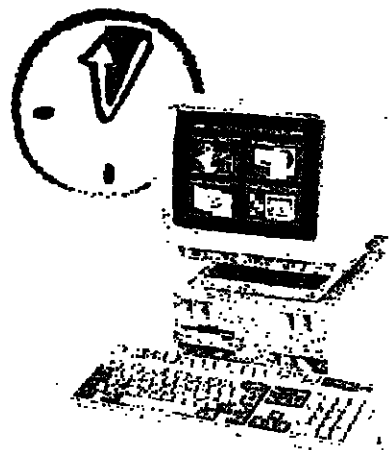
Quant à le remplacer à la tête de l'Etat, M. Roman préfère aborder la question autrement : dans le régime actuel roumain, « le chef de l'exécutif, c'est le premier ministre ». Un éventuel « ticket » Roman-président, Severin-premier ministre n'est donc « pas réaliste pour le moment ». Pour le moment ? « Pour le moment », répète M. Roman.

Lui qui hésitait à ne plus se dire marxiste après la révolution de 1989, lui qui a fait campagne aux côtés de M. Iliescu en mai 1990, lui qui soutenait à la même époque que l'organisation ultra-nationaliste Vatra Romanesca était honorable, lui qui s'est abstenu de dénoncer la première intervention des mineurs l'an dernier, professe aujourd'hui un anti-communisme passionné.

Le gouvernement français, l'un des rares d'Occident à s'inquiéter encore du sort de la Roumanie, avait placé quelque espoir en M. Roman, qui s'emploie à l'entretenir par tous les canaux médiatiques et diplomatiques possibles. Mais le désert politique roumain et la faiblesse de l'opposition jouent davantage en sa faveur que ses propres plaidoyers, toujours empreints d'ambiguïté.

SYLVIE KAUFFMANN

## NOUVEAU PS/1 386 SX JAMAIS LA PUISSANCE N'A ÉTÉ AUSSI ACCESSIBLE.



Avec le nouveau et puissant PS/1 386 SX d'IBM, vous accédez tout de suite à l'informatique. Rapidement, facilement et pour longtemps. Car ses possibilités vont vous mener très loin, comme aucun micro de ce prix-là ne l'avait fait jusqu'à présent. Avec le nouveau micro PS/1 d'IBM, vous entrez dans le monde de l'informatique par la grande porte.

Micro PS/1 IBM. Cinq minutes et vous êtes dans le coup.

Pour en savoir plus, appelez le Point réponse IBM : 05.03.03.03 ou consultez votre Minitel : 3616 IBM.

IBM

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

## PROCHE-ORIENT

ISRAËL : après un attentat contre des militaires

### Net regain de tension à l'approche de la conférence de paix

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Vous verrez, à mesure que nous approchons de la fin du mois, les extrémistes, et ceux qui rejettent la paix, multiplieront les actions pour la saboter. » S'exprimant jeudi 10 octobre, à la veille de sa nouvelle tournée au Proche-Orient pour préparer la conférence de paix, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui s'appuyait sur des renseignements que l'on suppose privilégiés, ignorait sans doute que, vingt-quatre heures à peine après son avertissement, l'acte, apparemment isolé, d'un Palestinien allait coûter la vie à deux conscrits israéliens.

Le meurtrier, âgé de vingt-cinq ans, a déclaré, selon la police, qu'il voulait tuer des soldats pour « venger » la fusillade de l'esplanade des Mosquées à Jérusalem au cours de laquelle, quasiment à la même date l'an dernier, dix-sept Palestiniens avaient été abattus par la police et plus d'une centaine blessés. On a également relevé que le meurtrier est originaire d'un village nommé Kibya, en Cisjordanie occupée, et que ce village fut le théâtre, il y a plus d'une trentaine d'années, d'un des plus horribles massacres jamais commis par l'armée israélienne : une cinquantaine de maisons avaient été dynamitées avec leurs occupants à l'intérieur ; plus de soixante-dix innocents avaient péri. Vengeance, représailles, contre-représailles ? Cette opération de l'armée faisait suite à l'assassinat d'une mère de famille juive et de ses deux enfants.

Le cruel engrenage proche-orientale est enclenché depuis longtemps, et, selon les périodes, il fait plus ou moins de victimes. Le meurtrier de vendredi matin, à Tel-Aviv, a, semble-t-il, agi de son propre chef. Il a lancé à pleine vitesse un petit camion qu'il avait volé la veille à son employeur israélien, sur un groupe de soldats qui faisaient de l'auto-stop près d'une des plus grandes bases militaires du pays (nos dernières éditions). Deux conscrits ont été tués sur le coup et onze autres blessés, dont trois sont dans un état sérieux. Les Palestiniens ont été poursuivis par des civils, n'ayant pas été remis à la police. Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a déploré « cet acte cruel » et indiqué qu'Israël « se vengera de manière appropriée ».

Nul ne sait ce que le chef du gouvernement entend par cette vague menace. Le fait est qu'entre le coup de force des colons qui,

soutenus par certains membres du gouvernement, ont occupé un quartier arabe de Jérusalem-est (le Monde du 10 octobre), le survol de plusieurs pays arabes, la semaine dernière, par l'aviation israélienne, et la mort de plusieurs jeunes militants de l'intifada tués par les forces de sécurité, ces derniers jours, dans les territoires occupés, une atmosphère de tension paraît s'installer, à moins de trois semaines de la conférence de paix que Washington veut convoquer pour la fin du mois en Europe.

#### Attaque préventive ?

Depuis jeudi 10 octobre, à la suite de mystérieuses fuites, publiées dans le *Washington Times*, largement reprises et développées par la presse israélienne vendredi, on craignait de surcroît une prochaine intervention militaire israélienne en mer. D'après les journaux, un cargo nord-coréen chargé de missiles balistiques Scud, à destination de la Syrie, croiserait actuellement dans l'océan Indien et se dirigerait vers la mer Rouge, puis la Méditerranée où une opération israélienne pourrait être tentée. Les missiles en question, dont la portée est de 500 à 800 kilomètres, constitueraient la seconde livraison d'un contrat passé

entre la Corée du Nord et Damas. Cette affaire inquiète fort le gouvernement de Jérusalem depuis plusieurs semaines. Selon les officiels américains qui ont fourni l'information au *Washington Times* — probablement dans le but de dissuader les Israéliens de passer à l'attaque, — le Pentagone aurait dénoté, ces derniers jours, une activité inhabituelle des vedettes de la marine israélienne en Méditerranée. Mais, politiquement, a fait valoir un analyste militaire de Washington, M. Mike Eisenstadt, une opération des Israéliens pour détruire le chargement d'un bâtiment non arabe n'aurait pas le même poids, ni les mêmes conséquences, qu'une attaque directe contre l'un des voisins de l'Etat hébreu.

Vendredi 11 octobre, le ministère israélien de la défense se refusait à confirmer ou à infirmer ces informations. Dans l'après-midi, s'exprimant en public, devant un auditoire de juifs américains en visite, le premier ministre, M. Shamir, avait déclaré que son pays se préparait sérieusement aux négociations qui s'annoncent avec les voisins d'Israël. Il avait ajouté : « Mais nous n'entreprendrons dans aucun processus (de paix) aveuglement. Nous ne prendrons pas le risque de mettre en danger notre sécurité et celle de nos populations. »

PATRICE CLAUDE

Selon M. Baker

### Damas a formulé des réserves sur le programme des entretiens

La Syrie a émis des « réserves » sur certains entretiens qu'elle pourrait avoir avec Israël dans le cadre d'une conférence de paix au Proche-Orient, a indiqué, vendredi 11 octobre, M. James Baker.

Le secrétaire d'Etat américain réagissait à des articles de presse parus le même jour selon lesquels la Syrie a informé Washington qu'elle ne participerait pas aux discussions multilatérales qui sont prévues sur des sujets d'intérêt régional, tels que l'eau, le développement économique et le contrôle des armements. « Je pense que Damas a certaines réserves sur le calendrier de ces entretiens. Mais je n'ai pas entendu dire que la Syrie ne souhaitait pas y participer », a ajouté le secrétaire d'Etat. Il a également souligné que

d'autres pays arabes lui ont fait part de leur intérêt pour les entretiens multilatéraux et bilatéraux prévus dans le cadre de la conférence de paix. Auparavant, le porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler, avait relevé des « erreurs factuelles » dans un article du *New York Times* sur cette affaire.

M. Baker a rencontré une nouvelle fois à Washington la délégation des Palestiniens des territoires occupés avec laquelle il avait déjà eu des entretiens jeudi. A l'issue de cette rencontre, un responsable du département d'Etat a déclaré sous couvert de l'anonymat qu'il était d'accord avec M. Fayçal Husseini « pour estimer que des progrès avaient été accomplis ». — (AFP)

A une semaine des élections législatives

### L'aviation turque a effectué de nouveaux raids en territoire irakien contre les « séparatistes kurdes »

ANKARA

de notre correspondante

L'armée turque a effectué, vendredi 11 octobre, une nouvelle opération militaire en territoire irakien, contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation séparatiste agissant au sein de la population kurde de Turquie et disposant de bases en Irak. « Huit avions de combat ont effectué (des) sorties ce matin, à sept kilomètres à l'intérieur du territoire irakien », a déclaré le premier ministre turc, M. Mesut Yilmaz. Des hélicoptères ont ensuite survolé la région pour évaluer les résultats de cette opération, lancée pour venger la mort lundi de onze soldats turcs, tués lors d'affrontements avec cent cinquante combattants du PKK à Cukurca, dans la partie est de la frontière turco-irakienne.

En août dernier, la Turquie avait déjà lancé une vaste opération contre le PKK en territoire irakien, pendant plusieurs jours. Avions de combat, hélicoptères et troupes terrestres avaient été utilisés, causant la mort, selon des sources kurdes dans la région, d'une quinzaine de civils, kurdes irakiens, et blessant de nombreux autres villageois. La Turquie avait déclaré avoir tué environ trente-cinq membres du PKK et capturé des stocks importants d'armes, mais les diplomates occidentaux estiment qu'il n'est pas certain que des militants du PKK aient été atteints.

Des journalistes ayant visité les

camps du mouvement séparatiste kurde affirment que les militants du PKK se déplacent fréquemment, en petits groupes, en se cachant sous les arbres et ne peuvent pas facilement être localisés. Des sources militaires occidentales estiment que le raid avait avant tout pour but de démontrer à la population kurde que le PKK représente un problème externe.

En fait, au cours des derniers mois, le PKK semble avoir étendu son influence dans le Sud-Est de la Turquie où les incidents violents se sont multipliés. La présence des nombreux soldats dans la région n'a pas eu un impact déterminant sur le comportement des combattants kurdes, qui ont multiplié les attaques, enlevé des voyageurs occidentaux à deux reprises en août et en septembre, et qui déclenchent toujours sept soldats turcs.

En se montrant résolu à combattre le « terrorisme séparatiste », à une semaine des élections législatives, le premier ministre espère gagner quelques voix supplémentaires auprès des nationalistes turcs.

NICOLE POPE

■ Nouvel attentat meurtrier. — Deux policiers ont été tués et un autre a été blessé dans une embuscade, tendue par quatre hommes, vendredi 11 octobre, à une voiture de patrouille à Pendik, dans la banlieue d'Istanbul. La veille, trois policiers avaient déjà trouvé la mort dans un attentat. — (Reuters)

EN BREF

■ AFRIQUE DU SUD : tir contre la maison de M. Nelson Mandela. — Deux rafales d'arme automatique ont été tirées, sans faire de victimes, jeudi 10 octobre, contre la maison de M. Nelson Mandela, alors qu'il s'y trouvait, a annoncé le Congrès national africain (ANC). D'autre part, sept Noirs ont été tués dans le ghetto d'Umlazi, dans le sud-est du pays, où s'affrontent depuis plusieurs semaines les militants de l'ANC et les membres du parti zoulou Inkatha. — (AFP)

■ CAMEROUN : élections législatives anticipées en février prochain. — Le président camerounais Paul Biya a annoncé, vendredi 11 octobre, dans un message radio-télévisé, l'organisation d'élections législatives anticipées le 16 février prochain. En avril dernier, M. Biya avait déjà annoncé ces élections pour la fin de cette année. Cette décision avait été critiquée par de nombreux partis d'opposition, qui réclamaient d'abord l'organisation d'une Conférence nationale. — (AFP)

■ MEXIQUE : assassinat de l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés. — Manuel Salcido, alias « El Cochiloco », l'un des trafiquants de drogue les plus recherchés au Mexique et aux Etats-Unis, a été assassiné, jeudi 10 octobre, par un groupe armé à Guadalajara (450 kilomètres de la capitale mexicaine). « El Cochiloco » était le dernier fugitif du cartel dit « de Guadalajara », principale organisation mexicaine liée aux trafiquants colombiens. — (AFP)

■ NIGER : le président Ali Saibou est malade au pouvoir. — La Conférence nationale des forces

vives du Niger a décidé, vendredi 11 octobre, de maintenir le président Ali Saibou comme chef de l'Etat pendant la période de transition, rejetant la demande de mise en accusation et de destitution présentée la veille par une de ses commissions. Selon l'Agence nigérienne de presse, six des sept groupes qui comptent la conférence se sont prononcés pour le maintien du général Ali Saibou à la tête de l'Etat. — (AFP)

■ PAPOUASIE - NOUVELLE GUINÉE : situation dramatique à Bougainville. — Le Croix-Rouge australien a lancé un cri d'alarme, le vendredi 11 octobre, à propos de l'île de Bougainville, qui a proclamé en mai 1990 son indépendance par rapport à la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Des milliers de vies sont en danger en raison du manque de fournitures médicales, a déclaré M. Alan McLean, responsable de l'organisation australienne. Un accord négotié conclu avec les autorités de Port-Moresby, la capitale papoue, et autorisé la Croix-Rouge à opérer à Bougainville, a été rompu. Plus de quinze cents personnes sont mortes en 1989 et en 1990 du fait de violences politiques, et trois mille auraient été victimes du blocus imposé par Port-Moresby. — (AFP)

■ SOMALIE : appel à l'aide alimentaire internationale. — La radio nationale a annoncé, vendredi 11 octobre, que la Somalie demandait une aide alimentaire internationale afin de sauver de la famine « plusieurs centaines de milliers de personnes ». En septembre, l'ONU avait lancé un appel similaire en réclamant 400 millions de dollars. — (AFP)

## ASIE

JAPON : la succession de M. Kaifu

### M. Miyazawa est pratiquement assuré de devenir premier ministre

M. Miyazawa. Après avoir soutenu la candidature de M. Ichiro Ozawa, « jeune tueur » du PLD — avec surtout, semble-t-il, l'idée de mettre en vedette celui dont il entend faire son successeur — M. Kanemaru a joué la carte Miyazawa.

#### Derrière le rideau

Les deux hommes n'ont guère d'affinités. Mais M. Kanemaru sait faire taire ses antipathies lorsque des intérêts de pouvoir sont en jeu. Le soutien à M. Miyazawa se « paiera » vraisemblablement d'une mainmise quasi complète du clan Takeshita sur l'appareil du PLD.

Bien qu'il n'occupe pas de fonction gouvernementale, M. Kanemaru a une stature politique sans commune mesure avec ses homologues : rarement fut mieux illustré l'adage selon lequel, au Japon, l'homme qui est au premier plan n'est pas celui qui exerce le pouvoir. M. Kanemaru se situe dans la grande tradition des *kuromaku* (manipulateurs derrière le rideau) du théâtre de puppets *buraku*. C'est à lui que l'on doit déjà livré, sans grands égards, avec M. Kaifu, mentor du faible premier ministre, il tirait les ficelles du pouvoir. Lorsqu'il les coupe, la « marionnette » Kaifu, malgré sa popularité, tombe en quelques heures.

M. Kanemaru a l'assurance ironique des hommes qui, selon le mot du commentateur politique Masaya Ito, « savent créer le pouvoir ». Le nez fort, une carrure puissante, la nuque droite sur un cou de taureau, le cheveu blanc coupé ras, M. Kanemaru est un maître du compromis. Il parle avec une franchise décalée, cynique, faisant preuve, en privé, d'un humour acide, parfois détestant.

Il a été vite connu dans la politique nigronne comme un « bâtisseur ». Ce fils de fabricant de saké de la région de Yamaguchi devenu lui-même homme d'affaires avant d'entrer en politique en 1958, ne dégagea-t-il pas, en judoka chevronné, le président de la chambre des députés assailli par les opposants lorsque fut adoptée de force en juin 1960 la reconduction du traité de sécurité avec les Etats-Unis.

Aujourd'hui, M. Kanemaru joue moins des coudes que d'un pouvoir feutré. Actionnant les

106 élus de la faction Takeshita, il est l'arbitre de toutes les grandes décisions. La « neutralisation » temporaire des caciques du Parti libéral démocrate (MM. Abe — décédé en mai —, Miyazawa, Nakasone et Takeshita, tous impliqués dans le scandale Recruit) a renforcé sa position d'arbitre. M. Kanemaru, trop prudent pour toucher à ce qui pourrait être dangereux, est sorti indemne du scandale.

Son pouvoir repose sur plusieurs éléments : il est tout d'abord au point de convergence des réseaux des deux plus importants lobbies politico-financiers japonais dits « d'intérêts spéciaux » (la construction et les télécommunications), constitués lorsqu'il était ministre de ces secteurs. De la présidence de la commission parlementaire chargée de la procédure des débats, il a en outre conservé des liens solides avec l'opposition ; pour les socialistes, cet adversaire politique est aussi un homme de parole.

#### Ballons d'essai

M. Kanemaru est d'autant plus en position d'arbitrer que l'on sait dans les rangs conservateurs qu'il n'a pas l'ambition de devenir premier ministre. En coulisses, il a pris des initiatives diplomatiques : chef du lobby taiwanais au Japon, il ne se rendit pas moins à son dernier en Chine, scellant les retrouvailles après le massacre de Tiananmen. Puis, il alla en Corée du Nord où il promit à M. Kim Il-sung des réparations couvrant la période de colonisation japonaise — un engagement qui sonna des temples à Tokyo mais débloqua les rapports avec Pyongyang.

M. Kanemaru est l'homme des « ballons d'essai ». C'est ainsi qu'il lança l'idée de « vrachats » par le Japon de deux des quatre îles de l'archipel des Kouriles occupées par les Soviétiques : une « bouillasse » qui est en train de devenir la base de la politique avec l'URSS. Lors de son soixante-quinzième anniversaire, M. Kanemaru a déclaré qu'il devait se préparer à disparaître du monde politique « telle la fumée ». C'est néanmoins encore lui qui souffle sur le feu !

PHILIPPE PONS

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

Lourdes pertes de la résistance devant Gardéz

Deux agences de presse des organisations en lutte contre le régime du président Najibullah ont reconnu, cette fin de semaine au Pakistan, avoir essuyé de lourdes pertes devant Gardéz, une ville située à 100 kilomètres au sud de Kaboul qu'ils assiègent depuis le 15 septembre. Plus de cent moudjahidines ont été tués par des explosions de missiles Scud et d'artillerie et par des bombardements aériens, notamment au napalm.

Dans les premiers jours de son offensive, la résistance avait fait état de succès substantiels ; puis elle a reconnu la véracité de proclamations de Kaboul, selon lesquelles les troupes d'artillerie et les attaques de l'aviation gouvernementale faisaient de très nombreux morts et blessés parmi les rebelles. — (AFP, Reuters)

ZAÏRE

Paris et Bruxelles font pression sur le président Mobutu

La France et la Belgique ont pressé le président Mobutu, vendredi 11 octobre, d'accepter la formation d'un gouvernement démocratique. « Un gouvernement de consensus est indispensable. C'est à ce prix que les appuis financiers internationaux pourront être consentis », a déclaré le porte-parole du quai d'Orsay.

A Bruxelles, le ministre belge des affaires étrangères a indiqué que la Belgique va « insister » auprès de M. Mobutu pour qu'il agisse de façon à permettre « la formation rapide d'un gouvernement démocratique ».

A Paris, le ministère de la défense a annoncé le retrait, dimanche, d'une des deux compagnies de militaires français qui se trouvaient encore au Zaïre. — (AFP, Reuters)

Le Monde

NUMÉRO SPÉCIAL

L'URSS, DE LA PERESTROÏKA A L'APRÈS-COMMUNISME

108 pages - 42 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Les déboires judiciaires du président de la chambre de commerce

## Deux listes s'opposent à celle de M. Farran aux élections consulaires de Perpignan

Les déboires judiciaires de M. Jacques Farran, député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, qui se verra notifié, le 18 octobre, une inculpation d'ingérence et abus de confiance à la suite des « graves irrégularités » constatées dans ses activités de président de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan (le Monde daté 6-7 octobre), diviseront les professionnels du département. Pour la première fois, trois listes seront en concurrence aux élections consulaires, prévues le 18 novembre.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

M. Farran n'est plus prophète en son pays catalan. Son boudier parlementaire devient une passoire. Après vingt et un ans de pouvoir sans partage à la présidence de la chambre de commerce et d'industrie de Perpignan, le député (UDF-PR) des Pyrénées-Orientales, qui rêvait naguère de voir M. Raymond Barre accéder à l'Élysée et nourrissait l'espoir de devenir son ministre du commerce, se voit contraint d'en découdre avec ses anciens vassaux du corps consulaire.

Sa décision de solliciter un nouveau mandat aux élections professionnelles du 18 novembre a provoqué une empoignade sans précédent au sein du conseil d'administration de l'Union interprofessionnelle du commerce et de l'industrie. Il a réussi à faire enterrer sa présence parmi les candidats soutenus par cette organisation patronale par quarante-deux voix contre vingt et une (il y a eu deux bulletins nuls), mais quatorze administrateurs ont refusé de participer à ce scrutin, et plusieurs de ses anciens collègues ont préféré se retirer de la compétition plutôt que de faire à nouveau équipe avec lui. Or, parmi ces professionnels qui l'abandonnent, figurent des hommes comme le directeur général de la Banque populaire, M. André Ferrat, et le président du syndicat de l'hôtellerie, M. Guy Camredon, dont l'influence est loin d'être négligeable.

Le président du tribunal de commerce, M. Guy Fourcade, a décliné ouvertement en présentant sa propre liste. Cet entrepreneur en maçonnerie mène campagne sur la nécessité de « dépolitiser » les activités de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) et d'assurer leur « transparence ». La plupart des proches collaborateurs de M. Farran à la direction du palais consulaire militent en effet, comme lui, au Parti républicain. Le secrétaire

départemental du CID-UNATI, M. Henri Romans, a apporté son soutien à M. Fourcade en disant : « Il y a vingt ans, par une erreur de jeunesse, nous avons introduit M. Farran à la CCI. Aujourd'hui, nous faisons tout ce que nous pouvons pour qu'il en sorte. » Un comité de défense des commerçants et artisans a également fait son apparition, en déposant in extremis une liste composée de professionnels qui affirment avoir que des préoccupations sociales, mais qui n'ont pas encore vraiment explicité leur démarche.

M. Farran est tombé en disgrâce dans les colonnes de l'Indépendant, le principal quotidien local, dont le conseil d'administration comprend son épouse, Suzanne, son beau-fils Georges et sa fille Muriel, porteurs de parts minoritaires. Le temps où ce journal avait tendance à occulter tout ce qui pouvait gêner le président de la chambre de commerce ou tout autre notable est révolu. Désormais contrôlé par Michel Llibre, le quotidien régional imprimé à Montpellier, l'Indépendant, après quelques hésitations, traite l'affaire avec rigueur.

Le préfet apostrophé

M. Farran a fait irruption dans les locaux de la rédaction, il y a quelques semaines, mais la nouvelle directrice du journal n'a pas du tout apprécié cette démission-considérée comme une tentative d'intimidation sur les journalistes en charge du dossier, et elle le fait volontiers savoir.

Accusé par ses autorités de tutelle non seulement d'avoir utilisé les fonds du « 1 % patronal », réservés au logement social, pour des opérations n'ayant qu'un rapport lointain avec cette destination, mais aussi d'avoir commis des « irrégularités nombreuses, patentes et répétées » et d'avoir « confondu » ses intérêts privés et les intérêts publics, le président sortant de la CCI de Perpignan ne rate pas une occasion de se poser en victime des pouvoirs publics.

A l'occasion d'une assemblée générale de la chambre de commerce, mardi 8 octobre, on l'a vu pointer un doigt accusateur vers le préfet, M. Jean-René Garnier, assis à sa droite. Il lui a reproché de n'avoir pas été... un bon tuteur. « Moi, lorsque mes nouveaux collègues sur des votes qu'ils n'auraient pas dû prendre, a expliqué M. Farran, les incitais à reculer leur route. C'est la même chose que j'attendais de votre part, a-t-il lancé à l'adresse du représentant de l'Etat. La préfecture n'a pas joué son rôle. Il lui a fait grief des enquêtes ouvertes sur la gestion de la chambre de commerce et sur ses comptes personnels en y voyant le harnais de fonctionnaires « coupeurs de têtes ». Il s'est fait fort

de prouver, notamment, que toutes les administrations concernées étaient au courant de l'opération d'achat et d'aménagement du château de Corbières-Cabanes, qui lui vaut d'être poursuivi pour « ingérence » et « abus de confiance ». « Dans cette affaire, s'est-il exhalé, il y a un malentendu depuis le départ. Alors, pour quoi laisser pourrir une situation que nous aurions pu modifier ou abandonner ? »

« Coupeurs de têtes... »

Imperturbable, le préfet a répondu à M. Farran que le rôle du représentant de l'Etat consiste à veiller à l'application de la loi et que la loi est « valable pour tout le monde ». « Je ne connais pas de fonctionnaires coupeurs de têtes », a-t-il ajouté, mais je connais beaucoup plus d'élus coupeurs de têtes de préfets que de préfets coupeurs de têtes d'élus... M. Farran lui ayant demandé, au passage, « pourquoi ? » l'administration avait en utile de contrôler l'usage des fonds du « 1 % patronal » collectés par la chambre de commerce, M. Garnier a indiqué que c'est son interpellateur lui-même qui lui avait mis la puce à l'oreille : « Rappelez-vous, c'était lors d'un repas à la préfecture, six mois après mon arrivée : vous m'avez posé la question : Monsieur le préfet, avez-vous un dossier sur Corbières ? C'est pourquoi j'ai décidé de faire faire les investigations », a malicieusement souligné le préfet. « J'estime avoir fait ce qu'il fallait pour faire respecter la loi, a conclu M. Garnier, et pour faire en sorte que l'argent public aille à la destination prévue pour laquelle il a été prélevé. »

Le parquet de Perpignan, de son côté, tient à redire qu'il n'y a pas d'acharnement contre M. Farran, mais que l'affaire n'en est qu'à ses débuts, parce que les comptes personnels du député sortant ont été mis en cause au terme de sept mois d'enquêtes. On affirme notamment, au palais de justice, que les investigations auraient mis en évidence certaines lacunes dans les déclarations fiscales de M. Farran. On précise, par exemple, que celui-ci a entrepris de régulariser le paiement de ses impôts avec un versement de 260 000 francs, après avoir omis 7 millions de francs dans son avant-dernière déclaration de revenus, comme il l'avait lui-même reconnu lors de sa conférence de presse du 4 octobre. La même source indique que cette omission n'a donné lieu à « aucune pénalité » et que l'administration des impôts n'a envoyé au contribuable distrait « qu'une feuille de déclaration rectificative ». Histoire de montrer, peut-être, que M. Farran n'est quand même pas brimé par tout le monde...

ALAIN ROLLAT

Le congrès centriste à Angoulême

## M. Méhaignerie et M. Baudis se partageront la présidence du CDS

Par 448 contre 372, les militants du CDS tenant jusqu'à dimanche leur huitième congrès à Angoulême ont ratifié une motion instituant de fait une double présidence, « afin, précise ce texte, d'assurer au CDS sa pleine efficacité à la veille d'événements politiques majeurs et de donner concrètement l'exemple de l'union ». Les centristes ont refusé d'affronter entre M. Pierre Méhaignerie et M. Dominique Baudis.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

Ce fut le partage de minuit, et une soirée de doutes. Après plus de cinq heures de discours et de discussions, 76 voix sur un total de près de mille mandats, ont fait pencher la balance en faveur d'une résolution bâtarde. Les centristes ont choisi, une fois encore, de ne pas choisir. Ils ont admis que, pour les deux prochaines années, se trouve à leur tête un président, M. Pierre Méhaignerie, qui va entamer ainsi son cinquième mandat, et qui, quoi qu'on en dise, fait figure quand même aujourd'hui de « président exécutif », et un président dit « exécutif », M. Dominique Baudis, avec, à leur côté, un secrétaire général, poste qui devait revenir très vraisemblablement, après les votes de samedi après-midi, à M. Bernard Bosson.

Ce fut une soirée de doutes parce que, n'ayant pas voulu donner l'image d'un parti divisé, les centristes courent maintenant le risque de présenter, dans les mois prochains, le visage d'un parti déchiré. Au fil de ces retrouvailles, il est impossible de ne pas voir que ce parti devient un parti de têtes blanches, un parti qui vieillit et qui semble inexorablement se muer en une sorte d'amicale, cultivant à l'envi la convivialité et les sentiments et s'enfonçant dans une sorte de conservatisme de bon aloi.

On ne gouverne pas un parti qu'avec des sentiments, mais c'était le jeu de M. Méhaignerie qui s'y connaît fort bien. « On ne peut pas faire cela à Pierre », c'était l'argument le plus entendu dans les couloirs de ce congrès. « C'est dans ma nature, avait expliqué simplement le président du CDS. J'ai voulu valider les compétences au lieu de les opposer. Nous serons le premier parti à préférer l'addition des chances à la division des hommes et de leurs ambitions. »

M. Bosson, protestant de sa bonne foi centriste, a joué, lui aussi, sur le même registre de l'unité centriste indéfectible. Il a accepté de « glisser coupable sur la forme », mais pour affirmer aussitôt que, sur le fond, « il ne s'agit pas d'une combine, ni d'une répartition

des titres ». « Préférez-vous, lançait-il, que cette tribune devienne un stano de tir où les uns après les autres viendraient s'exercer, ou, au contraire, que nous donnions une autre image de la politique ? En un mot, voulez-vous vivre le congrès socialiste de Rennes ou le congrès centriste d'Angoulême ? »

M. Stasi : « créer le choc »

M. Bernard Stasi s'est bien gardé de céder à de tels excès de dramatisation. A ceux qui jugent, à la suite de M. Baudis, que le parti ne pouvait offrir le luxe de la division, il a répondu que au contraire, le CDS est suffisamment adulte et responsable pour, au travers du choc naturel de ses hommes, recréer le point de ses convictions, tout le débat étant ainsi résumé : « Je suis convaincu que nous sommes suffisamment majeurs pour vivre sereinement toute compétition au sommet. » Bien que signataire de l'accord sur la motion mise aux voix, M. Stasi confirmait ainsi, publiquement, qu'il était prêt à suivre M. Baudis « pour créer le choc susceptible de donner un nouveau dynamisme et une nouvelle image au CDS ».

M. Jean Arthuis, sénateur de la Mayenne, a dénoncé de nouveau « cet habillage inutile, ces arrangements et compromis », incompatibles, selon lui, avec une politique qui exige aujourd'hui de la clarté. « Ne pensez pas qu'à vous, pensez à

ce que l'opinion attend de nous, dit-il, nous ! » a lancé M. Claude Gosgaugue, adjoint au maire de Paris. « Cette élection préfabriquée, nous ne l'accepterons chez aucun de nos partenaires ni de nos adversaires », a affirmé le maire de Saint-Malo, M. René Comnan, son collègue de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, a dénoncé « cette timidité collective ». « Le véritable enjeu, a-t-il expliqué, est la place du CDS dans la prochaine campagne présidentielle. Devons-nous être les éternels abonnés absents ? Nous avons quatre ans pour lancer un candidat, mais nous avons peur. »

Il y a eu, aussi, ce cri pathétique d'un responsable des jeunes, livrant, pour son premier congrès, tout son désarroi. Il y a eu des silences parlants, comme ceux de M.M. François Bayrou ou Jean Lecanuet. Cette résolution votée vendredi soir ne résoudra vraisemblablement rien. Quels seront les pouvoirs de M. Méhaignerie, qui, officiellement, se propose de mener les négociations électorales pour les prochaines échéances ? M. Baudis va-t-il se contenter d'un rôle d'attaché de presse ? M. Bosson n'est-il pas déjà, virtuellement, en campagne pour un jour supplanter l'un et l'autre ? Enfin, il n'était pas tout sûr que la suite de ce congrès d'Angoulême permettrait de percevoir une cohérence dans la stratégie politique de cette nouvelle équipe dirigeante.

DANIEL CARTON

Avant la fête du Front national

## M. Le Pen affirme qu'il sera présent au second tour de l'élection présidentielle

Après deux tentatives successives de désenclavement, en plein air, à Autueil et à Bagatelle, la fête annuelle du Front national devait retrouver, samedi 12 et dimanche 13 octobre, le site couvert du Bourget (Seine-Saint-Denis). A la veille de ce rassemblement, qualifié de « fête des authentiques patriotes » par M. Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen a affirmé sa confiance dans le résultat de la prochaine élection présidentielle. Tant sur Franco-Inter que dans le Figaro-Magazine, le président du Front national s'est dit convaincu de dépasser « la barre des 25 % » au premier tour, en ajoutant : « Quelle que soit l'hypothèse de droite, je serai donc le candidat du deuxième tour. »

Au dernier congrès du Front national, en avril 1990, à Nice, le chef de file de l'extrême droite avait demandé à son parti de se tenir prêt à l'éventualité d'une consultation présidentielle anticipée, qu'il envisage, avec certitude, avant 1995. Il augmente la pression en donnant à espérer à ses partisans que la victoire finale ne peut guère lui échapper. Un sondage Louis Harris pour Valeurs actuelles (fait les 4 et 5 octobre auprès de 1 004 personnes) montre que M. Le Pen a la « préférence » de 7 % des personnes interrogées (9 % en septembre) pour la prochaine élection présidentielle, derrière M.M. Valéry Giscard d'Estaing (20 %), Jacques Chirac (17 %), Michel Noir (13 %) et François Lottard (11 %). Un sondage de l'IFOP (réalisé les 2 et 4 octobre auprès de 963 personnes) publié dans l'Express, place également M. Le Pen en cinquième position de « meilleur candidat » à ce

scrutin. Cette modération des sondages n'entrave pas l'optimisme de M. Le Pen, qui, il est vrai, peut s'appuyer sur l'ennement électoral de son parti aux élections partielles.

Ces consultations, cependant, ne révèlent pas l'immensité du raz-de-marée que le président du Front national croit pouvoir déclencher dans sa Lettre bimensuelle (1<sup>er</sup> septembre), en écrivant : « Derrière la digue, la marée n'a cessé de monter, jusqu'au jour où elle l'emportera avec ses moutons. » Et M. Le Pen affirme l'image de « présidentielle » qu'il se façonne en pronant, notamment, une révision du statut de la fonction publique et « il y a des nuits où il voit à faire dans son service public » - et l'instauration d'une caution de 100 000 F pour l'entrée en France, après avoir « supprimé les visas de tourisme pour les Maghrébins et Africains ».

Les participants à la fête du Front national pourront utiliser des cars proposant une tournée touristique dans des communes ou des quartiers dont ce parti estime qu'ils sont soumis à une « invasion » étrangère. Sur ce sujet, une réunion organisée samedi à Montfermeil - une « diversion », selon la presse d'extrême droite - devait regrouper certains dirigeants du Front national et de la droite parlementaire, comme M.M. Jacques Toubon (RPR), Michel Rocard et Alain Griesbeck (UDF-PR). Quant aux adversaires de ses thèses, ils devaient se retrouver, dimanche après-midi sur le quai de la Gare à Paris, sous l'égide de l'Appel des 250 pour une « grande journée black, blanc, beur ».

OLIVIER BIFFAUD

L'affaire De Havilland

## M. Juppé se demande si M. Delors « a une colonne vertébrale »

M. Alain Juppé a déclaré à propos de M. Jacques Delors, vendredi 11 octobre, à Cornouailles-en-Parisis (Val-d'Oise), que « cet homme, qui a une image extraordinaire dans l'opinion publique française, [lui] semble être un très, très mauvais candidat à des responsabilités éminentes dans notre pays ». « La légende ne correspond pas à la réalité. Partout où M. Delors est passé, il s'est comporté de la même manière », ajoute le secrétaire général du RPR. Reprochant au président de la Commission de Bruxelles de s'être abstenu dans l'affaire de Havilland, il s'est demandé si son président « a une colonne vertébrale ». « De 1981 à 1984, lorsque M. Delors était ministre des finances, il menaçait de donner sa démission tous les trois jours

parce qu'on menait une politique qui ne lui plaisait pas. Il avait des vapeurs, mais il restait », a-t-il ironisé.

Auparavant, M. Juppé avait annoncé que M. Jean-Pierre Deland, député du Val-d'Oise, maire de Deuil-la-Barre, sera le chef de file du RPR dans le département pour les élections régionales de mars. D'autre part, le groupe RPR de l'Assemblée nationale a estimé, dans sa lettre hebdomadaire, que M. François Mitterrand « doit provoquer des élections ». « S'il tardait trop, on s'il décidait de tenter une ultime manœuvre en modifiant le mode de scrutin, pour servir une fois encore les extrêmes, il prendrait aux yeux de l'histoire une responsabilité écrasante », affirme le groupe RPR.

vie ren-  
ver-  
deux  
najo-  
uient  
oins,  
rue-  
des  
est  
sion,  
sy-  
Parti  
aussi  
n, les  
donc  
ulents,  
a Bul-  
esprit  
olence,  
que les  
ussent  
stateurs  
r... de  
térales  
y voir

RALON

## COMMUNICATION

Inauguration du 7<sup>e</sup> MIPCOM

## M. Kiejman réaffirme le droit de regard du gouvernement sur les programmes de télévision

A l'occasion de l'inauguration officielle du 7<sup>e</sup> MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), qui a lieu à Cannes du 10 au 14 octobre, M. Georges Kiejman, ministre de la communication, a réaffirmé l'accord du gouvernement en faveur de la politique des quotas, destinée à protéger la création audiovisuelle.

CANNES

de notre envoyé spécial

La culture doit-elle plier, elle aussi, devant la loi du marché ? M. Georges Kiejman, ministre de la communication, ne le pense pas. Dans son discours d'inauguration au 7<sup>e</sup> MIPCOM (Marché international des films et des programmes pour la télévision, la vidéo, le câble et le satellite), il a, vendredi 11 octobre, réaffirmé le droit de regard du ministre de la culture et de la communication sur le contenu des programmes diffusés par les chaînes de télévision. M. Kiejman a

rappelé que le projet de loi sur les quotas avait pour but d'adapter la législation française aux directives de la Commission de Bruxelles, tout en protégeant « la création française et européenne ». La règle actuelle, qui oblige les chaînes à diffuser 60 % d'œuvres communautaires dont 50 % d'œuvres françaises, sera amendée. Les nouveaux quotas obligeront les diffuseurs à programmer 60 % d'œuvres européennes (et non plus communautaires), dont 40 % d'œuvres françaises. Parce que ni les variétés ni les tables rondes et autres débats ne sont concernés, « les quotas représentent à peine un cinquième du temps de diffusion », a estimé M. Kiejman, « mais il est vrai » a-t-il ajouté, « que nous préférons que la diffusion d'œuvres de création française et européenne ait lieu aux heures de grande écoute ».

C'est cette nouvelle contrainte, concernant les plages horaires de 18 heures à 23 heures en semaine et 14 heures à 23 heures le mercredi, jour de repos des enfants, qui provoque les vifs protestations de la part des présidents des chaînes en général et des petites en particulier. M. Jean Drucker, PDG de M6, interrogé par l'Express, a déclaré : « La seule finalité d'une chaîne n'est pas le profit », a déclaré M. Kiejman, qui estime qu'en contrepartie du droit de diffuser sur les ondes publiques, les chaînes ont des missions « d'intérêt général ». Il a terminé son discours en stigmatisant la « paresse » des diffuseurs, qui

pervertissent des excès de réglementation (...). Jamais nous n'avons dit à M6 qu'il ne fallait pas de réglementation (...). Mais ce que nous contestons, c'est tout ce qui est venu après l'attribution des chaînes et qui a été décidé de manière unilatérale par la puissance publique, toujours dans le sens de l'alourdissement, et qui a modifié les conditions d'exploitation des chaînes ». Selon M. Drucker, cette « réglementation excessive et incohérente » a pour but explicite d'obliger M6 à disparaître en tant que chaîne indépendante. Il a réaffirmé la volonté des actionnaires de M6 de ne pas lâcher prise et préconisé le retour à la réglementation qui prévalait en 1987.

M. Kiejman n'a pas eu de difficulté à ironiser sur les déclarations de M. Drucker. Jetant un oeil sur les programmes diffusés par M6 ce vendredi 11 octobre, il a surtout noté la forte présence des feuilletons produits aux Etats-Unis (« Cosby Show », « Ma sorcière bien-aimée », etc.). « La seule finalité d'une chaîne n'est pas le profit », a déclaré M. Kiejman, qui estime qu'en contrepartie du droit de diffuser sur les ondes publiques, les chaînes ont des missions « d'intérêt général ». Il a terminé son discours en stigmatisant la « paresse » des diffuseurs, qui

répugnent à mettre en place des conditions favorables aux auteurs. « Il y a neuf mille auteurs en France et cinq cents au moins ont du talent. Encore faut-il favoriser l'écriture de scénarios. Les chaînes doivent agir comme les grands producteurs de Hollywood d'aujourd'hui. Le vint de la production existe. Il faut lui donner les moyens de travailler », a conclu M. Kiejman. Quelques heures plus tard, M. Hervé Bourges, président de A2 et de FR3, déclarait que si une liste de bons auteurs existait, il fallait la lui communiquer rapidement.

YVES MAMOU

M. Boutet plaide pour des obligations modulées. « Dans un entretien accordé au Figaro du 11 octobre, M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), estime que « le marché ne permet pas actuellement à toutes les chaînes de respecter des quotas d'œuvres francophones ». M. Boutet souhaite donc que les obligations des chaînes soient modulées. De même, il estime que les sanctions envers les chaînes doivent tenir compte des objectifs et ne pas être automatiques.

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

PAUL FABRA

# POLITIQUE

Le comité directeur et la convention nationale du PS

## Les socialistes cherchent les moyens d'une «recomposition» du paysage politique

Le comité directeur et la convention nationale du Parti socialiste, réunis samedi 12 et dimanche 13 octobre pour adopter un projet de texte doctrinal et entériner les candidatures aux élections régionales, devaient être l'occasion de débats sur la stratégie du parti et sur ses alliances. Les socialistes cherchent les moyens d'une «recomposition» du paysage politique, dont une réforme du mode de scrutin serait la clé. Celle-ci, proposée par M. Pierre Mauroy, avait été examinée au cours d'un déjeuner réunissant notamment, au

château de Rambouillet, le 3 octobre, M. François Mitterrand, M. Edith Cresson, le premier secrétaire du PS et M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture.

Dans le «point de vue» qu'on lira ci-dessous, M. Jean-Christophe Cambadélis, jospiniste, député de Paris, explique que, contre le Front national, il faut d'abord mobiliser la gauche, alors que d'autres songent à un «front républicain» associant des personnalités de l'opposition.

POINT DE VUE

## Mobiliser la gauche contre le national-populisme

par Jean-Christophe Cambadélis

DE la fin de la deuxième guerre mondiale à la chute du mur de Berlin s'est développée une croyance à des jours meilleurs pour les générations futures. Cette croyance empruntait de multiples visages : visage de la rationalité favorisant le plein emploi, la croissance économique et l'élévation du niveau de vie, devenues synonymes de bonheur ; visage de la ferveur révolutionnaire, soulevant les montagnes, permettant aux plus démunis de prendre en charge leur destin et de construire la cité idéale de demain ; visage du désir de convivialité, de la construction de «communautés» où les liens affectifs impliqueraient la reconnaissance de l'autre dans sa différence et une vie accordée aux rythmes de la nature. Les idéologies technocratique, révolutionnaire, écologiste se partageaient le champ de la croyance.

La mise en pratique de ces idéologies contradictoires n'allait pas sans heurts, mais les divers acteurs sociaux porteurs de ces idéologies ou portés par elles, avaient le sentiment de défendre la bonne cause et disposaient de repères relativement solides. La crise met à mal ces valeurs ; les références s'effondrent ou se multiplient, créant un véritable «malaise dans les identifications» (1). C'est dans cet espace que le néoracisme (2) de Jean-Marie Le Pen s'est implanté. Il est dérisoire que la droite et la gauche se jettent à la figure la responsabilité du drame : péché d'orgueil du politique, car c'est,

précisément, de sa crise globale que le phénomène s'est nourri. Qu'est-ce qui permet à ce type de conjoncture de devenir redoutable ? D'abord, une société en crise, où les idéaux qu'elle propose à ses citoyens sont frappés d'irréalité, alors que chacun vit dans une situation de «détresse», tant psychologique que financière, ou lorsque la société, incarnée dans ses gouvernements et ses politiques, ses élites, ne croit plus aux idéaux qu'elle propose ou ne sait plus à quel idéal se rattacher, ce qui l'oblige à en changer constamment. Ensuite, un mouvement dirigé par un chef charismatique, capable de définir un ordre nouveau, qui s'annonce toujours comme un retour à un ordre ancien idéalisé, ordre qui régnait sur un monde sans souillures et sans divisions. Ces deux conditions furent réunies sous l'Allemagne de Weimar... Elles le sont aujourd'hui en France.

Evidemment, les conditions politiques et historiques ne sont pas les mêmes qu'en 1933. Bien sûr, le nationalisme de la préférence nationale et le populisme sont partagés par de nombreux hommes et femmes politiques. Certes, il n'y a pas de marial défilé dans les rues de Paris, ni de bastonnades comme celles que nous voyons en Allemagne. Mais les sondages ne sont-ils pas les défilés quotidiens de l'adhésion à tout ce qui remet en cause la démocratie ?

Il faudra faire barrage lors des élections régionales, mais ne sera-t-il pas trop tard ? La réponse

électorale semble dérisoire, car le mal sera fait. Et la panique qui s'ensuivra sera, aussi, source de décomposition, d'accélération de la remise en cause de la cohésion nationale. Il suffit de voir comment les médias se sont précipités sur Jean-Marie Le Pen lors de son «show» pendant la commission d'enquête sur le financement des partis.

Il faut agir maintenant et, d'abord, en parlant clairement au pays. Cette idéologie n'est pas digne de la France. Il devient, ensuite, urgent pour la gauche de lancer un appel à ses réservistes, les anciens de l'antifascisme, les manifestants de toutes les libérations. Vont-ils, par passivité morbide, laisser passer l'intolérable ?

Avant d'évoquer les «fronts», n'est-il pas temps de proposer une alliance démocratique entre tous les partis de gauche ? Est-ce trop demander que l'on se mobilise ? Peut-on accepter des présidents dans la lutte contre le national-populisme, alors qu'il postule au pouvoir dans des régions ?

Répondre à ces questions par un «à-quoi-bonisme» dédaigneux, c'est ne pas comprendre que le pire est encore devant nous. Allons-nous vivre dans le désir obscur de la gifle antidémocratique ? Notre responsabilité est évidente.

(1) Eugène Enriquez, *Le Retour des forces obscures*.  
(2) Pierre-André Taguieff, *Face au racisme*.

► Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, est l'un des animateurs du Manifeste contre le Front national.

► Régionales : M. Hermier conduira la liste de PCF dans les Bouches-du-Rhône. - M. Guy Hermer, député des Bouches-du-Rhône, membre du bureau politique du PCF, a été désigné, le 10 octobre, comme chef de file de la liste communiste dans ce département aux élections régionales. Le choix s'est effectué à l'unanimité du comité fédéral. Actuel président du groupe communiste (huit membres) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Hermier est, avec M. Charles Fiterman, un des animateurs du courant «réfondeurs» au sein du parti.

► M. Fiterman estime qu'un «parti de la détermination» serait «sans avenir». - La création d'un «parti de la réforme» conduirait à un regroupement hétéroclite «sans avenir», a estimé, vendredi 11 octobre dans l'Humanité, M. Charles Fiterman, membre du bureau politique du PCF et animateur des «réfondeurs», qui avait été cité par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie, dans la liste de ceux qu'il appelait à se rassembler dans une nouvelle entité regroupant aussi, notamment, des membres de l'actuelle opposition. «Créer ou suggérer que je pourrais y prendre place est tout simplement ridicule», précise M. Fiterman.

► M. Müller (France unie) conduira la liste de la majorité aux élections régionales dans le Bas-Rhin. - La fédération socialiste du Bas-Rhin a désigné, dans la nuit du 10 au 11 octobre, M. Alfred Müller, président départemental de France unie, comme tête de liste pour les élections régionales de mars 1992 dans le Bas-Rhin. M. Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, a expliqué à la commission exécutive fédérale qu'elle préfère continuer à se consacrer pleinement aux dossiers strasbourgeois.

LIVRES POLITIQUES

L'HEUREUX élu ne l'est plus. Dieu sait qu'il l'a voulu, ce mandat politique qui devait lui permettre de siéger au Parlement, de représenter le peuple, de faire la loi et de contrôler l'action de l'exécutif, de se mettre à l'écoute et au service des habitants de sa circonscription, de contribuer aux grands choix de la nation ! Il l'a voulu, oui, et obtenu au prix fort en termes de contraintes et de disponibilité, de patience et d'échecement. Mais, lorsque l'apogée de la victoire s'est apaisée, lorsque la grisaille de la reconnaissance sociale s'est dissipée, la déception l'emporte. C'était donc cela, le Parlement !

C'est cela, en effet : le lieu de grandes déceptions. La conséquence logique de cette déconvenue devrait conduire les heureux élus qui l'éprouvent à ne plus se représenter, mais, outre que la cohérence ne gouverne pas les passions humaines, il reste qu'on ne renonce pas si facilement à la vocation politique et à la force d'entraînement - d'enchaînement - des engagements qui ont modelé une vie.

Les premiers déçus du Parlement sont les parlementaires, jouteurs d'un système qui les rend collectivement indispensables et personnellement inutiles. L'absentéisme, qui sur leur reproche si souvent, traduit publiquement le paradoxe et le malaise des représentants du peuple qui mesurent l'inanité d'être là où on les attend. Bien sûr, tous ne ressentent pas ces malaises avec la même force : certains le nient, ou s'en accommodent ; d'autres perdent en espérant mieux ; quelques-uns préfèrent jouer ailleurs tandis que quelques obstinés s'interrogent sur les règles du jeu.

Jean-Michel Belorgey, député socialiste de l'Ailier, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, de l'Assemblée nationale, se range parmi ces derniers. Il nous parle d'un Parlement à refaire : en des termes qui ne sont pas ceux d'un doux rêveur, mais d'un praticien averti du travail parlementaire, et d'un représentant du peuple ayant une juste et haute idée de son mandat. Son essai dresse «le tableau de la pathologie parlementaire» et envisage les moyens qui permettraient à l'instinct de recouvrer la santé.

La tentative n'est pas la première du genre, et les maux qu'elle décrit sont pour la plupart chroniques, c'est-à-dire connus. Il y a longtemps, et pas seulement en France, que, par exemple, les véritables producteurs de la législation ne sont pas au Parlement mais dans l'appareil administratif de l'État. Cela ne suffit pourtant pas à expliquer, encore moins à justifier, la propension plus récente qui comme le souligne Jean-Michel Belorgey, tend à produire des fausses lois, ou des lois délibérément floues. Fausses, parce qu'elles se réduisent à un discours, une ambition proclamée, et restent sans conséquence réelle sur le droit positif ; elles participent de la politique spectacle (l'auteur cite la loi sur la recherche de 1981 et la loi d'orientation de l'éducation nationale de 1989). Floues sont les textes législatifs fourre-tout qui permettent de faire adopter, dans des délais d'examen insuffisants, des lois hétéroclites de dispositions complexes. Les parlementaires regardent passer ces trains de mesures. Dans les deux cas, ils se sentent floués.

Ils le sont aussi lorsqu'on leur soumet des lois qui traduisent des accords intervenus entre l'exécutif et ses partenaires sociaux, et qu'il serait maiséant de corriger. Ou, quand on leur demande de valider des textes réglementaires refusés par le jur-

## Pour un retour à la vie civile

diction administrative. Ou, encore, quand la production législative baisse parce que le gouvernement n'est plus très sûr de sa majorité et se limite à une gestion sans problème. «La période actuelle, contrastant en cela avec la période 1981-1983, serait plutôt à la répuissance à légiférer», note Jean-Michel Belorgey.

Apparemment, le contrôle politique de l'action gouvernementale ne compense pas la frustration législative. Sous la Cinquième République, la majorité parlementaire est censée soutenir le gouvernement nommé par le président de la République. C'est la théorie des «godolots» chère aux gaullistes des premières années de cette République. Il en reste quelque chose, que la difficile et brève expérience de cohabitation entre une majorité parlementaire différente de la majorité présidentielle n'a pas effacé. Moyennant quoi les questions orales ou écrites, les commissions d'enquêtes ou de contrôle, les capacités d'investigation des élus subissent le joug d'un système qui a avantage à l'excès l'exécutif parce que la République précédente avait trop privilégié le pouvoir des Assemblées. Cela aussi on le savait, mais les exemples récents qu'en donne l'auteur, notamment dans les domaines très protégés de la défense, des finances, des affaires étrangères ou de la législation européenne, illustrent le caractère anachronique d'une quasi-paralyse fonctionnelle, elle-même renforcée par la pression des groupes politiques des assemblées, véritable police veillant à canaliser les velléités d'initiative individuelles.

Quant à la tâche de médiation des élus du peuple, entre celui-ci et l'État, elle est, selon notre témoin, guère plus positive. C'est d'autant plus dommageable que la plupart des interventions qu'il reçoit émane, assure-t-il, de gens qui demandent «un traitement satisfaisant, c'est-à-dire équitable et en temps utile de questions souvent vitales pour eux». Mais, face au pouvoir administratif et politique, le parlementaire moyen pèse peu : il faut être un «*ex possessor*», auquel ses autres mandats ou responsabilités personnelles donnent plus de poids et de moyens d'action, pour être entendu.

Comme il n'entend pas changer la Constitution de fond en comble, car cela suppose au moins une ébauche de révolution ou de coup d'État, Jean-Michel Belorgey s'en tient à des remèdes mesurés, ce qui ne signifie pas sans effet. Il préconise une limitation encore plus drastique du cumul des mandats et celle des possibilités de réélection. Il suggère que le Parlement siège continuellement d'octobre à juin et qu'il dispose de meilleurs moyens de travail et d'investigation. Qu'il ait, par exemple, la possibilité de commander des travaux d'expertise à des universitaires, des intellectuels ou au Conseil d'État. Qu'il ait aussi connaissance des travaux préparatoires des projets de loi en même temps que les autres intéressés et qu'il puisse mieux suivre, en aval, l'application de la législation.

Jean-Michel Belorgey observe qu'il existe dans des pays proches, la Grande-Bretagne, l'Espagne, des procédures de médiation dont on pourrait s'inspirer et il rappelle que «soutenir un gouvernement n'est pas la même

chose que le couvrir». Comment ne pas partager, enfin, son inquiétude devant la dérive qui tend progressivement à confier les pouvoirs des institutions publiques aux institutions partitanes et, au sein de celles-ci, à des coteries de chefs ? Non seulement on approuve ce défenseur de la démocratie représentative qui rue dans les brancards, mais on a envie d'aller plus loin.

Cela suppose de remonter dans le passé des années 50. La volonté de donner à la France les moyens politiques de régler les problèmes sur lesquels elle échouait alors (la décolonisation, une capacité de défense qui lui soit propre, la nécessité de renforcer son assise dans l'arena internationale au moment d'engager la construction européenne, ou de se prêter à d'autres formes de coopération, le passage difficile d'une société encore rurale à une société plus urbanisée, davantage tournée vers l'industrie et les services), cette volonté-là, empreinte à certains égards de modernisme, a poussé, sous l'égide du général de Gaulle, à l'installation d'un régime privilégiant les fonctions de commandement avec le soutien populaire de couches de la population jusque-là sous-représentées électoralement, bien qu'étant parmi les plus dynamiques.

Au risque de forcer le trait, on dira que les cadres d'entreprise, les administrateurs de sociétés, ont alors remplacé au Parlement les avocats et les propriétaires terriens. Ils ont dû s'effacer à leur tour devant les administrateurs et propriétaires de la haute administration, enfants choyés de ce pouvoir stable auquel ils rendaient son attachement.

La logique majoritaire s'est organisée autour de la nécessité bien comprise, au demeurant compréhensible, de conserver les commandes en se rangeant derrière les chefs qui les défendaient et en respectant, pour mieux l'utiliser, la toute-puissance de l'appareil d'État. Depuis, les choses ont changé : sir presque tous les plans d'investissement international, la place de la France, les structures de l'économie, les mœurs, la composition sociologique de la population mais, comme toujours, l'inertie politique a maintenu des modes de commandement, des conceptions disciplinaires, des comportements de réseaux ou de clans (plus solidement que les vagues idéologiques), une déférence obligée envers l'autorité centralisée (y compris dans les nouveaux niveaux de décentralisation) qui sont d'une autre époque. Certes, il y a eu des changements mais qui n'ont porté que sur les apparences : les chefs se comportent désormais en sages chargés d'expérience, en experts qui savent mieux que les autres, en professeurs qui expliquent. La relation entre les détenteurs des pouvoirs politiques et les citoyens de plus en plus sceptiques n'en reste pas moins celle de la subordination.

Personne ne réclame le retour au régime dit d'Assemblée, tout autant dépassé, mais il serait temps que la société politique, qui court désespérément après la société civile, qui s'inquiète de la démolition de l'opinion à son sujet, fasse sa mue et légifère en conséquence sur elle-même. Elle serait bien inspirée, en première urgence, de cesser de confondre les militants et les militaires, les partis et les armées, l'adhésion et l'obéissance, l'initiative et le désordre, l'autorité et la science infuse. En temps de paix, la société civile, si ce concept a sens, aspire à vivre civilement.

► Le Parlement à refaire, de Jean-Michel Belorgey. Gallimard, 197 pages, 90 F.

Les relations entre le PCF et le PCUS

## L'Histoire en tranches

« Ces documents exceptionnels rétablissent la vérité sur ce qu'étaient réellement les rapports entre le PCF et le PC d'Union soviétique », a indiqué M. Alain Bocquet, membre du bureau politique, jeudi 10 octobre à Paris, en présentant les lettres échangées par les deux «partis frères» en 1977 que publient, quatorze ans après, les Cahiers du communisme, revue mensuelle théorique dont il est le directeur (le Monde du 11 octobre). « Ils montrent qu'à l'époque bréjnévienne, contrairement à ce qui est souvent affirmé aujourd'hui, le PCF ne s'est pas aveuglément aligné sur le PC d'Union soviétique », a ajouté M. Bocquet. De même, selon ce dirigeant, le parti français n'a pas «ménagé ensuite son soutien à la perestroïka», ainsi qu'en atteste également la publication dans la même revue du comité central du script de l'entretien que M. Georges Marchais a eu avec M. Mikhaïl Gorbatchev à Moscou en septembre 1989.

Ces preuves écrites, chères au mouvement communiste depuis les origines, ont une indéniable valeur pour les historiens. Il est sans doute inutile d'épiloguer sur le moment choisi pour les rendre publiques qui a certainement plus à voir avec la politique qu'avec l'histoire. Les plus anciens ne sont pas inconnus de tout le monde

puisse les opposants dans le parti ont eu largement le temps de s'en faire l'écho. Ce souci-là n'était pas celui de la direction. Et pour cause.

M. Marchais, qui eut sa phase rénovatrice pendant une bonne partie des années 70, veut faire croire à la cohérence et à la continuité de sa politique, n'a cessé de s'efforcer, avec les résultats que chacun peut constater. En vingt ans, mais il n'est pas le seul responsable, le PCF a perdu les deux tiers, sinon les trois quarts de son électorat, sans parler de ses militants.

A l'évidence, les rapports du PCF avec le parti soviétique ont été très tendus pendant la période du programme commun de gouvernement. Et sans que l'on sache vraiment dans quel sens fonctionnait la mécanique, ils se sont considérablement apaisés après la rupture entre communistes et socialistes. M. Marchais ne pouvait pas combattre simultanément sur deux fronts.

Saisi par un désir de transparence, il ne serait peut-être pas inutile que le PCF «sorte» des documents explicatifs sur ce sujet. Cela lui éviterait de découper son Histoire en tranches et donnerait à penser sur la continuité en politique.

OLIVIER BIFFAUD

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 11 octobre 1991 :

UN DÉCRET

- N° 91-1039 du 7 octobre 1991 modifiant le décret du 15 avril 1912 pris pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services en ce qui concerne les denrées alimentaires, et spécialement les viandes, produits de la charcuterie, fruits, légumes, poissons et coquillages.

UN ARRÊTÉ

- Du 27 septembre 1991 portant création d'une commission nationale de reconstruction des usages.

Est publié au Journal officiel du samedi 12 octobre 1991 :

UN ARRÊTÉ

- Du 4 octobre 1991 fixant le plafond de ressources de l'année 1990 applicable en 1992 pour l'octroi des majorations aux retraites vieillesse constitutives à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993.



## Le Monde HEURES LOCALES

### Euro Disney achève son chantier pharaonique

Près de Marne-la-Vallée, au pied du château de la Belle au bois dormant, les petits « mickeys » vont s'entraîner à l'animation d'un parc qui compte attirer onze millions de visiteurs par an

**M**ICKEY engage aujourd'hui de nouvelles batailles en Europe, après celles du financement de la construction du parc Euro Disneyland, près de Marne-la-Vallée. Jus- qu'au dernier moment, il faudra des heures supplémentaires pour tenir les délais. Pourtant, six mois avant l'ouverture, le château de la Belle au bois dormant est terminé, et, samedi 12 octobre, quelques privilégiés ont pu en admirer les fines tourelles. Bientôt, on va tester le fonctionnement des attractions et planter les 250 000 arbres et arbustes déjà préparés. L'ensemble couvre 600 hectares : 60 hectares pour le parc lui-même et ses vingt-neuf attractions, auquel il faut ajouter six hôtels, totalisant 5 200 chambres, autour d'un lac artificiel, un golf, un camping-caravaning de 600 places, un centre de loisirs comportant des boutiques, des restaurants, des salles de spectacle et des discothèques.

Ce chantier quasi pharaonique (comparable à celui des Jeux olympiques de Barcelone), ouvert en 1989, a employé jusqu'à 5 000 ouvriers et 150 entreprises. Un chantier difficile pour celles-ci, compte tenu de cahiers des charges d'une rigueur et d'une précision maniaques. Il n'a pas échappé aux bavures d'autres grands chantiers (comme celui du TGV Atlantique) : conditions de travail particulièrement rigoureuses ou abus de sous-traitance pour faire face aux contraintes de coûts et de délais, voire emploi de main-d'œuvre clandestine.

Mais la société a su tenir les prix. Entre les prévisions de 1989 (14,9 milliards de francs) et celles de juin dernier, un écart de 700 millions de francs, soit 5 %, mis à part les deux attractions nouvelles. A comparer avec les dérives d'Eurotunnel...

#### Un huitième de fonds publics

A ce coût, il faut ajouter ce qui a été pris en charge par la collectivité (Etat, région Ile-de-France, département de Seine-et-Marne, communes et syndicats de communes) : 2,7 milliards de francs au total. Cela recouvre le prolongement du RER jusqu'au site, les voies ferrées et la gare (où les TGV arriveront en 1994), les voiries et échangeurs autoroutiers, l'adduction d'eau et l'assainissement, presque tout achevé avant l'ouverture du parc.

« Un huitième de fonds publics, c'est une proportion comparable à celle des grands projets d'aménagement dans les villes nouvelles », dit M. Christian Cardon, délégué interministériel pour Euro Disneyland. Mais sans compter, précise-t-il, les bonifications d'intérêt accordées pour le prêt de 3,8 milliards de francs 1986 (4,4 milliards 1991) de la Caisse des dépôts et consignations. Ni, faudrait-il ajouter, l'effet de la réduction de 18,6 % à 7 % du taux de la TVA sur les parcs de loisirs, qui profite à tous, mais était surtout destinée à Euro Disneyland. Ni de la possibilité de calculer sur dix ans l'amortissement du parc, ce qui permet, par le jeu des déficits fiscaux, d'alléger notablement le coût du financement.

Pour le décollage du projet, on a appliqué



des règles comparables à celles du financement de l'Airbus, avec un recours très large au crédit-bail. Disney a pu ainsi, tout en conservant la maîtrise des opérations, limiter ses investissements : 17 % de la société de financement, 49 % du capital de la société en commande par actions chargée de la réalisation et de la gestion du parc (confiée à Euro Disney par un contrat de gérance), le reste étant décaissé par des banques européennes (1). Les trois quarts des 16,3 milliards de francs destinés à la réalisation du parc, du golf, du camping et du plus luxueux des hôtels proviennent de prêts ou d'avances d'associés. Les banques ont décidément été mises fortement à contribution - sans compter les dix entreprises « partenaires » qui prennent en charge une attraction et des services (2).

La méthode n'est pas inédite - le crédit-bail est largement utilisé pour les projets immobiliers ou hôteliers - mais l'ampleur l'est. « Disney n'a pas bénéficié d'un régime de faveur, mais des meilleures conditions permises par la loi », résume M. Cardon. Les services administratifs, locaux ou ministériels, ont joué le jeu, comme les politiques auparavant, de M. Fabius à M. Chirac. On n'a guère eu à solliciter l'ar-

bitrage de Matignon, ou même du délégué : « Le poids même du projet a suffi à convaincre et à faire que chaque question était tranchée à un échelon élevé. » Tout a reposé en définitive sur la croyance en la capacité de Disney de réaliser le parc dans les délais et les coûts.

#### Dix mille personnes recrutées

Euro Disney doit aujourd'hui recruter et former, en six mois, plus de dix mille personnes, moitié pour le parc, moitié pour les hôtels, dont près d'un tiers d'emplois à temps partiel ou saisonniers, selon des indications données au conseil régional. Après avoir engagé progressivement deux mille sept cents cadres et administratifs depuis 1989, il s'agit aujourd'hui de fournir la main-d'œuvre directe des attractions (spécialistes et surtout maintenance) et des hôtels. Opération considérable : pour l'hôtellerie, cela représente 60 % au moins du nombre d'emplois créés chaque année dans la région. Afin de répondre à la demande et d'éviter une fuite du personnel des hôtels d'Ile-de-France, redoutée par les professionnels, le conseil régional a lancé un programme de formation : quelque 200 mil-

lions de francs pour 2 200 places de stage supplémentaires (notamment pour les langues), sans compter les établissements scolaires prévus. Mais les responsables du personnel d'Euro Disney ont depuis un an prospecté bien au-delà de la région, et même à l'étranger. S'ils ont recruté un millier de personnes - malgré les conditions imposées - depuis le début septembre, dont 70 % domiciliées dans la région (comme les cadres et administratifs) et 25 % en Seine-et-Marne, ils devront chercher plus loin.

Disney table sur 11 millions d'entrées, un bon tiers de plus que le Centre Beaubourg. Au Japon, le parc ouvert en 1983 reçoit 13,5 millions de visiteurs par an, ceux des Etats-Unis, 39 millions - même si, au premier semestre 1991, ils ont subi, comme les autres, une baisse de fréquentation de 15 %. Mais les Européens, qui doivent représenter 95 % de la clientèle du parc (3), et les Français, la moitié, seront-ils aussi attirés ? D'autant que les prix seront élevés : environ 200 francs l'entrée (pour un adulte), et presque autant en achats, boissons et repas, conformément aux habitudes de Disney.

L'ensemble, il est vrai, a été calculé pour capter tous les publics : d'abord les familles, mais aussi les jeunes, grâce au centre de divertissement, les cadres en séminaires, par le centre de congrès, etc. Euro Disney a commencé à discuter avec les tour-opérateurs, les voyagistes et les compagnies de transport. Plusieurs accords ont été conclus, notamment avec la Grande-Bretagne et la Scandinavie. Mais la société, confondant un peu information et publicité, se contente d'affirmer « le grand intérêt », voire « l'enthousiasme », de leurs interlocuteurs, sans donner de précisions ni sur les réservations (4) ni sur les conditions. Les discussions sont souvent difficiles, Euro Disney ayant mis souvent la barre très haut, en demandant à ses partenaires de s'engager sur un nombre de réservations, voire sur des chiffres d'affaires, ou de ne pas travailler avec d'autres parcs de loisirs.

Sur le parc, Euro Disney n'a pas pris de risques, puisque la société équilibre ses comptes avec 7 millions de visiteurs. C'est le remplissage des hôtels qui est le plus délicat, compte tenu des prix élevés et de la présence, d'ores et déjà, d'une quinzaine d'établissements concurrents à proximité. C'est pour cela qu'Euro Disney a créé son propre tour-opérateur pour la France, qui vend des forfaits de deux ou trois nuits, avec des excursions dans le voisinage. Mais sans exclusivité : « Nous n'avons pas trouvé d'entreprise correspondant à nos besoins. Les tour-opérateurs français vendent surtout des voyages à l'étranger », dit son directeur, M. Luis del Olmo, qui compte sur 20 000 clients la première année.

GU Y HERZLICH

- (1) Indoguez (pour 20,5 %), BNP, SG Warburg et le Crédit agricole.
- (2) BNP encore, Coca-Cola, Esso, Europcar, Kodak, Nestlé, Philips, Renault et France Télécom.
- (3) Dont 14 % pour les Allemands, 8 % pour les Français, 8 % pour le Benelux, 4,5 % pour la Scandinavie.
- (4) Fin juin, on indiquait que 40 000 nuitées étaient déjà vendues.

### 1 000 projets pour l'an 2000

**A**LORS que la vacance à la tête du Commissariat général au Plan se prolonge de façon inquiétante, la prospective, la mise en perspective, les scénarios - peu importe le vocabulaire - continuant à mobiliser les nombreux esprits qui s'intéressent à l'aménagement du territoire.

A la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) MM. Jean-Pierre Dupont et Jean-Louis Guigou ont quadrillé la France de groupes de réflexion dont on voudrait bien connaître, enfin, le résultat des cogitations. Le premier ministre relance les Groupes d'études et de mobilisation (GEM) dont plusieurs ont pour objectif la futurologie régionale, fondamentale ou appliquée. Des conseils régionaux, eux-mêmes, travaillent à détecter ce que pourrait être leur avenir d'ici à 2000 ou 2010.

Une intéressante contribution à ces recherches a été apportée le 10 octobre à l'occasion du congrès du Conseil national des économistes régionaux à Tours. Le cabinet Atlanconsult, au terme d'une étude recensant les grands projets d'infrastructure déjà engagés ou sérieusement prévus à l'horizon 2000, aboutit à cette conclusion : « un scénario de l'innocentable », c'est-à-dire de la surconcentration, menace le pays.

Sur les quelque 1 000 opérations repérées, représentant 1 000 milliards de francs environ (essentiellement des infrastructures de transport et de communication) l'Ile-de-France regroupe plus du tiers de l'enveloppe financière globale. L'investissement par habitant est deux fois plus élevé dans la région-capitale que dans les régions de province. Le déséquilibre est surtout manifeste pour les équipements culturels et les opérations d'aménagement urbain ou d'accueil des activités économiques. La France de l'Est s'en tire plutôt bien mais les régions de l'Ouest, au sens large, englobant l'Auvergne et le Centre, prennent du retard et risquent de s'appauvrir puisque les capitaux qu'elles ne captent que... 21 % du volume des investissements prévus.

De quoi relancer la sempiternelle querelle Paris-province, laquelle peut obéir à l'heure de l'Europe et la nécessité, beaucoup plus sérieuse, d'une politique de péréquation.

FRANÇOIS GROSCHARD

### Cinq villages pour un « royaume »

**C**OMME le domaine mystérieux du Grand Meaulnes, qui n'aurait pas existé sans la Sologne éternelle, Euro Disney ne laisse pas son cœur battre au milieu d'un désert. Le royaume de Mickey plonge ses racines dans un vrai territoire de cinq petites communes qu'il bouleverse mais n'efface pas. Ces cinq localités, Bailly-Romainvilliers, Chessy, Coupvray, Magny-la-Forgue et Serris - un peu plus de 5 000 habitants au total aujourd'hui, sept fois plus demain - se sont groupées depuis quatre ans dans un Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN) des portes de la Brie.

C'est, en langage plus technique, le secteur IV de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, son orient extrême en l'état actuel des choses. Champs de grande agriculture, de villages et de forêts, et terre d'élection de Disney. Mais attention : « Nous voulons devenir une ville qui accueille les parcs Disney », prévient M. Charles Boetto, président du SAN, et non la ville des parcs Disney.

La nuance est de taille. Si, à l'origine, Euro Disney est apparu comme le véritable, le seul et unique aménageur du secteur IV, acquérant presque 2 000 hectares sur 3 000, les communes ont réagi.

Les collectivités : Etat, établisse-

ment public (EPA-Marne), région, le département de Seine-et-Marne et le SAN des portes de la Brie ont, comme prévu, validé le terrain d'Euro Disney et investi 2,9 milliards de francs pour tenir leurs engagements. Le SAN, pour sa part, aura consacré plus de 300 millions de francs en quatre ans à financer la fourniture en eau potable, les réseaux d'assainissement et d'électricité. Voilà pour mener à bien la ville qui accueille Euro Disney.

#### Combattre la mono-activité

Pour ne pas devenir « la ville des parcs Disney » et, sous-entendu, seulement cela, le groupement des cinq communes veut prévenir les effets pervers d'une mono-activité et préserver l'identité des portes de la Brie. Sur les 16 000 hectares dont disposent encore les cinq bourgades, comme, éventuellement, à l'intérieur du domaine Disney, le SAN projette des « mesures d'accompagnement ». Par exemple, la mise en place d'une université dont la présence enclencherait le processus d'implantations : recherche, labos, entreprises. Dans la préparation de la deuxième phase de Disney, celle qui sera inaugurée en 1995, le SAN soutient la réalisation d'une ZAC de 320 hectares, la Prieuré, où seront construits 700 000 mètres carrés de

bureaux. Les logements restent à définir. Et pas seulement ceux destinés au personnel des parcs et des hôtels. A terme, les emplois Disney au sens strict ne devraient représenter que 25 % de la population active. « Nous devons veiller », dit M. Boetto, à ce que cette proportion soit respectée dans le calendrier de la construction, la « typologie » et dans l'occupation des logements du secteur IV ». Pour y aider, le SAN est en train de créer un observatoire de l'emploi.

Le SAN met un point d'honneur à ne pas perdre de vue le souci que le développement du secteur bénéficie à l'ensemble de la population. Il a d'ores et déjà attribué 6,6 millions de francs à la première tranche d'un groupe scolaire à Serris. Mais il doit se livrer à un délicat travail de péréquation entre les cinq communes. Car si le produit de la taxe professionnelle lui revient, les collectivités locales empoignent les autres taxes (d'habitation, foncières bâti et non-bâti). Et les disparités sont gigantesques : Chessy encaisse, d'ici à l'an 2 000, quelque 364 millions de francs quand Serris devrait se contenter de 13 millions ! M. Boetto ne désespère pas de faire exister une solidarité entre les représentants des cinq communes qui l'ont élu.

CHARLES VIAL

### Les Français face à la décentralisation

A l'occasion des vingt ans des régions, un sondage montre l'attachement des citoyens au rôle de l'Etat dans le domaine de l'éducation

La première loi faisant des régions des établissements publics est de 1972 ; celle les élevant au statut de collectivités territoriales est de 1982. C'est dire que cela fait deux décennies que la régionalisation commence à structurer l'organisation administrative et politique française. Pour en tirer les leçons, le conseil régional de Picardie, avec la collaboration de la Fondation nationale des sciences politiques, l'Institut d'études politiques de Paris, l'Observatoire interrégional de politique, l'Association française de sciences politiques, et en partenariat avec le journal Le Monde, organise, le jeudi 17 et le vendredi 18 octobre, un colloque où acteurs de la

décentralisation et chercheurs confronteront leurs observations. Il est vrai, comme le remarquent les socialistes picards, que c'est fêter cet anniversaire avec quelques mois d'avance ; aussi ceux-ci dénoncent-ils une « opération électorale ». Mais il s'agit, en plus d'un programme scientifique imposant, de dresser un premier bilan de l'action des conseils régionaux à la veille de leur renouvellement en mars 1992.

A cette occasion, le conseil régional de Picardie a commandé à l'Observatoire interrégional de politique un sondage sur l'image de la décentralisation et le rôle de l'Etat.

**B**IEN des idées reçues sont mises à mal par ce sondage, même si, comme toujours, un certain nombre de réponses paraissent contradictoires. C'est, en tout cas, sur les rapports des Français avec l'Etat, sujet à la fois d'actualité et essentiel, qu'il est le plus éclairant.

D'appréhender que seules 22 % des personnes interrogées considèrent l'Etat « comme quelque chose de proche » (elles sont 74 % à l'estimer « lointain ») alors qu'elles sont 63 % à juger la région « proche », 76 % à porter le même jugement positif sur le département et 90 % sur la commune, tendrait à confirmer le rejet de

l'Etat. D'autant que la chute est particulièrement sensible par rapport à la même question posée par la Sofres en 1970, puisqu'alors elles n'étaient que 51 % à l'estimer « lointain » et 41 % à le juger « proche ». D'autant aussi que ce jugement négatif est le fait de toutes les catégories socioprofessionnelles, même s'il est particulièrement fort chez les agriculteurs, et est généralement celui qui s'apparente par la même forte à gauche (65 % de ceux qui reconnaissent y appartenir jugent l'Etat « lointain ») qu'à droite (le taux est alors de 77 %).

D'autres réponses paraissent aller dans le même sens. Ainsi il n'y a plus

que 24 % des sondés à « plutôt faire confiance » à un organisme lorsqu'ils apprennent qu'il relève de l'Etat ; ils étaient encore 43 % en 1981 et 41 % en 1970. Pourtant l'indice de méfiance est resté identique à ce qu'il était il y a vingt et un ans (30 %) ; ce sont donc une partie de ceux qui n'avaient d'abord ni dans un sens ni dans un autre qui ont rejoint le camp des méfiantes.

THIERRY BRÉHIER

Lire la suite page 12

► Ce sondage a été réalisé par la Sofres, qui a interrogé, du 17 juin au 3 juillet, 2 000 personnes représentatives de l'ensemble de la population âgée de plus de quinze ans.

du, il s'agit de savoir qui fait quoi de « cadres » et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rapatriements.

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

هكزان النحل



## UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

# AQUITAINE : un Far-West à la fra

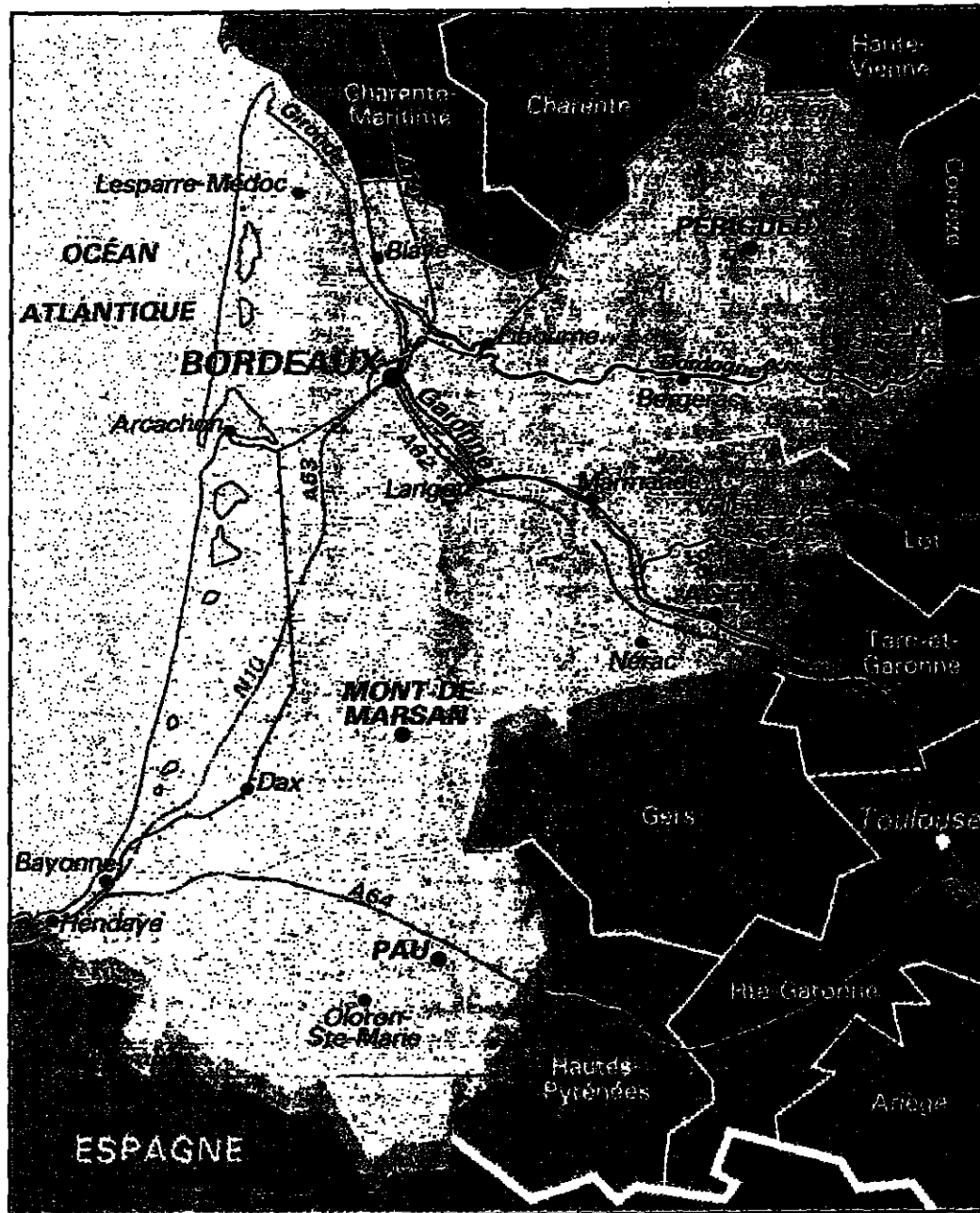
**Préfecture :**  
Bordeaux

**Départements :**  
Dordogne  
(préfecture : Périgueux)  
Gironde  
(préfecture : Bordeaux)  
Landes  
(préfecture : Mont-de-Marsan)  
Lot-et-Garonne  
(préfecture : Agen)  
Pyrénées-Atlantiques  
(préfecture : Pau)

**Superficie :**  
41 407 km<sup>2</sup>

**Population :**  
2 796 093 habitants

**Principales agglomérations :**  
Bordeaux (685 000 habitants)  
Bayonne (136 000 habitants)  
Pau (135 000 habitants)  
Agen (61 000 habitants)  
Périgueux (60 000 habitants)



« L'Aquitaine, ça n'existe pas ! » a déclaré il y a quelques mois Jean François-Poncet, président du conseil général de Lot-et-Garonne. Mais c'était de la provocation. Ce grenier à blé, avec ses forêts et ses vignobles, son savoir-vivre et ses petits airs de Far-West, attend ses pionniers.

L'A « Lurtonie » est un étrange pays. Les amateurs de Bordeaux du monde entier le désignent plus communément comme étant le terroir des graves. En arrivant à Bordeaux, une fois passé le quartier Saint-Jean, vous prenez la rocade, vous roulez une bonne quinzaine de kilomètres en direction du sud-est et vous pénétrez dans « la plus vieille terre à vignoble du bordelais », selon Jean-Paul Kauffmann, amateur éclairé. En réalité, sans le savoir, vous vous retrouvez chez André Lurton, seigneur des lieux.

André Lurton, saint patron de la « Lurtonie », n'est pas exactement un propriétaire comme les autres. D'abord, il est la providence de ces vignobles, parés grâce à lui, depuis 1986, du titre prestigieux de pèssac-léognan. Ensuite, le monsieur circonspect et courtois « pèse » à lui tout seul quelque 250 hectares dans les Graves, deux cents dans l'Entre-Deux-Mers, cent dix salariés, 60 millions de chiffre d'affaires annuel et des millions de bouteilles. Les chiffres sont souvent indigestes, mais, ici, ils se boivent !

Or, barricadé en sa « Lurtonie », André Lurton est inquiet. Qu'il dorme à Grézillac - dont il est maire - qu'il surveille quelques travaux au château Bonnet, qu'il vous reçoive en son château de La Louvière, ce propriétaire-viticulteur semble aux aguets. C'est peut-être qu'il ne se choisit que des adversaires terriblement patients, des « monstres » froids, comme le département, voire l'Etat lui-même.

### Un dossier empoisonné

Voilà presque cinq ans qu'il livre une guerre sans merci au conseil général de la Gironde, s'opposant résolument au microbolant projet de la technopole Montesquieu, à deux pas de ses vignes. Et son dernier tour de force aura été de faire capoter - fin septembre - l'arrivée d'une filiale du groupe métallurgique Valmet sur ce site.

Avec 11 % de chômage dans la région, ce n'est pas loin d'être un crime, s'indigne-t-on à la présidence du conseil général. Mais, pour qui veut l'entendre, cet homme d'argent a su trouver des accents écologistes. Tandis que le département, au fil des années, s'emploie à « zader », « zacer », « préempter » des centaines d'hectares de pins en lisière des crus du Pessac-Léognan, André Lurton invoque la beauté de ces « terrains d'une qualité géologique tout à fait particulière, rare et unique ».

Le décor est planté. La « Lurtonie » ne serait rien d'autre qu'un fabuleux gisement de terres à graves convoité par une poignée d'ingénieurs et d'industriels inconnus. Fort de cette certitude, André Lurton, soixante-sept ans, confie : « Je ne calerai jamais ».

Lorsqu'il lui arrive de sortir de sa « Lurtonie », notre propriétaire s'en va tenir des conférences devant les étudiants pour expliquer comment l'agglomération bordelaise n'a déjà que trop posé son empreinte sur la vigne. « Des milliers et des milliers d'hectares de terres viticoles magnifiques ont disparu sous les maisons, les carreaux ou les routes. Des terrains si précieux auraient dû être l'objet d'une protection. »

L. G.

## Un chasseur sachant voter est un bon chasseur

Les partis politiques n'ont pas vu venir la grande colère des ruraux. Les chasseurs comptent bien en profiter, comme aux dernières élections européennes

ATTENTION ! Cet élu est courageux. Henri Emmanuelli, député (PS), président du conseil général des Landes, affirme tranquillement ne pas chasser. « Pas de bête, pas de fusil ! » Dans cette Aquitaine où l'on se prend parfois à croire que les biberons sont gavés à la toux et à l'ortolan, c'est quasiment de la provocation. Enfin presque. Parce que Henri Emmanuelli n'a rien contre la chasse et les chasseurs : « On les soutient de bon cœur. » Ouf !

Car quiconque, ici, soufflerait un mot, un seul, contre les chasses traditionnelles ne s'en relèverait pas. Ne pas plaisanter, surtout ne pas plaisanter : « Ici, mon bon monsieur de Paris, on prend ses vacances en octobre rien que pour ça. » Les méchantes langues croient même pouvoir dire que le taux d'absentéisme double dès les premiers passages de palombes dans le ciel aquitain. Et toute l'année, on bricole les « palombières », ces cabanes perchées dans les arbres où l'on guette, la saison venue, sa proie, comme l'on va bêcher son lopin de terre.

C'est une douce rage sacrée. Belle comme un rite millénaire. Intouchable. Au point qu'il existe, en Aquitaine, des palombières municipales à l'instar des piscines. Des palombières de nécessité publique, en somme.

Georges Riboulet, arquetypique en chef dans la Gironde, gestionnaire attentionné de trente mille fusils, peut se vanter d'avoir secouru la région. « On a fait vivre le conseil régional en éponge à cheveux », raconte-t-il. Saisis d'une union rare et touchante, les conseillers ont voté en juin une motion de soutien fraternel aux chasseurs traditionnels menacés par une « diabolique » coalition d'eurocrates et d'écologistes. Foi de Riboulet, « si on n'avait pas été là, ça se terminait en bouillabaisse ».

C'est probablement ce qu'on appelle une ambiance. « Pas question de toucher à la chasse ici, confie-t-on à la préfecture de région. Ce serait immédiatement la révolution. » Dépu-

tés et sénateurs, maires et conseillers généraux : pas un qui n'ait bien compris. Tous psalmodient avec conviction leur amour « ris-é-vo-lé » pour la chasse, brandissant leurs quartiers de noblesse cynégétique. Nicole Péry, député européen (PS), sort ainsi fièrement de sa gibecière un grand-père garde-chasse. « Je suis très très Sud-Ouest », assure-t-elle.

Pour preuve, elle se montre. Il y a un an, emmitouflée dans un gros anorak, au col de Tharta en compagnie du président de la fédération des chasseurs des Pyrénées-Atlantiques, en quête de palombes. Une photo en fait foi !

Doux militantisme, saint engagement et pieux consensus. A six mois des élections régionales, la défense de la chasse et de la ruralité fait une jolie bannière en ces terres d'Aquitaine. Alors, gare ! Ne venez pas plaider en faveur des directives de Bruxelles interdisant à qui mieux mieux de chasser en rond.

### Un choc de cultures

« Je ne suis pas pour une Europe de l'uniformité », prévient Nicole Péry, avant de proclamer avec un joli sourire son attachement à la taxonomie et à la chasse à la palombe. Alain Lamassoure, député (UDF) des Pyrénées-Atlantiques, peste pour sa part contre cette Europe du Nord qui « entretient un purisme ». « La manière dont on tue les animaux, ce n'est pas de la compétence communautaire », confie-t-il.

Bref, toute l'Aquitaine se rebelle et il y a du choc de cultures dans l'air. « Venir dénoncer chaque année, avec une pression médiatique considérable, des modes de vie très profondément ancrés, ça devient très vite un viol », commente Gilles Savary, directeur de cabinet de Philippe Madrelle, sénateur (PS) et président du conseil général de la Gironde. Lequel intrigue

gentiment pour faire recevoir l'Union nationale de défense des chasses traditionnelles françaises à Montignou.

Sus aux « amis des bêtes » ! Jean François-Poncet, sénateur (RDF), président du conseil général de Lot-et-Garonne, évoque avec une flamme dans l'œil les palombières, hauts lieux de « boufferies » avant que d'être autant de sanctuaires à oiseaux. Et Gilbert Mitterrand, maire de Libourne et député (PS) de la Gironde, recommande définitivement de les cuisiner « aux petits pois et aux haricots ».

S'il fallait chercher un militant de choc, un convaincu, en voilà un ! « Il y a un tel discours anti-chasse », s'offusque-t-il. On le sent harcelé, désespéré. « Si les Brigitte Bardot, les Bourgrain-Dubourg n'avaient pas à ce point provoqué, il n'y aurait pas eu en retour de tels excès » Et d'ajouter considérablement mobilisés.

Car ces chasseurs, depuis les élections européennes de 1989 où ils créèrent la surprise avec près de 12,5 % des voix sous l'étiquette ravageuse Chasse, pêche, nature, traditions (CPNT), continuent de s'organiser. Et les voilà de nouveau sur la ligne de départ, manière de ne point laisser à d'autres le soin de chasser sur leurs terres.

Là, les hommes politiques « traditionnels » commencent à sourire jaune. Tant de mauvais vents balaient l'Aquitaine. Ces bourrasques nationales d'abord, portées de désapprobation à l'endroit des partis classiques. Et ces brises régionales, ensuite, qui vous poussent ces ruraux à voter chasseur comme on crie son ras-le-bol.

Pour amortir par avance le choc d'un éventuel cataclysme, Gilbert Mitterrand note que « l'électorat socialiste, aux européennes, était très chasseur ». « Ça va des cocos jusqu'à l'extrême droite en passant par nous », précise Hughes Martin, adjoint au maire de Bordeaux. « Ce sont des attitudes tout sympathiques », résume Jean François-Poncet. De redoutables concurrents qui ne doutent plus de

rien. « On sera candidat à la présidence du conseil régional », assure Jean Saint-Josse, le secrétaire général du mouvement Chasse, pêche, nature, traditions.

Mais où est donc passé le radical-socialisme du Sud-Ouest, cet art de composer avec tous, d'arrondir les angles et de tirer en douceur les différends ? Un cliché, soupire Henri Emmanuelli : « Dans les Landes, on dit encore les culs rouges et les culs blancs. Ce qui trompe, c'est notre accent et notre façon de vivre ».

### Pour une France en couleurs

Voilà donc la majorité et l'opposition sur la défensive, persuadées que les chasseurs feront un tabac dans les campagnes au point, pourquoi pas, de rendre impossible la constitution d'une majorité unie. « Coalition », ce mot encore baroque il y a quelques mois, a fait sa discrète apparition dans les conversations des élus-majors. Mezza voce, et mezza voce seulement, on vitupère ces tribulations qui montent-montent-montent.

Il faut les voir se froter les mains. Ils rêvent d'injecter de l'oxygène dans le débat politique et rodent des petites phrases bien senties comme : « On veut une France en couleurs, pas en noir et blanc. » Plus profondément, ils concoctent une bataille à la mesure de leur détresse : « On n'a plus de curés, plus d'instituteurs, plus d'emplois et on ne veut pas être une réserve d'Indiens. »

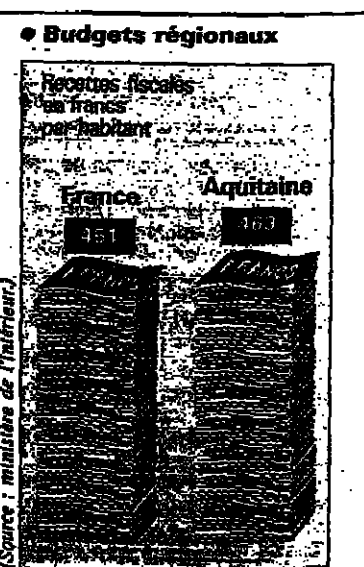
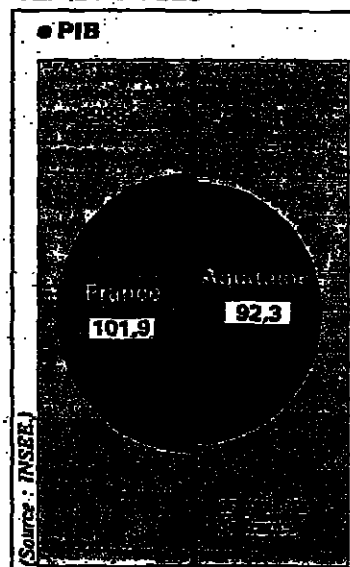
Ces nouveaux militants sont du genre insubmersibles. Ils vous répètent qu'ils ont laissé la politique au vestiaire et Jean Saint-Josse, par exemple, a du mal à se rappeler qu'il fut RPR. C'est si loin, dans une autre vie. Non, à leur idée, ils font plutôt dans la protection du patrimoine des humains et leurs affiches, ils ne les collent pas la nuit, en commando, mais en plein jour, comme on va

acheter son pain. Dans ce combat, ils se sentent les meilleurs. L'Aquitaine ne rudoie-elle pas consciencieusement les premiers prix ? La Gironde affiche ainsi le plus grand nombre de fusils de tous les départements français. La Dordogne couve amoureusement un battant comme André Goustau, président de cette fronde régionaliste-nationale, maire de Mauzac et directeur de la chambre de commerce et d'industrie de Bergerac. Les Pyrénées-Atlantiques veulent amicalement sur leur bouillabaisse Saint-Josse.

« On peut faire ce qu'on veut », reconnaît Michel Duchêne, porte-parole des Verts à Bordeaux, dans les zones rurales, ce sont les plus forts. » Ne réactivent-ils pas, bien tardivement, le vieux slogan post-soixante-huitard : « Vivre et travailler au pays » ?

L. G.

### TENDANCES





# UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

## à la française

Bien sûr, il y eut des discussions, des négociations, des avancées, et autant d'escarmouches, de contentieux administratifs et judiciaires.

Naturellement, il y eut des empoignades, des manœuvres d'enveloppement et des débordements. A l'évidence, il y eut et il demeure, en cette belle « Lurtonie », une forte dose de passion.

Mais comment en est-on arrivé là ? Il faut remonter au début des années 80, alors que Bordeaux, fasciné par l'exemple de Sophia Antipolis, dans l'arrière-pays nicois, rêve à son tour de posséder un site où convergeraient laboratoires de pointe et entreprises high tech. Séduit par le projet, Jacques Valade, premier adjoint de Jacques Chaban-Delmas, ingénieur chimiste de formation et alors président du conseil général, appuie la démarche.

tif leur donne satisfaction et annule l'arrêté préfectoral autorisant la création de la ZAC. Or voilà que la société d'économie mixte Technopolis-Bordeaux, non prévue, arrache l'accord de l'entreprise Valmet pour venir sur le site de Montesquieu.

Devant les Aquitains médusés, la pièce se joue en trois actes. Le 17 septembre, Valmet annonce son intention de construire une unité de production de 3 000 mètres carrés. Il s'agit pour cette filiale du groupe métallurgiste finlandais de quitter son implantation de Mérignac pour regrouper ses forces et plus d'une centaine d'emplois. Le lendemain, la « Lurtonie » contre-attaque en brandissant l'annulation de l'arrêté préfectoral. Le surlendemain, Valmet annonce sa décision de renoncer à participer plus longtemps à ce qui s'apparente à un mauvais vaude-

depuis l'origine, fallait-il le soutenir mordicus, que l'on soit de droite ou de gauche ?

La question se pose avec d'autant plus d'acuité que la région ne manque pas d'espace. Certains parlent même d'un Far-West à la française. Au printemps dernier, Jacques Valade évoquait pour nous ces terres libres à l'infini : « Bordeaux est l'une des rares métropoles à disposer d'un espace fantasmagorique ». S'engouffrait-il ? Certes. Mais pourquoi alors s'écarter à concentrer l'industrie de haute technologie sur le pourtour d'un terroir viticole ? Comme si le destin industriel de Bordeaux et de la Gironde, voire de la région, passait obligatoirement par la ZAC Montesquieu.

Enfin, et peut-être est-ce là le plus révélateur, cette opposition résolue entre vignerons (même non polluants) souligne assez justement l'amour très modéré que se portent ici ce que les économistes appellent le secteur primaire et le secteur secondaire. Non pas que la région bouillonne d'innovation : mais cette dernière semble bien souvent une étrangère.

En réalité, sous le vernis des grandes phrases, sous le glacé des prospectus couleurs, l'Aquitaine ne cache pas longtemps qu'elle demeure une terre de marchands. Quand d'autres vivaient au rythme des houillères et de leurs coups de grison, sous la tutelle des maîtres de forges et de leurs laminoirs, la région ne vivait-elle pas déjà du négoce, veillant sur ses vignobles et ses forêts, le regard tourné vers l'Atlantique et les colonies d'Afrique ?

« Un pays de négociants... Tout est dit : la richesse et ses rentes, le savoir-faire et cet art de l'attente qui cuspait parfois le visiteur ou le fonctionnaire. Un héritage bien vivant dans lequel s'empêtre la région elle-même lorsqu'elle s'emploie, dans ses campagnes publicitaires, à gommer de ses slogans la « douceur de vivre » bien réelle ici au profit du « dynamisme ». Mais c'est que l'Aquitaine, confusément, rêve d'un sursaut.

Car l'heure est au pessimisme, même si l'agriculture place la région au premier rang français pour ce qui concerne les produits agricoles et que le tertiaire brille très honorablement. Les grands espoirs industriels ne se déclinent pas déjà au passé ? Le miracle de la découverte du gaz de Lacq, dont la production est en déclin rapide, en est l'exemple typique. De même toute la pétrochimie regroupée en Gironde s'est-elle évaporée au long des années 70 avec le départ des raffineries Esso, Shell et Elf.

« La culture d'entreprise régionale est trop marquée par de grands groupes venus de Paris ou des entreprises publiques », remarque le directeur de l'Institut d'économie régionale du Sud-Ouest, Claude Lacour. Et là réside naturellement l'une des grandes faiblesses de l'Aquitaine : la griffe de l'aéronautique militaire - réalisée il y a trois décennies sous l'impulsion de Jacques Chaban-Delmas - le démontre amplement. Attirée ici pour des raisons stratégiques, cette industrie encaisse rudement les révisions à la baisse du budget du ministère de la défense et redoute les conséquences d'une éventuelle politique de désarmement.

Plus de sept cents emplois de haut niveau sont menacés dans les deux années à venir sur quelque seize mille postes (aéronautique et espace). « C'est dramatique parce qu'il faut dix ans pour reconstruire des équipes de chercheurs qu'on casse en un instant », relève Albert Massiah, secrétaire général du Comité d'expansion Aquitaine. « Le personnel le plus qualifié risque de partir à l'étranger », prévient le président (RPR) du conseil régional, Jean Tavernier.

Longtemps fière de produire le nez de la fusée Hermès, de travailler sur le programme du missile nucléaire M5, du Rafale, de l'hélicoptère franco-allemand, l'Aquitaine redoute un brutal retour en arrière. Certains parlent déjà à l'imparfait. « C'était un modèle, le pôle le plus technologique de la région avec les salaires les plus hauts, les comités d'entreprise les plus puissants et dynamiques », explique Nicole Pery, députée européenne (PS) et conseillère régionale.

Du coup, les dernières victoires des prospecteurs de nouvelles implantations industrielles n'en

### COUP DE COEUR

#### Le pruneau

L possède un côté conserve, grenier à confitures. Sec, il semble empaqueté dans une vieille toile cirée chiffonnée. Mais il arbore parfois, malgré son grand âge, une santé éclatante. A l'état des épiceries fines, on le trouve alors gonflé, pulpeux, comme revêtu d'un étrange smoking moiré. Il est de sortie, il se vend au plus haut cours.

Pour échapper à son destin éphémère de fruit à croquer, peut-être pour qu'il ne soit pas dit qu'il compte pour des pruneaux, il préfère se bonifier. Il y gagne des rides, de la saveur et une vertu (ou un défaut, selon) qui faisait déjà du Malade imaginaire un consommateur éclairé, friand de ces « petits pruneaux pour lâcher le ventre ».

Naturellement, on le mastique. Il est même autorisé de le mâcher. Mais la chair du pruneau ne constitue que l'apéritif. Reste ensuite le noyau, qu'il n'est certes pas conseillé de ronger.

On peut jouer avec lui. Procéder à de délicates gymnastiques. En exprimer longuement le suc. Et l'on s'aperçoit alors que ce garde-manger miniature possède la vocation d'une infime gourde.

Mieux que l'asperge des Landes, plus sûrement que les kiwis des pays de l'Adour, le pruneau résume sa région. Tout à la fois concentré et langoureux, compact et pneumatique, il fait un peu partie des meubles. Il est d'Agen.

L. G.

### Le conseil régional

Président : Jean Tavernier (RPR) ;

8 PC ; 30 PS ; 2 MRG ; 1 div. g. ; 19 UDF ; 16 RPR ; 3 CNI ; 4 FN.

Résultat des élections de 1986 par département.

**DORDOGNE (12 sièges) :**

Ins. : 301 245 ; abst. : 15,81 % ; suff. ex. : 237 979.

Ex. g. : 1,77 % ; PC : 15,48 % ; 2 élus ; PS : 31,45 % ; 4 élus ; div. g. : 3,36 % ; Un. spp. : 40,57 % ; 6 élus ; CNI : 1,66 % ; FN : 6 %.

**GIROUDE (34 sièges) :**

Ins. : 761 515 ; abst. : 22,19 % ; suff. ex. : 588 860.

LO : 1,72 % ; PC : 7,99 % ; 3 élus ; PS : 35,51 % ; 13 élus ; div. g. : 1,77 % ; Un. opp. : 43,10 % ; 16 élus ; FN : 7,13 % ; 2 élus ; div. d. : 2,04 % ; FN-diss. : 0,70 %.

**LANDES (10 sièges) :**

Ins. : 231 690 ; abst. : 17,06 % ; suff. ex. : 182 289.

PC : 8,58 % ; 1 élu ; PS : 40,76 % ; 5 élus ; MRG-diss. : 5,08 % ; Un. opp. : 35,78 % ; 4

4,75 %.

**LOT-ET-GARONNE (10 sièges) :**

Ins. : 232 765 ; abst. : 18,03 % ; suff. ex. : 172 199.

PC : 11,69 % ; 1 élu ; MRG : 31,06 % ; 3 élus ; PS : 2,94 % ; Un. opp. : 41,56 % ; 5 élus ; FN : 8,06 % ; 1 élu ; div. d. : 4,67 %.

**PIRENEES-ATLANTIQUES (17 sièges) :**

Ins. : 410 408 ; abst. : 19,18 % ; suff. ex. : 319 119.

PC : 5,98 % ; 1 élu ; PS : 34,39 % ; 7 élus ; MRG : 2,49 % ; Un. opp. : 42,03 % ; 8 élus ; FN : 5,84 % ; 1 élu ; div. d. : 4,86 % ; Régionalistes (M. Izusta) : 1,84 % ; Régionalistes (M. Grosclaude) : 1,52 %.

De ce moment, le dossier ne cessera plus d'être empoisonné. André Lurton s'entête à défendre les terres à graver et le département s'accrochant à cet emplacement de prestige. Avant de quitter la présidence du conseil, Jacques Valade obtient ainsi que la Gironde se porte acquéreur de 353 hectares le 2 septembre 1988. Et Philippe Madrelle, sénateur (PS), son successeur, ne remet pas fondamentalement en cause cette politique sinon en « éclatant » la technopole sur trois sites au lieu d'un.

Mais le tintamarre de la polémique et une conjoncture peu favorable suffisent à compromettre les ambitions avouées. « Le site, avoue un responsable, n'est pas très porteur ». Et, tandis que le conseil général finance un bel immeuble destiné aux services communs, seuls l'Institut des matériaux composites, le Laboratoire d'évaluation des matériaux implantables et la Sorébio s'implantent.

C'est alors que se noue un scénario surréaliste. André Lurton, le Syndicat viticole Pessac-Léognan, l'Association pour la sauvegarde des graves de Bordeaux et quelques autres, obtiennent en effet une victoire fulgurante. Le 23 juillet dernier, le tribunal administra-

ville industriel (le Monde daté 22-23 septembre).

On imagine sans mal la fureur des uns, le bonheur des autres. Les douces éphémères lancées à l'encontre de la « Lurtonie » - « un repaire de grands fudaux », - la satisfaction rentrée d'André Lurton lui-même : « Ils se battent comme des chiens malades mais il n'y a que la vigne qui marche ici. Les exportations de vins rapportent près du double des exportations aéronautiques ! ».

### Une terre de marchands

Mais plus profondément - et c'est ce qui justifie notre intérêt appuyé pour cette petite fable des temps modernes - cette guéguerre entre pieds de vigne illustre au moins trois traits de l'Aquitaine. Et tout d'abord que l'aimable consensus politique à la bordelaise, cette forme de cohabitation au long cours qui prescrit aux hommes politiques de se point s'injurier mais plus encore de ne pas se faire de peine, ne produit pas que des bienfaits. S'il était évident que le projet de la technopole Montesquieu était mal engagé

## LES PLUS GRANDS CONSTRUCTEURS INFORMATIQUES MONDIAUX ONT CHOISI UNE ENTREPRISE AQUITAINE

Si IBM, Hewlett-Packard, Texas Instruments, Toshiba ont choisi COM 1 pour équiper leur matériel c'est que nous avons su développer des produits de hautes technologies à des prix d'Asie du Sud Est.

Si nous avons pu conserver cette avance technologique c'est parce que nous avons su convaincre les investisseurs français et étrangers lors de notre introduction en bourse en mars 1991.

Et c'est parce que nous exportons dans plus de dix neuf pays que, pour nous, l'Europe des Télécommunications est déjà une réalité.

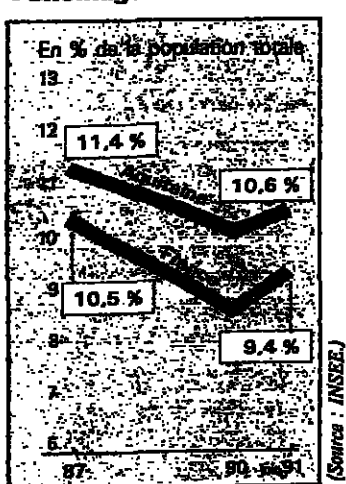


### LEADER EUROPEEN DU MICRO MODEM

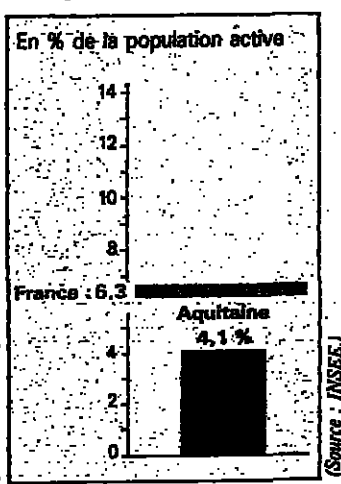
POUR TOUT RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRE, CONTACTER NOTRE SERVICE COMMUNICATION

COM 1 - PARC TECHNOLOGIQUE DE MARTICOT - BP 101 33612 BORDEAUX CESTAS CEDEX - TEL 56 78 84 00 - FAX 56 78 84 73

#### Chômage



#### Population étrangère



Plus de sept cents emplois de haut niveau sont menacés dans les deux années à venir sur quelque seize mille postes (aéronautique et espace). « C'est dramatique parce qu'il faut dix ans pour reconstruire des équipes de chercheurs qu'on casse en un instant », relève Albert Massiah, secrétaire général du Comité d'expansion Aquitaine. « Le personnel le plus qualifié risque de partir à l'étranger », prévient le président (RPR) du conseil régional, Jean Tavernier.

Longtemps fière de produire le nez de la fusée Hermès, de travailler sur le programme du missile nucléaire M5, du Rafale, de l'hélicoptère franco-allemand, l'Aquitaine redoute un brutal retour en arrière. Certains parlent déjà à l'imparfait. « C'était un modèle, le pôle le plus technologique de la région avec les salaires les plus hauts, les comités d'entreprise les plus puissants et dynamiques », explique Nicole Pery, députée européenne (PS) et conseillère régionale.

Du coup, les dernières victoires des prospecteurs de nouvelles implantations industrielles n'en

il s'agit de savoir quel cadre et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

vie en-  
ver-  
eux  
ajo-  
lent  
ins,  
me-  
des  
est  
ion,  
syn-  
aissi  
les  
ion-  
lent.  
Bul-  
esprit  
lence.  
se les  
ssent  
ateurs  
... de  
rales  
y voir

ALON

## HEURES LOCALES

## REPÈRES

## ILE-DE-FRANCE

Une salle ultramoderne au Palais des congrès porte Maillot à Paris.

La nouvelle salle de spectacles du Palais des congrès, porte Maillot à Paris, a été inaugurée mardi 11 octobre. A l'exception de la scène, dont la rénovation sera la prochaine étape, tout a été reconstruit dans cette salle où sont passés neuf millions de spectateurs depuis 1974.

Le nombre de places est passé de 3 693 à 3 723. Les huit premiers rangs sont amovibles, ce qui permet d'agrandir le plateau. Mais, surtout, dans une harmonie de noir, grenat et violet, la salle est devenue, selon le nouveau directeur du Palais des congrès, M. Claude Blot, « non plus une salle de congrès où avaient lieu des spectacles mais une salle de spectacles où auront lieu des congrès ». Les six tours acoustiques, les éclairages en font l'un des équipements les plus performants actuellement.

Exécutés en un temps record, sous la direction de trois architectes, Erik Morvan, Simon et Mirville Bouchard, les travaux ont coûté 35 millions de francs.

## LORRAINE

Union autour de l'aéroport régional

EN décidant, au lendemain des élections régionales du printemps 1986, de doter la Lorraine d'une nouvelle plate-forme aéroportuaire, les élus ont choisi de l'implanter à mi-chemin entre Metz et Nancy. Cette décision a été prise « au nom de l'intérêt de la région », sans pour autant faire l'unanimité. Les Mosellans auraient préféré développer l'aéroport de Metz-Frescaty, soutenant que cette solution était la moins coûteuse. Mais les élus de Meurthe-et-Moselle, dont l'aéroport ne pouvait pas être agrandi pour des raisons techniques, s'opposaient farouchement à une telle hypothèse. Cinq ans plus tard, les élus tournent la page.

A l'occasion de l'inauguration de l'aéroport Metz-Nancy, dont le coût s'élève à 380 millions de francs, le président du conseil régional, M. Jean-Marie Rausch, et le maire de Nancy, M. André Rossinot, ont plaidé les vertus de l'union, pensant en particulier au développement universitaire et au TGV Est.

L'aéroport régional remplacera dès la fin du mois ceux de Metz et de Nancy. La compagnie TAT assurera des liaisons régulières quotidiennes vers Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Marseille et Nice.

Avant la fin de l'année, la compagnie luxembourgeoise Luxair proposera de son côté un dessert quotidien de Londres.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de notre correspondant : Jean-Louis This (Metz).

## LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE

recrute  
tout au long de l'année des

Fonctionnaires  
de catégories A et B

Pour ses différents services :

- ADMINISTRATIFS • SOCIAUX
- TECHNIQUES • CULTURELS...

Lieu de travail : GRENOBLE

Si vous êtes intéressés, et appartenez à la Fonction Publique Territoriale ou d'Etat, contactez ou écrivez au :

## CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE

Direction de l'Administration Générale  
Service du Recrutement et de la Formation  
BP 1096 38022 Grenoble Cedex  
Tél. 76-60-38-38, poste 3584

Opération esthétique  
au cœur de Landerneau

Retour aux sources pour Edouard Leclerc  
qui redore le local qui a vu ses débuts

## BREST

de notre correspondant

LES habitants de la région de Brest l'appelaient « la verrerie des Capucins ». Une croissance urbanistique au cœur de Landerneau avec un hangar à la toiture de fibrociment, une chapelle délabrée, un parking avec pompe à essence et un transformateur électrique en béton gris. L'endroit est devenu désert après avoir été le plus fréquenté de la ville. Des générations de consommateurs y ont fait leurs emplettes. Un drôle de nom, les Capucins, mais comme une prédestination de ce qui allait advenir de cet ancien repaire monacal : c'est là qu'un ancien séminariste est devenu « croisé de la distribution ».

Le grant  
remplace le parpaing

Le berceau commercial d'Edouard Leclerc dans sa ville natale. Tout l'esprit de son système est condensé en ces lieux. En guise de magasin, un hangar bourré de marchandises, avec places de stationnement, et plus tard, la pompe à essence. Particularité des lieux : l'ancienne chapelle servait d'entrepôt. Dans cet endroit, qui n'était pas conçu pour les ménages de la bonne société, Edouard Leclerc a commencé à livrer ses premières batailles, au début des années 50 contre les circuits traditionnels de la distribution.

« Les autres commerçants rigolaient quand j'ai ouvert », se souvient-il. Mais on n'a pas tardé à prendre l'« épicerie » très au sérieux. En 1991, son enseigne orne six cents magasins en France, un hypermarché aux Etats-Unis, et il faut y ajouter des puits de pétrole dans ce pays. Edouard Leclerc ne s'est jamais embarrassé d'esthétique au temps

héroïque de sa croisade. Sa spécialité, c'était la boîte de poudre à cacao, le paquet de lessive ou encore le lot de lames de rasoir. Pour casser les marges, il fallait réduire les frais généraux, et le premier service que l'on pouvait rendre aux clients, ce n'était ni le confort ni le coup d'œil, mais les prix.

Aujourd'hui, alors qu'il est en train de redorer son ex-centre des Capucins, maintenant vide depuis que, après moult péripéties, il a pu construire un hypermarché à la périphérie de la ville, il a beau jeu de monter à quelques pas une salle de sport en toile construite à côté du bâtiment du seizième siècle.

Au cœur du Landerneau historique, Edouard Leclerc s'est lancé dans une véritable opération de chirurgie esthétique qui correspond à son caractère fantasque. Le site étant classé, pour contourner les tracasseries administratives il n'a pas fait la moindre modification. Le hangar où jadis crépitaient les caisses enregistrees a été conservé. Mais le « petit épicerie » a fait démolir l'ancienne toiture pour la remplacer par de l'ardoise et il a substitué à l'enceinte de parpaings des murs en beau granit breton. L'ex-hangar a aujourd'hui des allures d'église. Le patron des centres distributeurs a également entièrement reconstruit la chapelle du seizième siècle, maintenant surélevée de dix vitraux à l'ancienne. On y voit la vie de saint François, l'accouchement de la Vierge et une exaltation du Soleil, car Edouard Leclerc pense qu'on est entré dans une phase d'extension solaire.

Cette chapelle deviendra un lieu de recueillement et un musée de la statue. Edouard Leclerc a aussi choisi une solution luxueuse pour le transformateur. L'ancienne installation va disparaître pour faire place à une tour en grant.

GABRIEL SIMON

Les Français  
face à la décentralisation

Suite de la page 9

C'est un premier indice que, placé devant un choix précis, les Français ne manifestent pas le rejet brutal de l'Etat affirmé lorsqu'il s'agit d'une appréciation globale. Il en est d'autres. S'il n'est pas surprenant que 79 % des sondés pensent que l'Etat doit s'occuper « en totalité ou en partie » des chemins de fer, et que 78 % aient la même opinion pour les autoroutes, ils sont quand même 22 % à souhaiter qu'il ait une attitude identique en ce qui concerne les « problèmes locaux » et, surtout, ils sont 85 % à avoir la même demande pour l'enseignement. Les accusations portées contre la machine bureaucratique de l'éducation nationale sont répandues, il est même à la mode d'affirmer qu'il faut décentraliser l'enseignement. Il y a pourtant plus de personnes interrogées à avoir une opinion contraire qu'en 1981, où le taux de réponse à la même question était de 81 %, et pas beaucoup moins qu'en 1970, où il était de 91 %.

Aujourd'hui les sondés sont encore 43 % à souhaiter que l'Etat s'occupe « en totalité » de l'enseignement, et là aussi cette demande est assez généralement répandue quels que soient l'âge, la catégorie socioprofessionnelle, même si les agriculteurs (34 %) et les cadres supérieurs ou professions libérales (35 %) sont un peu moins nombreux que les autres à le réclamer, ou l'appartenance politique, même s'il y a une nette distinction entre la gauche (50 %) et la droite (34 %).

Tout aussi surprenant est la constatation que 41 % des personnes interrogées estiment que « l'Etat n'intervient pas assez dans la vie économique », alors qu'elles ne sont que 21 % à penser qu'il intervient « trop » et 23 % « comme il faut ». Là encore ce sentiment est assez général, puisque 38 % de celles qui disent être proches du RPR, comme de celles qui disent être proches de l'UDF, répondent « pas assez », et simplement 31 % « trop ». Il n'est donc pas étonnant qu'il n'y ait que 55 % des sondés à demander plus de pouvoirs pour les

conseils régionaux, 44 % à souhaiter la même chose pour les conseils généraux et 55 % pour les communes. Là encore l'uniformité des réactions traverse les professions et les classes politiques. Mais les cadres supérieurs et les professions politiques sont plus partisans de la région (60 % lui souhaitent plus de pouvoir) que les autres, alors que ce sont les agriculteurs qui en demandent plus pour les départements (45 %). Il est curieux de constater que la gauche est moins sensible à la structure régionale (57 %) que la droite (61 %), alors que l'une et l'autre donnent exactement le même score à l'accroissement des pouvoirs du département (46 %). En revanche, il est logique que les communistes réclament, à 80 %, plus de pouvoirs pour la commune, puisque c'est la seule collectivité locale qu'ils peuvent espérer gérer ou continuer à gérer.

Les responsables des assemblées régionales ont toutes raisons d'être satisfaits de cette enquête : 64 % des personnes interrogées estiment qu'« il se fait pas mal de choses » dans leur région, même si le taux de satisfaction est plus important à droite (69 %) qu'à gauche (63 %), ce qui est normal puisque la première génération de collectivités locales, au même titre que les dons individuels ou d'entreprises, doivent permettre de réduire le montant des cotisations.

Les objectifs de cette mutuelle sont de rassembler, au-delà des divergences politiques, un grand nombre d'élus qui auront la possibilité de contrôler la gestion de cet organisme.

Les fondateurs de la MUDEL insistent aussi sur l'intérêt pour ces élus de participer ainsi au débat sur l'avenir de la protection sociale et du régime des retraites.

C. de C.

Une mutuelle  
pour les élus

Le projet de « statut de l'élus », tel qu'il a été présenté lors du conseil des ministres du mercredi 9 octobre, prévoit de donner une meilleure couverture sociale aux 511 417 élus locaux (le Monde du 11 octobre). Cependant pour environ un élu sur cinq, la possibilité d'adhésion à une mutuelle restera entière. Ainsi des maires ou des conseillers généraux, qui ont abandonné leur profession pour se consacrer à leur mandat, ne bénéficient pas d'un système de prestations de services qui permet de meilleurs remboursements des frais de santé, mais aussi l'accès à certains loisirs ou à la formation.

Plusieurs membres du Mouvement national des élus locaux (MNEL) ont pris l'initiative de favoriser la création d'une mutuelle des élus locaux, la MUDEL. Cet organisme qui a fait l'objet d'un arrêté ministériel le 6 septembre, donne lieu à une convention technique avec la Fédération mutualiste parisienne, il sera signé le 14 octobre. Les subventions des collectivités locales, au même titre que les dons individuels ou d'entreprises, doivent permettre de réduire le montant des cotisations.

Les objectifs de cette mutuelle sont de rassembler, au-delà des divergences politiques, un grand nombre d'élus qui auront la possibilité de contrôler la gestion de cet organisme.

Les fondateurs de la MUDEL insistent aussi sur l'intérêt pour ces élus de participer ainsi au débat sur l'avenir de la protection sociale et du régime des retraites.

► MUDEL, 400, rue Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42-97-59-10.

## BLOC NOTES

## AGENDA

- La Corse demain. - L'Institut de la décentralisation organise jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Ajaccio un colloque sur les perspectives de développement de la Corse dans les prochaines années : « Du statut particulier à l'émergence de nouvelles règles ».
- Institut de la décentralisation. - 2, rue des Longs-Prés, 92100 Boulogne-Billancourt. Tél. : 47-61-92-47.
- Le Festival international de géographie. - La seconde édition du Festival international de géographie aura lieu du vendredi 18 au dimanche 20 octobre à Saint-Dié-des-Vosges. Présidé par

M. Joël de Rosnay, directeur du développement et des relations internationales de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, ce festival aura pour thème « Mégapoles et cités géantes, pour une écologie urbaine ».

Direction des festivals, hôtel de ville, place Jules-Ferry, BP 275, 88107 Saint-Dié-des-Vosges. Tél. : 29-52-66-66.

Les SEM et le stationnement. - La deuxième rendez-vous des Sociétés d'économie mixte (SEM) chargées des problèmes de stationnement aura lieu les jeudi 17 et vendredi 18 octobre à Brest à l'initiative de la Fédération nationale des SEM.

► FNSEM, 7, rue La Boétie. Tél. : 47-42-81-19.

## PUBLICATIONS

L'emploi en zones rurales. - Face au déclin de l'espace rural, M. Jean-Pierre Soisson, alors ministre de l'emploi, avait demandé, il y a un an, à M. Maurice Allefandre, universitaire, et à M. Denys Agutant, directeur de la Fédération des maires ruraux (FNMR), une étude sur le bilan et le devenir de l'emploi dans les zones les plus fragiles. La Documentation française publie ce rapport, à la fois constat mais aussi recette pour éviter un déclin de certaines campagnes. « Un projet ambitieux, note M. Soisson dans la préface, qui nécessite une modification de notre comportement social et la mise en œuvre de dispositions nombreuses en direction des activités qui structurent l'espace rural... comme le maintien du commerce et de l'artisanat et le développement des services aux populations ».

L'Avenir de l'emploi dans les zones rurales fragiles. La Documentation française, 120 pages, 95 francs.

Environnement. - Le ministère de l'environnement vient de publier un recueil de jurisprudence intitulé Environnement et urbanisme. Ce document recense les dispositions du code de l'urbanisme ainsi que les décisions des tribunaux administratifs et du Conseil d'Etat en la matière.

Ministère de l'environnement, délégation à la qualité de la vie, 14, bd du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine. Tél. : (16-1) 47-58-12-12.

## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ÉCONOMIE/INSEE

## La santé économique des régions

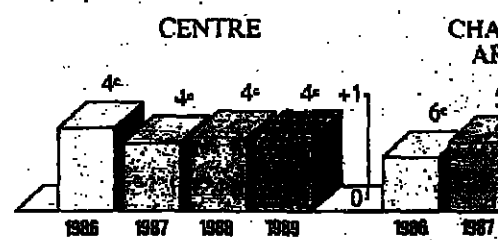
Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. La poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions). Ces variables sont les suivantes : valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ; le salaire moyen (pondération + 0,14) ; le taux de chômage (pondération - 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération - 0,03) ; Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.

## Centre (quatrième)

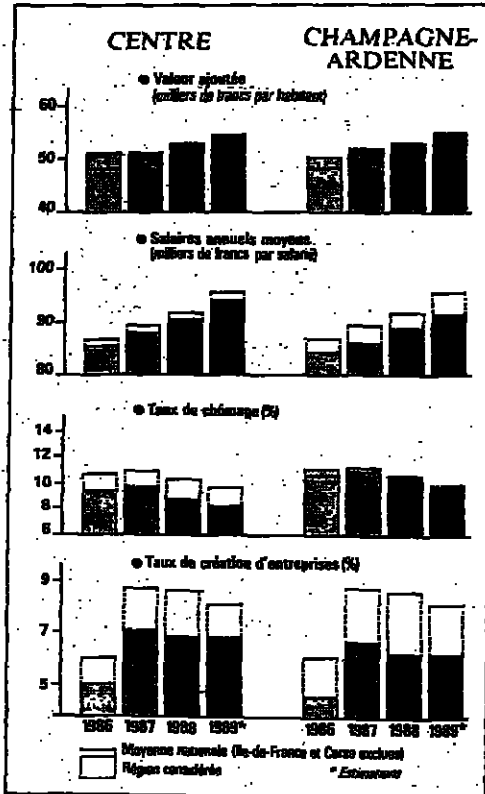
La région Centre n'est devancée que par trois régions de province selon l'indicateur synthétique retenu : l'Alsace, la Haute-Normandie et Rhône-Alpes. La valeur ajoutée par habitant y est supérieure de près de 6 % à la moyenne de province et le chômage inférieur de l'ordre de 1,5 point.

Grande région agricole à structure diversifiée, le Centre est la première région céréalière française. Le tissu industriel, relativement récent, est lui aussi assez diversifié. Stimulé par les déconcentrations des années 60 et 70, l'industrie est cependant assez dépendante des sièges sociaux franciliens et des capitaux étrangers. Quelques pôles industriels émergent : industrie pharmaceutique, construction mécanique, industrie du caoutchouc et des matières plastiques et construction électrique et électronique. Certaines activités tertiaires, comme les services aux entreprises, les activités de banque et d'assurance sont peu développées.

Le salaire moyen est légèrement inférieur à la moyenne de province, en raison d'une faible qualification de la main-d'œuvre. La croissance de la population du Centre a été proche de la moyenne nationale, ces dernières années et s'est répartie de manière équilibrée entre excédent naturel et migratoire.



Le chiffre porté au-dessus de chaque barre indique le classement de la région selon l'indicateur synthétique (de 1 à 22 régions).



## Champagne-Ardenne (cinquième)

Après avoir gagné une place en 1987, Champagne-Ardenne arrive juste derrière le Centre au classement des régions. Cette place de cinquième s'explique par une valeur ajoutée par habitant supérieure de 7 % à la moyenne de province. Champagne-Ardenne est la seule région française à réaliser plus de 10 % de sa valeur ajoutée dans l'agriculture. Concentrée dans la Marne et l'Aube, celle-ci s'appuie principalement sur un vignoble réputé et la présence de grandes cultures ; elle s'accompagne d'une forte présence dans les industries agricoles et alimentaires. Mais Champagne-Ardenne est aussi une région très industrielle spécialisée dans deux secteurs traditionnels : la fonderie et le travail des métaux, ainsi que la textile. Au contraire les activités tertiaires, et en particulier les services aux entreprises et l'hôtellerie-restauration, sont nettement sous-représentées. Les salaires sont inférieurs à la moyenne de province en raison d'une faible qualification et d'une structure industrielle défavorable. En revanche, le revenu disponible par habitant de la région est supérieur à cette moyenne.









# CULTURE

## VENTES

### Une datcha parisienne

Premier succès pour la vente Kochno avec les tableaux, les objets d'art et les projets de théâtre, dispersés par Sotheby's à Monaco

« Nous sortions de nos garnis délabrés comme les acteurs sortent de leur loge lorsqu'ils sont prêts à entrer en scène », écrit Boris Kochno dans le livre-album consacré à Christian Bérard (Éditions Hachette, 1977). Celui qui fut, dès 1920, le secrétaire personnel et le collaborateur artistique de Serge Diaghilev, le chef de file des Ballets russes, a longuement commenté sa longue amitié avec le peintre et décorateur Christian Bérard, dit Béba. Souvent invité au First Hôtel, où ils vécurent ensemble dans les années 30; rencontrés avec Chanel au casino de Monte-Carlo, chez Coteau ou au Ritz; visites chez les Noailles à Hyères, dans la maison construite par Mallet-Stevens, quand les invités d'un soir s'appelaient Aurie, Poulenc, Nabokov, Markovitch, Dali, Giacometti et Bunuel.

La vente Kochno, organisée par Sotheby's les 11 et 12 octobre à Monaco, aura donc été un témoignage de ce « Paris à l'âme ailée » que célébrait Stefan Zweig dans le *Monde d'hier*: un hommage à l'Europe d'avant les ténèbres.

#### Emballage de carton

Riches de cinq cent quarante-six œuvres, la vente se déroule en trois fois, assez généreuse pour avoir, d'ores et déjà, retenu, dès le 11 octobre au crépuscule, les investisseurs (99 % des lots vendus lors de la première adjudication, avec un montant total de plus de 12 millions de francs). Un portrait de Françoise par Picasso, en 1943, a atteint 1 300 000 francs; un dessin à l'encre, le *Minotaure*, a été enlevé par un autre particulier pour 840 000 francs, tandis qu'un dessin de Dali, *Mécanisme paranoïaque du visage de Gala*, a été acheté 700 000 francs par la Fondation Dali en Espagne. Les dandies nostalgiques, les esthètes parisiens, se disputent encore, outre les éphémères de Hyménée Huene et les dessins érotiques de Coteau, toute une collection d'aquarelles et de dessins de Christian Bérard l'enchanteur, dont on retrouve le trait alerte et spirituel dans ses portraits d'acrobatas, ses modèles au parasol, ses façades de cafés aux fenêtres suspendues dans le ciel peint, qui suggèrent à la fois l'illusion et la vie dans une prodigieuse économie de moyens.

Ici un portrait de Chanel, des croquis de mode pour Dior, Balmain, Schiaparelli; là, d'innombrables projets pour le ballet et le théâtre (*Cottillon*, *Mozartiana*, les *Forains*) dont certains sont vendus par lots. C'est le cas des maquettes de costumes de *Margot*, jouées pour la première fois au Théâtre Marigny en 1935 avec Yvonne Printemps, Pierre Fresnay, sur une musique de Georges Auric. Francis Poulenc. Estimé entre 40 000 et 60 000 francs, le portfolio ne contient pas moins de cent dessins, gouaches et aquarelles. L'aspiration de Sotheby's a bien fonctionné: tout semble là, ou presque, de l'épique à la cheville 1900 en or et écaille à la boîte à mégots, simple emballage de carton dédié par Picasso à Kochno, à l'époque où les peintres désinfectaient encore sur les tables, métamorphosées en trésor par de fétichistes experts (entre 30 000 et 50 000 francs).

Dans ce catalogue rempli comme une gironnière, à l'image des portraits d'intérieur de Serebriakov représentant l'appartement de Bérard et Kochno rue Casimir-Delavigne, on trouve donc encore une importante correspondance rédigée à Paris, Long-Island, Venise ou Biarritz: lettres

d'amour de Stravinsky à sa seconde épouse, Veira, confessions épistolaires de Sangnet, Juan Gris, Derain, Braque, Matisse ou encore Kurt Weil en 1933.

En fait, cette dispersion-fléuve n'est qu'une partie de l'iceberg. L'héritier de Boris Kochno (un neveu âgé de

quatre-vingts ans) posséderait encore quelques trésors. Et puis l'Opéra de Paris dispose déjà d'un fonds Kochno, archives personnelles des Ballets russes avec des lettres-photo manuscrites achetées en 1974 par la Bibliothèque nationale pour l'Opéra, et des tableaux, des esquisses, des maquettes données par un mécène parisien. Le public pourra découvrir une partie de cette collection dès janvier, lors de la réouverture de la bibliothèque-musée de l'Opéra.

Qui était Kochno? Un Russe blanc émigré à Paris à l'âge de dix-sept ans, descendant d'un colonel de hussards anobli par Catherine au cours du voyage de l'impératrice en Ukraine, surnommé par la danseuse Danilova le « Gilbair de Diaghilev ». Il a suivi la voie de son maître, celui qui, un beau jour de 1920, l'engagea en lui offrant un porte-cigariettes d'écaillé.

#### « On a fait plusieurs feux d'artifice »

Dans les années 30, un an après la disparition de son protecteur, on le retrouve cofondateur des Ballets de Monte-Carlo avec Balanchine, puis, vingt ans plus tard, directeur artistique des Ballets des Champs-Élysées, de 1945 à 1952. Il traverse une période noire au milieu des années 50 et décide alors de se séparer de quelques biens. Régulièrement, il confie des peintures de Bérard (mort en 1949) à la galerie Lucie Weil et des projets pour la scène à la galerie Proscenium, ouverte en 1971.

« On a fait plusieurs feux d'artifice », se souvient Gilles Bernard, de la galerie Proscenium, qui a organisé sept expositions Bérard en quinze ans, dont la dernière date d'octobre 1990. Kochno venait, comme il disait, « prendre son bain de champagne ». Il est mort en décembre 1990 à l'âge de quatre-vingt-six ans. Témoin de la folle époque, go-betweens des célébrités de l'art et de la scène, personnage de toutes les généralités, valet, archiste et confident, Kochno savait aussi résister aux tentations: pour preuve, ce chèque en blanc offert par Nouzev pour un Géricault de sa collection et qu'il déchira. André Ostler, le « French Beston » présent à travers quelques photographies dans cette vente, raconte: « J'ai vu deux fois Kochno. Je n'ai pas d'argent parce que Boris a encore emporté un porte-cigariettes chez Fabergé ».

LAURENCE BENAÏM

PHOTO: 2 millions de dollars lors d'une vente Sotheby's. La vente organisée par Sotheby's, le 9 octobre à New-York, a rapporté 2 135 000 dollars, 25 % des pièces étant invendues. « Clouds » d'Edward Weston (88 000 dollars) et un portrait pictorialiste d'Eleonora Duse par Edward Steichen (60 500 dollars) ont obtenu les prix les plus élevés dans un ensemble dominé par les opérateurs des années 20-30. Ce résultat illustre un marché en bonne santé après la vente d'avril dernier où une nature morte signée Tina Modotti avait atteint le chiffre record de 165 000 dollars.



Portrait de Coco Chanel par Christian Bérard.

### Le mobilier Memphis aux enchères

La vente du mobilier Memphis de Karl Lagerfeld par Sotheby's rassemble aux films du dimanche soir. Après les grands vases aux libellules de Galté, la vente des meubles d'Eileen Gray, au graphisme ample et moderne, dispersés l'après-midi, le petit écran va pétarder. Elle en jette, cette collection bien faite, vite faite. Avec ses théâtres pis de vache (Mathéo Thun), ses dessertes conçues comme des jouets d'enfant, ses plastiques laminés aux couleurs de BD, rose mûre, rouge brique, vert chewing-gum.

« Memphis, c'était les Arts décoratifs des années 80 », dit le couturier qui a décidé de se séparer de plus de 150 meubles, et objets créés par le groupe post-moderne Memphis à Milan à l'initiative du designer Ettore Sottsass. Dehors tout le monde. James Sowden et ses pendules monuments, Michael Graves et sa coiffeuse Piazza, une viennoise pop en bryère et plastique turquoise (soit le lot le plus cher, estimé entre 60 000 francs et 100 000 francs), les trophées en verre de l'Américain Peter Shire

ou les meubles de feu le japonais Kuramata. Karl Lagerfeld, le Kaiser, de Chanel, vend sa collection parce que sa « deuxième maison de Monte-Carlo ne va pas avec le mobilier Memphis ». Il a du flair. Depuis la dissolution du groupe, en 1987, les expositions se multiplient (Amsterdam, Marseille cet été et bientôt Barcelone). Les cotes montent, surtout celles des pièces uniques. Mais beaucoup de lots vendus à Monaco continuent de figurer dans le catalogue de la société Memphis à Milan. Ainsi, la bibliothèque Carlton d'Ettore Sottsass estimée entre 40 000 francs et 60 000 francs est-elle vendue 78 000 francs à Paris chez Yves Gastou. Donc, inutile d'enchérir outre-mesure. De même que les dix chaises First de Michele de Lucchi (estimées entre 25 000 francs et 35 000 francs) se vendent en galerie 2 700 francs l'unité. A condition, bien sûr, d'être patient (un mois de délai).

L. B.

Collection Memphis de Karl Lagerfeld. Dimanche 13 octobre, 19 h 30, Sporting d'hiver de Monaco.

## ARTS

### D'une gare l'autre

La SNCF sur les rails de l'art d'aujourd'hui

Gare d'Austerlitz: sous l'impressionnante verrière d'accès malaisé, cinq fois cinq containers bien alignés par Jean Nouvel, font office de cimaises. Cinq éminents spécialistes de l'art contemporain - Daniel Abadie (conservateur au Musée national d'art moderne, et critique), Jean-Christophe Ammann (conservateur à Lucerne, puis Bâle et maintenant Francfort), Achille Bonito-Oliva (Rome, père de la Transavanguardia), Louis-Frédéric (directeur du CAPC de Bordeaux), Catherine Millet (patronne d'Artprice) - y proposent chacun cinq artistes français ou opérant en France, dont l'un a son atelier dans le 13<sup>e</sup> arrondissement. L'association Le 13<sup>e</sup> Art, qui a pour objectif de faire connaître les artistes du cru, l'a voulu ainsi.

L'exposition n'est pas désagréable à visiter. Mais allez donc savoir ce qu'il y a fait savoir! Chaque critique pour son savoir dosage de célébrités (Buren, Boltanski, Sophie Calle, Lavier ou Combas), de figures moins évidentes aujourd'hui (Bustamante, Jaffreou, Moninot, Kirill ou les Poirier), d'anciennes surprenantes en ces lieux (Bataillon ou Michaux)?

Où les artistes exposés? Ou encore Georges Boudaille, récemment disparu, auquel la manifestation, parallèle, est dédiée?

Et allez donc savoir le pourquoi du titre: « La bagarre d'Austerlitz! Va pour le jeu de mot, mais encore? Georges Boudaille, qui s'occupait de 13<sup>e</sup> Art, a été le patron de la Biennale de Paris de 1971 à 1985. Si le propos de l'exposition était de relancer l'idée d'une nouvelle biennale à Paris, au moment où, à Lyon, on essaie d'en créer une, nos commissaires regroupés autour de Daniel Abadie, auraient mieux fait de le faire savoir. On y verrait plus clair sous la verrière d'Austerlitz.

Gare de l'Est: cette fois, les œuvres ne sont plus présentées dans des containers, mais dans des caisses de bois, une autre façon d'emballer. Et cette fois, on sait pourquoi elles sont là. Parce qu'elles parlent du chemin de fer, un sujet moderne qui aurait tout particulièrement inspiré les artistes depuis Turner et Monet. Ce dont on n'est pas toujours convaincu à travers les propositions des créateurs d'aujourd'hui. Trop de

petits trains, trop de jouets électriques, trop de trucs amusants certes, mais de petite envergure: le chemin de fer en modèle réduit ne mène jamais bien loin dans la découverte de terres inconnues. Et ce n'est pas parce que les trains artistes au rendez-vous sont, dans l'ensemble, de bons artistes, qu'on peut vraiment parler de « grandes lignes ».

GENEVIÈVE BREERETTE  
« La bagarre d'Austerlitz », accès cour des départs, quai d'Austerlitz, de 14 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 novembre.  
« Grandes Lignes », gare de l'Est, tous les jours de 10 heures à 20 heures, jusqu'au 24 octobre.

RECTIFICATIF. - Une erreur de transmission nous a fait écrire dans le Monde du 12 octobre que l'*Idemnéte* de Campy avait été donnée à Paris en version de concert au Théâtre des Champs-Élysées. Il s'agissait en fait du Théâtre du Châtelet.

## THÉÂTRE

### Sophocle au goût du jour

Un espoir de la mise en scène s'attaque au dramaturge grec

AJAX  
Au Théâtre de Genève

Qu'y a-t-il de commun entre un héros torturé par les dieux qui décide de se donner la mort dans le soleil splendide d'une fin d'après-midi mythique et un homme d'aujourd'hui, dans son costume de Tergal gris, assis sur une chaise quelconque et faisant mine de se transpercer le corps dans la lumière terne d'un soir d'automne à Genève? Rien, sinon la mise en scène d'Ajax, de Sophocle, signée d'un jeune espoir du théâtre français, Stéphane Braunschweig.

Cela commence bien. Pour la folie d'Ajax aveuglé par Athènes, Braunschweig compose - à ce qu'on peut dire - une image inoubliable. Tandis qu'un grand mur noir se transforme en cube étouffant, escamotant miraculeusement la Déesse, apparaît aussitôt d'une blancheur transparente le corps nu du Héros, ensanglanté par une nuit

passée à égorger des bêtes en croyant liquider ses ennemis. A ce moment-là, Braunschweig est bien le metteur en scène remarqué pour une *Trilogie allemande* créée l'an passé et qui n'en finit pas d'avoir du succès dans toute la France. A ce moment-là, Gilbert Marcantognini est un acteur de haute volée, hissant son corps véritablement meurtri et ses sens hallucinés à la hauteur du mythe.

Ajax en son début est d'une énergie, d'une violence qui sied à l'énergie, à la violence de la jeunesse d'aujourd'hui. Tout de suite après, la pièce se complique, beaucoup. Il y a le « réveil » du héros et la réaction de ses proches comme de ses marins qui font chœur. Il y a la mort du héros, suicide comme il en est peu au théâtre. Il y a ces palabres, entre dieux et hommes, entre hommes et rois, Agamemnon et Ménélas, autour d'un cadavre qu'il faut ou ne faut pas ensevelir. Là se mêlent le mythe, la politique, le sentiment jusqu'à l'incandescence. Là, c'est-à-dire très tôt dans le specta-

cle, la troupe d'Ajax craque: techniquement et artistiquement.

Les costumes sans beauté nous ramènent à aujourd'hui: les mouvements de décors, splendides au début, deviennent laborieux, systématiques; le jeu se perd entre vérité anachronique (la Tek-messa de Flore Lefebvre des Noëttes), décalage impossible (le chœur chanté jazzé d'Eric Louis) et fadeur (l'Ulysse de Cyril Bothorel). Le metteur en scène perd ses marques. Braunschweig confie, dans un entretien avec le directeur de Genève, Bernard Sobel (1), son embarras vis-à-vis du monde actuel, un embarras dont il a lu des correspondances dans Ajax. Cet embarras est au moins à la hauteur du nôtre.

OLIVIER SCHMITT

(1) Dans Théâtre/Public, N° 101-102, Septembre/décembre 1991.

Théâtre de Genève. Jusqu'au 3 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 heures. Tél.: 47-93-28-30.

à vie ren-  
auver-  
deux  
majo-  
eulent  
noins,  
verne-  
n des  
s'est  
ssion,  
u syn-  
nt  
ov,  
ir,  
ser  
re.  
SB,  
ait  
c le  
Ab-

FRALON

variation d'une semaine sur l'autre.  
Il s'agit de savoir quel fait quoi (le « cadre ») et d'avoir l'assurance que les crédits d'inscription dans  
groupe des Sept, consacré précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,  
marché international des capitaux et qui bénéficie de certains rapatriements.  
PAUL FABRA

Le Monde  
INITIATIVES  
Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale





Le premier ministre annonce 7,5 milliards de francs pour l'emploi

## La ligne de crête

Bien joué, M<sup>re</sup> Cresson ! En annonçant à ses interlocuteurs syndicaux que le prochain plan emploi sera doté de 7,5 milliards de francs, le premier ministre - sur la ligne de crête - est parvenu à reprendre l'initiative sur le terrain social sans pour autant tourner réellement le dos aux grands choix économiques du gouvernement.

En effet, M<sup>re</sup> Edith Cresson n'a fait qu'anticiper l'officialisation des dispositions qu'elle s'appropriait à rendre publiques et qui n'avaient jusqu'à présent fait l'objet d'aucun chiffrage. De nature plus « qualitative », les autres dispositions (tables rondes sur l'automobile, l'électronique et le textile ainsi que sur les rapports entre les entreprises et l'éducation nationale) donnent du « grain à moudre » aux syndicats mais n'entraînent pas de dépenses supplémentaires. Quant à la perspective d'aggraver le déficit budgétaire prévu en 1992 (89,5 milliards de francs) que le premier ministre a évoquée devant ses interlocuteurs, il s'agit d'un vrai-faux aveu. Le déficit prévisionnel est en effet traditionnellement dépassé en fin d'exercice. Surtout lorsqu'il s'agit d'une année présidentielle.

Pour autant, les quatre syndicats réformistes n'ont pas du tout fait une mauvaise affaire. Si le certain infatigable de la politique économique du gouvernement qu'ils entretiennent paraît modeste, ils ont quand même obtenu l'ouverture de discussions dans plusieurs secteurs en difficulté (électronique, automobile, textile), ou des entreprises publiques (Bull, Thomson, Renault) ont engagé des réductions d'effectifs. De même, l'entrevue de vendredi leur a permis de faire monter la pression avant la seconde séance de négociation salariale dans la fonction publique, prévue mercredi prochain. M<sup>re</sup> Cresson sait qu'en cas d'échec, ses rapports avec les syndicats redeviendraient conflictuels et tout serait à refaire.

Quant à M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, il s'est placé dans une situation particulièrement embarrassante. Il ne peut plus compter sur la participation de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN à sa journée de grève générale du 24 octobre. Pour mener à bien cette opération dans laquelle il s'est imprudemment lancé en solitaire, il a reçu l'appui enthousiaste mais bien encombrant de M. Henri Krasucki... Pour avoir déjà testé l'efficacité d'un rapprochement tactique avec la CGT (dans la création de la CSG, notamment), M. Blondel devrait pourtant savoir que le tandem FO-CGT risque d'être insuffisant pour assurer le succès de son initiative. L'ère Blondel est décidément à des années-lumière de l'ère Bergeron.

JEAN-MICHEL NORMAND

## Un plan en faveur des jeunes non qualifiés

Après avoir reçu durant trois heures à l'Hôtel Matignon les dirigeants de la CFDT, de la CFTC, de la CFE-CGC et de la FEN, M<sup>re</sup> Edith Cresson a annoncé, vendredi 11 octobre, que 7,5 milliards de francs seront consacrés au plan emploi qui sera présenté au conseil des ministres de mercredi prochain. 6 milliards de francs seront consacrés à des exonérations de charges sociales pour l'embauche de jeunes sans formation et à l'octroi d'un crédit d'impôt aux familles créant des « emplois de proximité ». Ces emplois seront aussi favorisés par une aide de 1,5 milliard de francs aux associations fournissant des services aux particuliers, notamment aux ménages non imposables.

MM. Doublin et Gillibert renouent à participer à des manifestations officielles. - Les ministres ont de plus en plus de mal à participer aux manifestations officielles en raison de l'hostilité des agriculteurs. Vendredi 11 octobre, M. François Doublin, ministre de l'artisanat, du commerce et de la consommation, qui avait écourté, le 10 octobre et pour les mêmes raisons, une visite à Pontarlier (Doubs), a dû renoncer à se rendre à un dîner dans un restaurant situé près d'Argentan (Orne). D'autre part, M. Michel Gillibert, secrétaire d'Etat chargé des handicaps et des accidentés de la vie, a annulé un déplacement prévu le samedi 12 octobre à Besançon.

M. Menaces de grève à Air Inter. - Alors que l'ensemble des syndicats du groupe Air France hésite à lancer un mot d'ordre de grève contre le plan de restructuration et de suppression d'emplois lancé par la direction, un syndicat de la filiale Air Inter, le Syndicat national du personnel inter-transports-tourisme (SNPTIT) a annoncé, vendredi 11 octobre, qu'une intersyndicale de la compagnie intérieure avait décidé d'appeler le personnel à une grève de vingt-quatre heures, mercredi 23 octobre.

### Nouveaux candidats au rachat d'Executive Life

De nouveaux candidats au rachat d'Executive Life, la compagnie d'assurances californienne en faillite, se sont déclarés vendredi 11 octobre au soir, date limite pour la soumission. Ils disposent encore d'une semaine pour améliorer leurs propositions, qui seront soumises le 25 octobre pour décision au juge des faillites de Los Angeles. Les premiers candidats déclarés, conduits par la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF) et Altos Finance (filiale du Crédit lyonnais), ont amélioré leur offre dès vendredi pour répondre à celle faite jeudi par un groupe d'investisseurs menés par la firme californienne Hellman and Friedman.

Se sont ensuite fait connaître : le comité officiel des créanciers de First Executive Corp., maison mère d'Executive Life, qui a proposé de mettre le portefeuille de junk-bonds (obligations à haut risque et rendement élevé) dans un fonds de dépôt dont les bénéfices permettraient de payer les créanciers ; un autre assureur californien, Broad Inc., qui ne voudrait reprendre que les activités dans l'assurance ; enfin, d'autres candidats qui se seraient déclarés plus intéressés par les junk-bonds, comme le groupe d'assureurs américains NOLHA ou l'homme d'affaires texan Richard Rainwater.

Ces dépenses seront financées par des cessions d'actifs des entreprises publiques, a fait savoir le chef du gouvernement qui, toutefois, n'a pas confirmé le chiffre de 30 milliards de francs évoqué par ses interlocuteurs. Un communiqué du premier ministre souligne que « la mobilisation du capital des entreprises publiques dégagera des marges de manœuvre supplémentaires de plusieurs milliards par an ».

D'autre part, le gouvernement a accepté que les ministres du travail et de l'industrie examinent, en liaison avec les représentants professionnels et les syndicats, la situation des secteurs de l'automobile, de l'électronique et du textile. Il s'agit d'étudier les perspectives

industrielles ainsi que les problèmes de formation, d'organisation du travail et de reconversion. Outre la mise à l'étude d'actions spécifiques en faveur du bâtiment et des travaux publics, il a été décidé que la table ronde programmée à la suite de l'accord national interprofessionnel du 3 juillet dernier sera consacrée à l'établissement de « nouveaux rapports entre les entreprises et l'éducation nationale ».

Au nom des quatre organisations syndicales M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, a souligné qu'il s'agissait d'une « première étape », dont les résultats lui paraissent « insuffisants ». La traduction budgétaire de la priorité accordée à la lutte contre le chômage est « encore floue et incertaine », a-t-il

déclaré. Néanmoins, l'organisation d'une grève générale « n'est pas d'actualité » car il existe « d'autres moyens à mettre en œuvre ».

### Grève du 24 octobre : la CGT rejoint FO

Pour sa part, M. Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, a annoncé vendredi après-midi son intention d'organiser une journée de grève générale interprofessionnelle le 24 octobre prochain. « Nous n'avons jamais été devant une situation aussi catastrophique », a-t-il assuré. Dans la soirée, la CGT a appelé les salariés à faire du 24 octobre une journée « marquée par des grèves et des manifestations les plus unitaires et les plus massives possibles ».

Nouvelles manifestations contre la ligne à grande vitesse Valence-Marseille

## Ces écologistes qui croient au TGV

La journée du samedi 12 octobre devait voir une reprise des manifestations contre la future ligne du TGV Méditerranée. De Saint-Sorlin-en-Vallée jusqu'à Aix-en-Provence, des barrages sur les voies ferrées et des rassemblements étaient prévus dans la Drôme, la Vaucluse et les Bouches-du-Rhône. A l'opposé de ces protestations de futurs riverains, les écologistes sont de plus en plus nombreux à défendre le train à grande vitesse.

Il y a les écologistes hostiles au TGV, qui pensent qu'un train peut rouler seulement à 200 km/heure et se contenter pour cela des voies ferrées existantes. On les trouve en Provence, par exemple dans l'association CARDE. M. Antoine Waechter leur a apporté le soutien des Verts. Génération écologie de M. Brice Lalonde n'est pas loin de penser de la même façon.

Il y a aussi les écologistes qui croient au TGV et qui le disent. Le professeur René Dumont n'a pas craint de traiter, dans la Vie du rail (1), les opposants provinciaux au TGV de « faux écologistes » qui « ont tout simplement peur pour leur propriété ». Sur la même longueur d'onde, se trouve le professeur Pierre Samuel, directeur scientifique des Amis de la Terre, qui allie les uns après les autres les avantages du train à grande vitesse. « Une ligne TGV occupe deux fois et demie à trois fois moins d'espace qu'une route », dit-il. La ligne Sud-Est-Paris-Lyon a nécessité moins d'hectares que l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle. Ce train consomme deux à trois fois moins d'énergie que la voiture et quatre fois moins que l'avion. Il émet pas de gaz carbonique et ne pollue ni l'atmosphère ni les eaux. Il est sûr. Il offre une forte capacité et ses rendements sont croissants avec le trafic. « Le TGV est l'alternative

idéale à l'avion, poursuit-il, mais à condition que son temps de parcours n'excède pas quatre heures. Pour nous, le TGV Méditerranée est essentiel, car la desserte de Marseille et de Nice est aujourd'hui assurée respectivement à 80 % et à 80 % par la voie aérienne ». Et pour que Marseille se retrouve à trois heures de Paris et Nice à quatre heures, il faut de « vraies lignes à grande vitesse au sud de Valence ».

Pourrait-on se contenter d'utiliser les emprises des voies ferrées existantes pour n'avoir pas à pratiquer des saignées nouvelles dans les paysages, dans les exploitations agricoles et dans les zones d'habitation ? « Je suis allé voir sur le terrain cet été », répond M. Samuel. En raison d'un environnement beaucoup trop dense, aucune amélioration n'est possible sur la voie Valence-Marseille, qui est saturée. Dans le meilleur des cas, les trains pourraient atteindre 220 km/heure, mais les incidents survenus à cette vitesse sur la vieille ligne des Landes montrent les limites de cette solution. Est-il indispensable de rouler à 300 km/heure et de gagner quelques quarts d'heure ? « Nous nous sommes posé la question. Nous avons constaté que les gens avaient besoin de gagner du temps, et même les écologistes qui se rendent à des colloques... Mieux vaut un bon TGV qu'un avion. Mes amis Verts voient les hommes tels qu'ils devraient être et nous tels qu'ils sont ».

M. Samuel n'est tout de même pas un partisan inconditionnel des projets de la SNCF. Il juge celle-ci peu encline au dialogue. Il pense qu'il est raisonnable de se battre pour préserver un site exceptionnel et faire perdre quelques minutes au futur TGV pour cela.

Il trouve normal que la SNCF privilégie la rentabilité des TGV en qu'il voit de « bonnes vaches à lait susceptibles de permettre l'amélioration des lignes locales et régionales ». Il n'en juge pas moins incohérent d'avoir prévu la gare TGV « picarde » sur un

nœud routier et la gare TGV « Lorraine » loin de la ligne du Métrolor. Il regrette que le tracé Est du TGV Méditerranée, dans le département de la Drôme, ait été écarté. « C'était le meilleur. S'il avait fallu protéger un vignoble de qualité, un tunnel aurait très bien pu faire l'affaire, comme à Vouvray, sur la ligne Atlantique ». Il souhaite que des études de bruit sérieuses soient menées dans la perspective de l'exploitation de TGV qui relieront, de nuit, Amsterdam à Lun et Londres à Nice. Encore qu'il trouve exagérées les craintes de ceux qui dénoncent la pollution sonore émise par le TGV : « Celui-ci ne fait pas plus de bruit qu'un autre train », affirme-t-il.

### La gourmandise des ingénieurs

La proposition faite par M. Paul Quilès, ministre de l'équipement, aux élus et aux associations de débattre des futures infrastructures de transports, rencontre son assentiment : « Une politique de transport doit être globale et la loi d'orientation des transports intérieurs prévoit déjà d'éviter de construire une autoroute au même endroit qu'une ligne TGV. » Mais M. Samuel ira dans les instances de concertation qui se mettront en place pour faire entendre la voix de la modération. « Les ingénieurs des ponts et chaussées ne doivent pas être trop gourmands, conclut-il. Prévoir un doublement de la demande de transports d'ici au début du siècle prochain est exagéré. Je suis frappé de constater que ce genre de prévision vise à sa propre réalisation et nous fait entrer dans un cycle infernal. Selon les Amis de la Terre, les projets actuels sont bien suffisants. Il nous semble, désormais, important d'orienter les voyageurs de la voiture et de l'avion vers le rail, vers les transports urbains et vers le vélo. »

ALAIN FAUJAS

(1) La Vie du rail, n° 2311.

## Fiat prend le contrôle du polonais FSM

De tous les constructeurs automobiles européens, l'italien Fiat est celui dont la volonté de percer à l'Est est la plus manifeste. Présente de longue date dans les pays de l'ex-bloc communiste, la firme turinoise a décidé de pousser à fond son avantage. La prise de contrôle du constructeur automobile polonais FSM (Fabryka Samochodow Maloiznowych) vient d'en apporter l'illustration. Le groupe automobile italien et le gouvernement polonais ont en effet signé vendredi 11 octobre une lettre d'intention aux termes de laquelle Fiat acquiert 51 % du capital de FSM ; 20 % des parts de la nouvelle société seront cédées aux 16 000 salariés. « Fiat conserve temporairement ? - le soldé, soit 29 % (nos dernières éditions du 12 octobre).

La vente de FSM à Fiat constitue la première opération de privatisation dans l'industrie automobile polonaise. Elle a doublé la valeur de test. Pour les autorités de Varsovie, qui ont tout intérêt au succès de l'opération, il s'agit du plus gros projet d'investissement étranger en Pologne ; pour le constructeur italien, en raison du caractère hautement stratégique de cette opération. Fiat a décidé d'engager, sur plusieurs années, plus de 800 millions de dollars (4,8 milliards de francs) sur FSM pour y produire la Cinquecento, nouvelle voiture de petite cylindrée, premier véhicule conçu par un constructeur occidental et totalement fabriqué à l'Est. FSM devrait fournir dès l'an prochain 160 000 véhicules de ce type, destinés, pour l'essentiel, au marché européen.

## Ambroveneto rachète Citibank Italia

La banque italienne Ambroveneto va racheter Citibank Italia, filiale italienne de la Citibank (groupe Citicorp), a annoncé vendredi 11 octobre à Milan M. Giovanni Bazzoli, président de l'Ambroveneto. Le rachat de 92,6 % du capital de Citibank Italia pour 345 milliards de liras (environ 1,6 milliard de francs) correspond à la stratégie d'expansion territoriale de l'Ambroveneto. Grâce aux quarante-six agences de Citibank Italia, situées en majorité dans le sud de la péninsule, Ambroveneto, dont le Crédit agricole est l'un des grands actionnaires, disposera de quatre-vingt agences dans le centre et le sud de l'Italie.

## REPÈRES

### ÉTATS-UNIS

Reprise hésitante mais inflation contenue

L'administration américaine a publié vendredi 11 octobre son évaluation des ventes de détail qui ont progressé de 0,7 % en septembre. Ce chiffre pourrait paraître encourageant puisque ces ventes représentent la moitié des dépenses de consommation des ménages et qu'elles font tourner environ deux tiers des entreprises américaines. Mais, si l'on excède ce chiffre, la hausse de 3 % des ventes d'automobiles, il tombe à + 0,1 %, ce qui signifie une quasi-stagnation. Quant au bond des ventes automobiles, il s'explique beaucoup par les remises accordées par les constructeurs sur les modèles 1991. D'autre part, la hausse des prix de gros en septembre a été limitée à 0,1 %, ce qui est un bon résultat, après une progression de 0,2 % en août. - (AFP.)

### GRANDE-BRETAGNE

Inflation réduite à 4,1 % en septembre sur douze mois

Le taux d'inflation est tombé à 4,1 % en Grande-Bretagne pour les douze mois terminés en septembre, contre 4,7 % en août, a annoncé vendredi l'Office central des statistiques en données provisoires corrigées des variations saisonnières. Ce résultat est légèrement supérieur aux attentes des analystes ; la livre et la Bourse de Londres ont marqué un recul vendredi. Toutefois, l'inflation est maintenant au plus bas depuis avril 1988. En excluant le coût du crédit immobilier - qui est compris dans le calcul de l'indice des prix en Grande-Bretagne à la différence des autres pays européens -, le taux d'inflation est tombé à 5,7 % contre 6,2 % en août. - (AFP.)

La 46<sup>e</sup> conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international

## Bangkok s'est parée pour dix mille touristes-congressistes

Par les temps qui courent - le touriste se fait plus rare que d'habitude - c'est une aubaine. Quelques dix mille personnes (les délégués et leurs familles) réunies à Bangkok à l'occasion de la 46<sup>e</sup> conférence de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international : on ne pouvait rêver mieux. Aussi les autorités thaïlandaises ont-elles tout entrepris pour que cette réunion soit un succès et que leurs invités de quelques jours gardent le meilleur souvenir de la « Cité des anges ».

### BANGKOK

de notre correspondant

Tout d'abord, le centre de conférences Reine-Sirikit, du nom de l'épouse du roi actuel, construit

pour la circonstance, est un bijou aux lignes régulières, doté d'un équipement ultramoderne et d'une panoplie de chefs-d'œuvre illustrant l'art contemporain thaïlandais. Il a coûté environ 100 millions de dollars (près de 600 millions de francs), mais personne ne conteste que l'ensemble soit une réussite qui, à l'avenir, permettra d'accueillir conférences, spectacles et rencontres sportives.

La salle de réunion plénière a une capacité de dix mille places. La cafétéria peut recevoir mille clients. Des bureaux ont été habilement nichés un peu partout, à la convenance des délégués. Le parking peut accueillir 40 autobus et 700 limousines. Le Centre est même doté de deux mille lignes téléphoniques reliées à un central indépendant. Ce véritable palais,

qui dispose de ses propres réservoirs d'eau purifiée, sera géré pendant la conférence par une équipe de 1 200 personnes.

### Hôtels de luxe et quartiers rouges

Ensuite, la sécurité : la Thaïlande veut prouver que les reproches de laxisme qui lui ont été adressés par le passé, notamment pendant la crise du Golfe, ne sont pas de mise. Environ sept mille policiers, déployés en trois cercles, seront chargés de protéger le centre et les délégués. Ils seront aidés dans leur tâche par des militaires déguisés en policiers. Cette vaste opération, qui englobe une vingtaine d'hôtels de grand luxe où seront logés les délégués, se réalisera le plus discrètement possible. Chefs de délégation, digni-

taires et ministres seront, par exemple, accompagnés partout par des gardes du corps en civil. Des représentations culturelles seront organisées afin de détourner les délégués des quartiers rouges de la capitale.

Enfin, les embouteillages, véritable cauchemar quotidien d'une capitale dont la croissance n'a jamais été véritablement gérée : le centre Reine-Sirikit se situant à proximité d'un croisement très fréquenté et non loin du port, les deux premiers jours de réunion, les lundi 14 et mardi 15 octobre, ont été décrétés fériés, ce qui devrait nettement décongestionner la ville. Il sera plus difficile, en revanche, de canaliser la circulation des deux jours suivants sans provoquer des embouteillages monstres. Les autorités tiennent, en effet, à ce que les quelque mille

limousines mises à la disposition des délégués puissent circuler prioritairement.

Il est aussi prévu de reloger ailleurs des squatters installés depuis longtemps à proximité du centre de conférences, ce qui a provoqué une polémique. Les autorités ont été accusées de se préoccuper davantage de l'image de la Thaïlande que du bien-être de ces communautés. Le premier ministre a même déclaré, au plus haut de la dispute, que les expulsions n'étaient pas nécessaires. Un terrain à la périphérie de la ville a été cependant aménagé pour accueillir 150 familles tandis que 1 500 autres, plus chancieuses, devraient être relogées dans des appartements construits sur place.

JEAN-CLAUDE POMONTI

s'agit de savoir qui ont quoi « cadres » et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans

groupe des Sept, consacré précisément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen,

marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rap-

PAUL FABRA

Le Monde INITIATIVES

Le Monde des Juristes Le Monde de la Fonction Commerciale

**SEMAINE DU 7 AU 11 OCTOBRE**

# Atonie d'automne

**DOMINIQUE GALLOIS**

## Une amélioration toute relative

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Alcoa	59 3/4	61 1/8
AT&T	77 3/8	77
Bearing	48 1/8	48
Chase Man. Bank	17 1/4	18 3/4
De Ponts de Nemours	43 5/8	43 1/4
Eastman Kodak	62 1/2	62
Exxon	59 1/8	59 1/8
Ford	30 3/4	30
General Electric	68 3/8	66 1/2
General Motors	38 1/4	38
IBM	43 1/8	43 7/8
ITT	55 1/2	54 1/2
Mobil Oil	68 7/8	69 7/8
Pfizer	66 5/8	64 7/8
Schlumberger	63	67 5/8
Tesaco	65	65
UAL Corp. (Air-Calgary)	129 3/4	124 1/4
Union Carbide	49 7/8	43 3/4
United Tech.	50 1/2	50
Westinghouse	71 3/4	73
Xerox Corp.	61 1/8	59 1/4

## Coup de frein à la hausse

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
Akai	1 060	1 050
Bridgestone	1 200	1 140
Canon	1 570	1 520
Fuji Bank	2 720	2 690
Honda Motors	1 590	1 570
Matsushita Electric	1 550	1 540
Mitsubishi Heavy	743	725
Sony Corp.	5 200	5 180
Toyota Motors	1 560	1 590

Indices du 11 octobre : DAX : 1 568,42 (c. 1 601,73) : Commerzbank, 1 820. (c. 1 845).

	Cours 4 oct.	Cours 11 oct.
AGF	182	185,50
BASF	250,10	243,70
Bayer	289,20	288
Commerzbank	240	239,50
Deutschebank	640	638
Hoechst	244	237
Karstadt	598	604
Mannesmann	271	267
Siemens	433,40	439,40
Volkswagen	351,50	350



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### Rareté des emprunts français en dollars

Le Crédit foncier de France s'appuie à contracter un grand emprunt sur le marché des capitaux, qu'il n'a plus sollicité depuis près d'un an. En novembre dernier, il avait levé des fonds en euros et son opération s'était effectuée sous le couvert de la République française. C'était alors une pratique courante que de faire bénéficier de la garantie de l'Etat les emprunts internationaux de plusieurs établissements publics. Entre-temps, les autorités ont décidé de laisser ces débiteurs voler de leurs propres ailes. La garantie n'est plus accordée que dans des cas exceptionnels. Cela fait que ces emprunteurs, s'ils veulent obtenir les meilleures conditions possibles, doivent convaincre les investisseurs de leur qualité intrinsèque.

A cette fin, ils ont fait appel à des juges dont l'impartialité est reconnue partout dans le monde, Moody's et Standard & Poor's, les deux principales sociétés américaines d'évaluation de crédit. Leur jugement peut prendre du temps. Dans le cas du Crédit foncier, il a été prononcé au mois de septembre, ce qui explique pourquoi cette entreprise a tant tardé à revenir sur l'euro-marché. Le verdict est flatteur. Une des deux sociétés américaines considère la qualité de sa signature comme la plus grande qui soit et l'autre, un peu plus sévère, lui donne une note qui, dans le meilleur des cas, s'approche de près.

Il y a quelques semaines encore, le Crédit foncier envisageait de faire sa grande rentrée sur le marché de l'eurofranc afin de se procurer directement des ressources dans la monnaie dont il a le plus l'emploi. Le comportement de l'eurofranc s'est tant développé qu'il permet désormais de lever des fonds en quantité très importante. Cette solution semble pourtant avoir été écartée. Si la transaction se concrétise, comme prévu, au début de cette semaine, il est très probable qu'elle soit libellée soit en dollars, soit en euros. Dans un cas comme dans l'autre, elle bénéficierait certainement d'un rendement plus important que si

elle était en francs. Un débiteur de ce gabarit, qui leverait des fonds en euros à longue échéance et pour un gros montant, pourrait normalement tabler sur un accueil favorable. Cela fait près de deux semaines qu'il n'y a plus eu de grand nom sur ce marché, de nombreux candidats se sont désistés, sans doute effrayés par l'ampleur de la spéculation déclenchée par les discussions menées actuellement au sein de la Communauté des Douze, au sujet de la définition de l'écu, dont la composition devrait être révisée en 1994. Cette question est loin d'être résolue, et il faudra vraisemblablement attendre le mois de décembre pour être fixé à ce sujet. Mais le marché semble être maintenant revenu à la raison. Les différences éventuelles ont toutes été prises en compte, et la confiance des investisseurs est apparemment de retour.

#### Une offre d'actions sud-africaines

Si la tendance qui se manifestait à la veille du week-end en ce qui concerne le dollar se confirme, la perspective d'une nouvelle détente des taux d'intérêt se précise outre-Atlantique, un emprunteur de renom aurait vraisemblablement encore plus de chances d'être bien reçu des investisseurs. En tant que débiteur français, il profiterait d'un marché plus favorable, celui de la rareté. On compte sur les doigts de la main les entreprises françaises du secteur public qui, ces dernières années, se sont adressées au compartiment de la devise américaine pour y émettre des obligations destinées à être cotées en Bourse. Les emprunteurs français en euros sont, au contraire, très fréquents. Les grands gestionnaires de fonds, soucieux de diversifier au mieux leurs portefeuilles de titres, sont sensibles à de tels arguments.

Le volume de l'opération envisagée par le Crédit foncier est de l'ordre de 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) et sa durée sera, probablement d'une dizaine d'années. Si l'offre était

libellée dans la devise américaine, elle ferait l'objet de contrats d'échanges, de façon à procurer à l'emprunteur des fonds en francs français, et également en d'autres monnaies, auxquelles sont associées des rémunérations relativement faibles telles que le deutchmark et le franc suisse.

L'attention des spécialistes est d'autre part retenue présentement par plusieurs offres internationales d'actions. Pour ce qui est des entreprises françaises, une opération de l'ordre de 2,5 milliards de francs, pour le compte de Total, suscite partout un très vif intérêt. La transaction de Total est vraiment internationale et le placement des titres se fera de part et d'autre de l'Atlantique. Paribas et Lehman Brothers sont les deux banques chargées du montage et de la coordination de cette émission, dont le prix devrait être arrêté le 21 octobre.

La prochaine introduction en Bourse des actions du Crédit local est également attendue avec impatience et on s'en préoccupe d'autant plus qu'il est maintenant certain que l'offre comportera une tranche internationale.

Mais la transaction nouvellement annoncée, qui a peut-être le plus fait sensation, porte sur les actions d'une société sud-africaine, Liberty Life Association of Africa Ltd. Cela faisait des années qu'il n'y avait plus eu d'offre de titres à revenu variable de cette origine. Contrairement à ce qui s'est produit sur le marché obligataire, où le retour de l'Afrique du Sud était prévu depuis plusieurs mois, peu nombreux étaient ceux qui attendaient une émission d'actions pour cet automne. La question des investissements en titres sud-africains continue de susciter de vives controverses. Cela n'a pas empêché la constitution d'un prestigieux groupe de direction qui, placé sous la conduite de la banque britannique, S.G. Warburg, comprend également parmi ses principaux participants, Paribas l'Union de banques suisses, et N.M. Rothschild.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVICES ET OR

### Un G7 peu préoccupé par les changes

Les marchés des changes auront, sans nul doute, occupé bien peu du temps des ministres des finances du groupe des Sept, réunis à Bangkok vendredi 11 et samedi 12 octobre. Depuis leur dernière rencontre, en juillet, la monnaie américaine a amorcé un repli net. Un fait d'autant plus intéressant que, contrairement à la plupart des périodes qui ont suivi l'accord de stabilisation des changes signé au Plaza en 1985, ce repli s'est effectué pratiquement en l'absence des banques centrales.

Soit les Sept sont devenus suffisamment puissants pour que la simple affirmation de leur volonté suffise à infléchir une tendance, soit les facteurs qui, ces derniers mois, semblaient justifier une reprise du billet vert (arrêt de l'assouplissement du crédit aux Etats-Unis, perspectives de reprise économique...) n'ont pas de fondement suffisamment solide. De juillet à octobre - d'une réunion des Sept à l'autre - on peut donc du regard d'activité aux Etats-Unis, mais certes pas de l'assouplissement du crédit opéré par les autorités monétaires de Washington.

Les cours des principales devises, donc, suivent depuis plusieurs semaines des mouvements très ordonnés. On est pourtant loin du calme plat. Rumeurs multiples (attentat contre Mikhail Gorbachev, disparition de Boris Eltsine...) achats spéculatifs, ont animé une semaine au cours de

laquelle s'est d'ailleurs dessinée une petite tendance haussière du billet vert. Le mouvement a bien sûr été alimenté par l'absence de nouvel assouplissement du crédit aux Etats-Unis. Au total, la monnaie américaine a gagné près de 10 centimes d'une semaine à l'autre, passant à Paris de 5,6800 francs à 5,7665 francs dans les cotations officielles. Contre le deutchmark, le billet vert a fléchi entre 1,6338 et 1,6949, et a été peu affecté par l'annonce, vendredi, d'une hausse modérée (+ 0,1 %) des prix de gros aux Etats-Unis en septembre.

#### Poussée subite

Seul le yen a continué à progresser par rapport au dollar, qui est passé de 130,20 yens vendredi 4 octobre à 129,85 yens une semaine plus tard. Que faut-il penser de cette poussée récente du yen? Certains rappellent que cette tendance est naturelle, et ne fait que corriger la grande glissade de la monnaie japonaise en 1989 et en 1990. D'autres n'hésitent pas à accuser les responsables de Tokyo de favoriser à court terme une remontée du yen, afin de contrer d'éventuelles critiques occidentales face à la poursuite de l'accroissement de l'excédent commercial de l'archipel. Il est en tout cas souhaitable pour tous que le raffermissement du dollar, s'il se poursuit, ne se traduise pas par un nouvel

affaiblissement du yen, générateur de tensions politiques et décourageant pour les investisseurs nippons à l'étranger.

Rien de très nouveau dans le SME, et en tout cas rien de très favorable au franc, qui se traîne toujours en queue du système. La parité franc-mark a peu varié au cours des dernières semaines, la monnaie allemande passant de 3,4086 francs à 3,4075 francs. Ce cours n'a pas de quoi inquiéter particulièrement les autorités monétaires françaises, mais interdit toujours tout assouplissement du crédit, surtout en période de tensions sociales et de discussions budgétaires vives.

Quant à la livre sterling, elle fête dans une ambiance plutôt morose le premier anniversaire de son entrée dans le SME. Si la baisse des taux entamée depuis octobre 1990 est impressionnante, et si des progrès très nets sont actuellement enregistrés dans la lutte contre l'inflation (+ 4,1 % entre septembre 1990 et septembre 1991), la perspective d'élections générales mouvementées pèse sur le climat financier. En un mois, la livre sterling a perdu 10 centimes, cotant vendredi 11 octobre 9,9105 francs.

F. L.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 OCTOBRE AU 11 OCTOBRE (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7198	- 17,3430	67,4991	59,1016	2,5804	52,4321	0,07086	
Paris	1,7410	- 17,5238	68,3360	59,7193	2,5895	52,9941	0,07087	
Zurich	9,9117	5,7665	-	369,20	340,78	16,5451	302,49	4,5545
Bruxelles	9,9130	5,7665	-	369,30	340,78	16,5451	302,4113	4,5579
Amsterdam	2,5804	1,6115	25,6937	-	87,5991	4,2510	77,978	1,1702
Frankfurt	2,5814	1,6055	25,6912	-	87,5188	4,2178	77,6629	1,1705
Genève	2,5805	1,6070	25,5444	114,2885	-	4,2535	88,7491	1,3564
Madrid	2,5153	1,6745	25,5377	114,2815	-	4,2534	88,7487	1,3574
Bruxelles	26,9071	34,95	6,8448	21,5334	28,5949	-	18,7795	2,7527
Amsterdam	68,8545	34,90	6,8457	21,5414	28,6031	-	18,7829	2,7535
Amsterdam	3,2772	1,9065	33,0545	1,3868	112,677	5,4695	-	1,5859
Amsterdam	3,2852	1,8870	33,0675	1,3876	112,69	5,4695	-	1,5971
Milan	21,7525	1,266	210,5831	854,539	748,226	34,3771	664,044	-
Milan	21,7573	1,252	210,3889	854,5199	747,8958	34,3886	663,487	-
Tokyo	227,954	128,70	21,4939	87,5464	76,2548	3,7116	68,0364	0,0252
Tokyo	228,31	128,08	22,7810	88,7669	77,4351	3,7081	68,0924	0,0258

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 11 octobre, 4,4456 F contre 4,3996 F le vendredi 4 octobre 1991.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Confiance persistante dans la baisse des taux

M. Pierre Bérégovoy n'aurait pu être plus clair. Il ne sera pas « l'homme de la dévaluation », a-t-il déclaré, dimanche 6 octobre, en réponse aux rumeurs concernant sa prochaine démission qui avaient perturbé les marchés la semaine précédente.

A tous ceux qui s'inquiètent de la montée des tensions sociales en France, de possibles envies de généraliser de la part de Mitterrand ou de l'Élysée, le ministre a tenu à rappeler qu'il restait maître à bord en cette période de turbulences et qu'il ne fallait pas compter sur lui pour médifier sa politique. Du coup, le marché parisien, si resté sensible à toute rumeur concernant les orientations de la politique économique, a retrouvé une certaine sérénité.

Sur le marché monétaire, un assouplissement sensible des taux a été enregistré, au point que la Banque de France a fini, vendredi 11 octobre, par réduire de 20 milliards de francs de liquidités afin de maîtriser le « JJ ». Celui-ci était tombé jusqu'à 8 1/316 %, les banques ayant constitué à l'avance les réserves dues au 15 octobre.

Des liquidités, la Réserve fédérale américaine en a elle aussi retiré du marché, à plusieurs reprises cette semaine. Si les mesures d'incitation à la distribution du crédit par les banques annoncées durant la semaine laissent à penser que la Réserve fédérale est toujours très inquiète du « credit crunch », elle n'a

pas pour autant procédé à un nouvel assouplissement des taux à court terme sur lequel de nombreux opérateurs avaient parié cette semaine. Tout au contraire, elle a drainé des fonds à plusieurs reprises, contribuant au maintien du taux des « Fed Funds » (l'argent que les banques se prêtent entre elles au jour le jour) un peu au-dessous de 5 1/4 %. Ce taux est considéré comme celui de référence pour la Fed depuis son dernier assouplissement du crédit, le 13 septembre dernier.

Le secteur des obligations à long terme, qui avait tout d'abord très mal réagi aux interventions sur le marché, s'est finalement repris en fin de semaine, estimant sans nul doute qu'une nouvelle baisse des taux est inévitable, et qu'il suffit de se montrer patient. A 7,89 %, le rendement de l'emprunt phare à trente ans 8 1/8 % était d'ailleurs à peine plus élevé le 11 octobre qu'une semaine plus tôt.

#### Hausse du MATIF

Dans la foulée de la détente du marché monétaire et de la solidité de la place allemande, le MATIF s'est montré fort bien orienté, particulièrement au cours de la journée de jeudi. Le contrat notional échéance décembre a clôturé vendredi pratiquement au plus haut de la semaine, à 107,18, et ce dans un volume de transactions important. Si

l'heure est toujours à la baisse des taux aux Etats-Unis et en France et à la stabilité en Allemagne, les opérateurs ne désespèrent pas de pouvoir toucher 108, voire 109, au cours des prochaines semaines.

Détente du marché monétaire, forte baisse du MATIF... Tout cela avait de quoi décider les investisseurs sur le marché primaire français à ne pas rester à l'écart. Trois emprunts importants ont été émis cette semaine et ont bénéficié de la belle embellie de jeudi. Gaz de France a lancé un emprunt nouveau de 1,5 milliard de francs à neuf ans, au rendement nominal de 9 % et actuariel de 9,30 %. La Compagnie bancaire a lancé 1,6 milliard à dix ans, dont le rendement de 9,30 % est ressorti à 9,295 %.

Quant à la CRH (Caisse de refinancement hypothécaire), son emprunt de 1,1 milliard à dix ans et 9,30 % a été accompagné d'un rendement actuariel de 9,15 %. A signaler une intéressante offre publique de rachat sur plusieurs lignes obligataires du Crédit local de France (CLF). La filiale de la Caisse des dépôts et consignations a souhaité profiter de l'écart favorable de taux dont elle bénéficie sur l'euro-marché. Pour les 2,7 milliards de francs effectivement rachetés sur la place de Paris, le CLF emprunte 1,2 milliard de francs sur l'euro-marché, qui s'ajoutent à 1,5 milliard déjà levés.

Les prochaines semaines seront marquées par l'arrivée sur le marché d'emprunts de la BFCE (Banque française du commerce extérieur), du Crédit national et de la SOVAC.

FRANÇOISE LAZARE

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Détente sur les céréales

Les marchés céréaliers ont connu une certaine détente cette semaine après l'annonce par le département américain de l'agriculture (USDA) de récoltes plus importantes que prévu. A la fin de l'été, la sécheresse persistante dans les zones de production avait laissé craindre l'incapacité de Washington de répondre aux besoins supplémentaires de l'URSS. Il semble désormais qu'il n'en sera rien.

En tout état de cause, le seul obstacle susceptible de se dresser dans les échanges de grain américano-soviétiques est d'ordre financier (les conditions d'octroi de crédit). Les volumes de marchandises disponibles devraient suffire à satisfaire les demandes d'importation.

Dans son rapport mensuel de production publié le 10 octobre, l'USDA a certes révisé en baisse de 860 000 tonnes son appréciation sur la récolte de blé pour la campagne 1991-1992, qui s'attendait à 53,91 millions de tonnes, contre 74,4 millions de tonnes en 1990-1991. La récolte de maïs a en revanche été révisée en hausse de 4,7 millions de tonnes, pour frôler les 190 millions de tonnes. Le marché tablait jusqu'ici sur un volume de 186 millions de tonnes.

De source américaine, on explique que les rendements ont été meilleurs que prévu dans le Midwest, en parti-

culier dans l'Illinois, l'Iowa et le Nebraska, où la sécheresse n'a pas été trop « méchante ». Les gélées précoces de septembre n'ont pas non plus eu d'impact néfaste sur les semis plus tardifs. L'USDA a aussi révisé à la hausse (+ 3,2 millions de tonnes, soit 52,6 millions de tonnes) la production de graines de soja des Etats-Unis, les cultures ayant bénéficié de bonnes précipitations.

Dans ce même rapport mensuel jugé « bailliste » par les opérateurs (les informations sur les récoltes devaient avoir un effet défavorable sur le marché), le département américain de l'Agriculture a révisé en baisse son estimation de la production soviétique de grain - céréales et tubercules -, tout en maintenant pour l'instant ses prévisions d'importations. La production de grain est ainsi estimée à 187,5 millions de tonnes (contre 190 millions de tonnes prévues en septembre). En 1990-1991, la récolte soviétique avait atteint 235 millions de tonnes.

#### Des obstacles budgétaires

Dans le détail, l'USDA estime que Moscou produira 83 millions de tonnes de blé et 90,5 millions de tonnes de céréales secondaires, contre respectivement 108 millions de tonnes et 113,3 millions de tonnes l'an passé. Quant aux achats soviétiques, ils porteraient, selon les Etats-Unis, sur 21 millions de tonnes de blé (14,8 millions de tonnes en 1990) et sur 15 millions de tonnes de céréales secondaires (dont 8 millions de tonnes de maïs), contre 11,1 millions de tonnes au cours de la précédente campagne.

Le 10 octobre, l'URSS a acheté 770 580 tonnes supplémentaires de blé américain dans le cadre du programme d'exportations subventionnées, avec un soutien de 59,44 dollars la tonne. Cette transaction est une des premières de la nouvelle campagne commerciale 1991-1992 commencée en octobre et pour laquelle les Etats-Unis ont accordé à Moscou des garanties de crédits de 175 millions de dollars pour financer des achats de blé en grain ou de farine.

En mars, Washington avait déjà ouvert un quota spécial de 2 millions de tonnes de blé subventionné, mais celui-ci a été quasiment épuisé, 21 250 tonnes restant disponibles. La vente annoncée le 10 octobre sera assurée physiquement par sept

exportateurs entre le 15 octobre et le 30 novembre. Il s'agit des firmes Carpill, Continental grain, Union Equity Cooperative Exchange, Louis Dreyfus, Tradigrain, Alfred Toepfer et Mitsubishi International.

Mais selon les estimations du Journal of Commerce à Washington, l'URSS risque de se heurter à des obstacles budgétaires qui le conduisent à limiter à 1,7 milliard de dollars ses garanties de crédit supplémentaires à l'URSS pour l'année fiscale 1992. Les autorités budgétaires estiment en effet que les programmes dits « GSM 102 et 103 » (garantie de prêts à court et moyen terme contractés par des pays liés achetant des céréales américaines) devront être plafonnés à 4,5 milliards de dollars. Or depuis le 1<sup>er</sup> octobre, 2,5 milliards de dollars ont déjà été alloués à onze pays au titre de ces programmes, dont 585 millions de dollars à l'URSS.

Le président George Bush n'a pas exclu de dépasser le budget prévu, l'hiver prochain, si la situation soviétique l'exige. Les garanties de crédit non utilisées par certains bénéficiaires pourraient aussi être transférées à d'autres pays. Il reste que l'URSS est à l'affût de la moindre somme pour financer des achats céréaliers qui annoncent massifs. Le Canada, après consultation des grands pays industrialisés, a fait savoir en fin de semaine qu'il augmenterait sa ligne de crédit à l'URSS pour le financement d'achats de grain. La question devait être discutée à Bangkok, lors de la réunion des ministres des finances du groupe des Sept.

ÉRIC FOTTORINO

## Face à la fronde des élus locaux

### Le BRGM et GENCOR renoncent à leur projet minier en Guyane

Moins de trois semaines après avoir signé un accord, le Bureau d'études géologiques et minières (BRGM) et le groupe minier sud-africain GENCOR ont renoncé à exploiter ensemble une mine d'or en Guyane. Dans un communiqué commun laconique, les deux firmes ont expliqué, vendredi 11 octobre, qu'elles sont convenues de mettre fin à leur accord « en raison de l'opposition rencontrée localement à ce projet ».

Le BRGM, établissement public à caractère industriel et commercial placé sous le tutelle du ministère de l'Industrie, et Gencor, filiale du groupe sud-africain GENCOR, avaient signé cet accord le 23 septembre, lors de la visite du ministre de l'Industrie et du commerce extérieur, M. Dominique Strauss-Kahn, en Afrique du Sud (le Monde daté 22-23 septembre et du 9 octobre). Il prévoyait que les deux groupes exploiteraient en commun le gise-

ment d'or de Montagne Tortue en Guyane. L'annonce de cette coopération avait aussitôt provoqué une véritable levée de bouilliers chez les élus de ce département, qui y ont vu la survivance d'un « comportement colonialiste primaire ». Une rupture de mauvais augure pour la mine d'or de Salsigne (Aude), actuellement en dépôt de bilan, dont le groupe GENCOR s'était engagé à prendre 10 % du capital en contrepartie de son entrée dans le projet de Montagne Tortue.

Précision. - Comme le Monde l'indiquait dans son édition datée 29-30 septembre, le Crédit local de France (CLF) et la Caisse autonome de refinancement (CAR), tous deux filiales de la Caisse des dépôts et consignations, bénéficient bien de la notation financière la plus prestigieuse, le triple A (AAA), attribuée par l'agence de rating américaine Moody's. Mais aussi, et le Monde a omis de le signaler, du triple A accordé par la grande rivale de Moody's, américaine elle aussi, l'agence Standard and Poor's.

trale, ment et les se par orma-nviss-abora-1. Une sident nitrov, soit, esuser ature. PSB, xchuit avec le : d'Ah-

la vie de ren-gouver- se deux a majo-veulent moins, iverne- on des ui s'est ession, du syn- ni aussi ion, les it donc inulents. les Bul- id esprit violence. que les fussent nstuteurs ter... de inérales r y voir

FRALON

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une année à l'autre.

dit, il s'agit d'un accord qui fait qu'il (le « cadre ») et d'avoir l'assurance que les crédits s'inscrivent dans le groupe des Sept, conformément à la préparation de la session dominicale de ce comité. A propos des pays de l'Est européen, marché international des capitaux et qui bénéficient de certains rap-

PAUL FABRA

Le Monde

Le Monde des Juristes  
Le Monde de la Fonction Commerciale

Aux termes d'une nouvelle résolution du Conseil de sécurité

## L'ensemble de l'industrie militaire irakienne est placée sous contrôle de l'ONU

L'ensemble de l'industrie militaire irakienne et une bonne partie de son industrie civile sont désormais placées sous le strict contrôle de l'ONU. Ainsi en ont décidé à l'unanimité, vendredi 11 octobre, les quinze membres du Conseil de sécurité, y compris les plus fidèles alliés de l'Irak que sont, dans cette instance, le Yémen et Cuba.

Dans sa résolution 715, le Conseil confie à la commission spéciale de l'ONU, chargée de l'élimination de toutes les armes irakiennes de destruction massive, et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le soin de s'assurer, à tout instant et en tout lieu, que l'Irak ne cherche pas à violer l'interdiction qui lui est faite de se procurer ou de produire des armes chimiques, biologiques, balistiques ou nucléaires. Pour y

parvenir, le Conseil a adopté deux plans, très détaillés et précis, l'un préparé par le secrétaire général de l'ONU et concernant les armes chimiques, biologiques et balistiques d'une portée supérieure à 150 km, l'autre par le directeur général de l'AIEA, pour les armes et installations nucléaires.

### L'hypothèque Saddam Hussein

Ces plans font obligation à l'Irak de laisser les experts de l'ONU et de l'AIEA contrôler, où et quand ils le veulent, toutes les installations techniques civiles et militaires qu'ils soupçonneraient être liées à l'industrie de l'armement. De même, tous les laboratoires et projets de recherche, les scientifiques et les techniciens y

travaillant, les produits importés ou exportés seront soumis à de rigoureux contrôles de l'ONU. Ce qui a fait dire au représentant irakien aux Nations unies, M. Abdel Amir el Anbari, que le responsable de la commission spéciale de l'ONU devrait se voir accorder le titre de « haut commissaire en Irak », comme au temps de la colonisation.

Mais, tant pour les représentants américains, britanniques ou français, il est clair que cette résolution n'a pas d'autre but que de contraindre l'Irak à respecter ses engagements à ne plus produire d'armes de destruction massive. Plusieurs diplomates reconnaissent que ces dispositions rigoureuses pourraient être révisées si le président Saddam Hussein quittait le pouvoir. (AFP.)

Entre Français, Américains et Suédois

## La compétition se durcit pour emporter un marché finlandais de 67 avions de combat

Dans quelques mois, le ministère finlandais de la défense doit arrêter son choix sur celui des constructeurs actuellement en compétition qui remportera le marché du renouvellement de sa flotte aérienne. Il s'agit en tout de soixante-sept avions, dont sept appareils-écoles biplaces, pour un budget fixé à 9,5 milliards de marks finlandais (l'équivalent de 13 milliards de francs).

HELSINKI

de notre envoyée spéciale

Si la décision du gouvernement d'Helsinki sur le renouvellement de la flotte aérienne est avalisée par le Parlement, le contrat avec le fournisseur pourrait être signé en juin 1992. Sur les rangs : le JAS-39 Gripen suédois, le F-16 et le F-18 américains, et le Mirage 2000-5 de Dassault. La compétition est de plus en plus serrée avec l'entrée en scène du F-18, seul bimoteur des quatre, « deux fois plus sûr », affirme son constructeur, le groupe McDonnell-Douglas, qui s'appuie sur ce que la guerre du Golfe aurait démontré, mais « deux fois plus cher », entendent-on aussi du côté de la concurrence.

Les performances des appareils, si elles sont essentielles, ne sont cependant pas tout, et les compensations - l'offset dans le jargon - proposées par les constructeurs doivent répondre à l'objectif des autorités « d'alléger le fardeau qui pèse, pour l'économie finlandaise, l'achat de matériel de défense, et de créer de nouvelles possibilités pour les industries finlandaises ».

Compte tenu des difficultés que connaît depuis quelque temps l'économie finlandaise, une dépense de 9,5 milliards de marks représente effectivement un lourd fardeau qui doit être couvert à 100 %, sinon plus, par l'offset, avec des effets à long terme pour le développement technologique et industriel du pays.

Les Finlandais ont le souci d'ajouter un raffinement supplémentaire dans cette compétition : le « prêt offset », qui devrait donner la mesure du sérieux des concurrents et peser dans la décision finale. Ainsi, il y a quelques jours, General Dynamics, qui présente le F-16, annonçait la création d'une « joint venture » (société

commune) avec la société Vaisala, numéro un mondial des instruments de mesures météorologiques. Les perdants auront toutefois la possibilité de transférer les contrats des offset à d'autres fournisseurs de la défense finlandaise.

### Gagnants ou K-O

Difficile, actuellement, de dire lequel des constructeurs a le plus de chances. Par leur proximité et leurs liens étroits avec les industries finlandaises, les Suédois, malgré le retard accumulé par le projet Gripen, ne se sentent pas le moins du monde hors concours, et le nouveau gouvernement a assuré l'avion de tout son soutien. McDonnell-Douglas a déjà une bonne coopération avec la Finlande dans le secteur de l'aviation civile.

Les Français ont aussi développé la leur, dans le secteur militaire, avec bonheur ces dernières années, et la Finlande, s'affirmant maintenant résolument européenne depuis sa demande d'adhésion à la CEE, pourrait être intéressée par le Mirage.

« Nous prenons cette affaire extrêmement au sérieux », dit M. Bruno Depret, délégué de Dassault-Aviation, à Helsinki depuis un an : « Nous en sortirons gagnants ou K-O dans ce sens que nous aurons fait le maximum pour obtenir le marché. » Par exemple : aucune restriction en ce qui concerne le transfert de technologie, même la plus avancée, comme la technique de soudure TIG, ou les commandes déjà passées par Dassault auprès d'un certain nombre de sous-traitants finlandais pour préparer le terrain psychologique et concret.

Valmet, poids lourd, s'il en est, de l'industrie finlandaise, se verrait offrir de fabriquer sur place un certain nombre de pièces du Mirage. Cette compensation pourrait même, dit-on, s'étendre à rien moins que des éléments du Rafale. Dassault s'engagerait, pour sa part, à aider Valmet à commercialiser son Redigo, un avion d'entraînement pour des débutants.

Les autorités finlandaises ne souhaitent pas que l'affaire se traite sur la place publique. Mais cette recommandation est battue en brèche par ceux qui estiment que la publicité donnée à la conclusion d'un accord peut avoir un effet positif.

FRANÇOISE NIÉTO

Un arrêt du Conseil d'Etat

## M. Diouri peut rester en France

M. Abdelmoumen Diouri peut rester en France. Ainsi en a décidé le Conseil d'Etat, vendredi 11 octobre, en confirmant le sursis à exécution de la mesure d'expulsion en urgence absolue de l'opposant marocain le 20 juin. La plus haute juridiction administrative a en effet repoussé le pourvoi du ministre de l'Intérieur en annulation du jugement du tribunal administratif de Paris qui avait, le 10 juillet, ordonné le sursis à exécution de l'arrêt d'expulsion.

La décision du Conseil d'Etat est tombée comme un nouveau désaveu du gouvernement, qui avait ordonné l'expulsion en urgence absolue de M. Abdelmoumen Diouri. Entré en France en 1971, réfugié politique depuis 1977 et disposant de titres de séjour réguliers, l'opposant au régime de Hassan II pourra demeurer dans le domicile de la région parisienne qu'il avait regagné, en juillet, après plusieurs semaines de « résidence surveillée » dans un hôtel de Libreville.

Réuni en assemblée plénière, le Conseil d'Etat a suivi les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Maryvonne de Saint-Pulgent. Magistrat indépendant chargé de dire le droit, celle-ci avait demandé de rejeter le pourvoi du ministre de l'Intérieur, tout en reconnaissant l'importance des développements fournis par le ministre de l'Intérieur à propos des « activités politiques occultes de M. Diouri ». Si ce dernier a obtenu gain de cause, il n'en est pas moins présenté, par le magistrat, comme « un individu indésirable ».

« Le dossier du ministre fait apparaître M. Diouri non comme un espion ou un terroriste actif, mais comme un compagnon de route et un porteur de valises de tous les terroristes arabes, à noter M. de Saint-Pulgent. Un dossier de cent soixante-dix pages, une quinzaine de « notes de police », des photographies prises à l'insu de M. Diouri : rarement le ministre de l'Intérieur et ses services auront fourni autant d'éléments à l'appui de leurs dires, et cette profusion faisait tout l'intérêt de l'arrêt d'appel devant le Conseil d'Etat.

La place Beauvau n'aura pas lévisé sur les moyens pour justifier un arrêt d'expulsion qui avait été motivé par les « intelligences de nature à troubler gravement la sécurité publique et à nuire aux intérêts essentiels de la France » que M. Diouri aurait entretenues avec « des groupes et puissances étrangères ».

La première partie du dossier composé par le ministre remonte aux éléments de 1975 et concerne la mouvance terroriste palestinienne avec laquelle, selon le commissaire du gouvernement, il n'est pas prouvé que M. Diouri ait entretenu des liens après cette date. Deuxième épisode du dossier constitué par la police : au milieu des années 80, M. Diouri est signalé comme un agent des services de renseignement libyens, circulant en Europe sous de fausses identités, achetant des armes destinées au Proche-Orient, assurant la liaison des activités subversives libyennes en France et à l'étranger. Sur ce chapitre, M. de Saint-Pulgent a estimé que le ministre de l'Intérieur n'a pas fourni d'éléments postérieurs à 1987.

### Sans aucun doute indésirable

Plus sérieux lui paraissent les griefs concernant la période allant de la crise du Golfe à l'expulsion de M. Diouri. Celui-ci se voit reprocher sa sympathie affichée pour le régime irakien et ses relations nouées avec plusieurs mouvements islamistes. « Son action pro-irakienne », commente M. de Saint-Pulgent, ne revêtait un caractère vraiment dangereux que pendant la guerre du Golfe, laquelle était terminée à la date de son expulsion. La question se résume donc au point de savoir si les activités pro-islamiques de M. Diouri, dont la réalité est établie par le dossier, constituaient une menace suffisamment impérieuse pour la sécurité de l'Etat et la sécurité publique pour justifier une expulsion en urgence absolue.

Au total, pour M. de Saint-Pulgent, M. Diouri est « sans aucun doute un individu indésirable et présentant pour la sécurité publique un danger qui, dans certaines circonstances, peut devenir très sérieux. Mais le dossier n'établit pas que de telles circonstances existent ou risquent sérieusement d'exister en juin 1991. A cette date, M. Diouri ne pouvait donc être expulsé selon la procédure de l'urgence absolue, seule utilisable à son encontre ».

Pour ce qui concerne la valeur des éléments de preuve présentés dans le dossier ministériel, le commissaire du gouvernement a rappelé que « dans les affaires de terrorisme ou d'espionnage », le ministre de l'Intérieur ne doit certes pas « être tout à fait cru sur parole en ce qui concerne la dangerosité de l'étranger expulsé », mais qu'il est « autorisé à occulter la provenance des renseignements qui nourrissent son dossier de police », ce qui permet de préserver le secret des méthodes de surveillance et de renseignement dans des domaines intéressant la sûreté de l'Etat.

« J'ai toujours cru en la justice française », a réagi M. Diouri à la lecture de l'arrêt de la haute juridiction. La décision du Conseil d'Etat fera école et sera une leçon de justice et de démocratie pour les pays qui les violent. Et je veux parler du Maroc », a-t-il poursuivi. Dans son entourage, comme à France Terre d'Asile, on se réjouissait que, contrairement à ce qu'évoquaient diverses personnalités, dont le président de la République, au moment de l'expulsion, l'argument selon lequel M. Diouri aurait dû respecter un quelconque « devoir de réserve » avait finalement été écarté par le ministre de l'Intérieur. L'opposant reste néanmoins convaincu que « c'est la parution de ce fameux livre qui a provoqué l'expulsion ».

Prenant acte de la décision du Conseil d'Etat et s'engageant « à en tenir compte pour l'avenir », M. Philippe Marchand a précisé que cette décision concernait uniquement la forme de la procédure : le fond de l'affaire sera en effet traité ultérieurement par la justice administrative, qui devra se prononcer sur l'annulation pure et simple de la mesure d'expulsion. « Le Conseil d'Etat n'a pas dit que les raisons justifiant cette expulsion n'étaient pas fondées », a réagi le ministre. Il a simplement décidé que la procédure employée ne convenait pas.

ERICH INCIVAN

## Le ministère de la santé prêt à négocier avec les infirmières

Le ministère de la santé est prêt à entamer, lundi 14 octobre, les négociations proposées jeudi 10 aux syndicats et organisations représentatives des personnels infirmiers.

Selon un communiqué du ministère, M. Bruno Durieux « installera personnellement » la mission de négociations confiée à M. André Piquet, inspecteur général des affaires sociales, « sur les conditions de travail et la prise en compte des contraintes propres à la profession d'infirmière et en particulier le travail de nuit, des dimanches et des jours fériés ».

Pour le ministère, ces négociations ont également pour but « de définir le cadre national des contrats d'amélioration des conditions de travail qui seront passés entre les hôpitaux et les services extérieurs de l'Etat, après concertation avec les personnels ». La Coordination nationale des infirmières avait déclaré, jeudi soir, que les points que le ministère acceptait de négocier ne correspondaient pas à ses revendications, notamment à l'urgence de nouvelles effectifs.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame qui vient actuellement les transfusés contaminés par le virus du sida ». Quatre mille transfusés seraient, en France, concernés par ce problème.

Dans un communiqué publié vendredi 11 octobre, l'Association de défense des transfusés (ADT) indique que le gouvernement « paraît résolu » à accorder aux transfusés contaminés par le sida « une aide identique à celle accordée en 1989 aux hémophiles atteints » (le Monde daté 6-11 octobre).

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information

des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter dès à présent la présentation de leur dossier.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame qui vient actuellement les transfusés contaminés par le virus du sida ». Quatre mille transfusés seraient, en France, concernés par ce problème.

## Les transfusés contaminés par le virus du sida seront indemnisés

Dans un communiqué publié vendredi 11 octobre, l'Association de défense des transfusés (ADT) indique que le gouvernement « paraît résolu » à accorder aux transfusés contaminés par le sida « une aide identique à celle accordée en 1989 aux hémophiles atteints » (le Monde daté 6-11 octobre).

Le ministère de la santé a d'ailleurs demandé aux représentants de cette association de prendre en charge, à cette fin, l'information

des transfusés concernés afin de pouvoir en appréhender le nombre et faciliter dès à présent la présentation de leur dossier.

Reçu le 2 octobre par le président de la République, le fondateur de l'ADT, M. André Argente, a indiqué que M. Mitterrand « s'est montré extrêmement sensible au drame qui vient actuellement les transfusés contaminés par le virus du sida ». Quatre mille transfusés seraient, en France, concernés par ce problème.

## L'ESSENTIEL

### ÉTRANGER

**La recherche d'un règlement en Yougoslavie**  
Incertitudes sur les modalités du cessez-le-feu..... 5

**La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient**  
Regain de tension en Israël..... 6

**La succession de M. Kaifu au Japon**  
M. Miyazawa assuré d'être premier ministre..... 6

### POLITIQUE

**Deux présidents pour le CDS**  
M. Mhaignerie et M. Baudis se partageront la direction du parti centriste..... 7

**Les débats au PS**  
Un point de vue de M. Cambadélis..... 8

**Livres politiques**  
La chronique d'André Laurens..... 8

### COMMUNICATION

**Le MIPCOM à Cannes**  
M. Kleiman soutient la politique des quotas..... 7

### HEURES LOCALES

**Un tour de France des régions**  
« Les « petits Micky » achèvent leur chantier près de Marne-la-Vallée »  
« Les régions vont fêter leur vingtième anniversaire »..... 9 à 12

### SOCIÉTÉ

**La Coupe du monde de rugby**  
Victoire anglaise sur les Etats-Unis..... 13

### CULTURE

**Ventes : souvenirs des Ballets russes**  
A la vente Kochno, meubles baroques dispersés par Karl Lagerfeld à Monte-Carlo..... 15

### ÉCONOMIE

**Le TGV et les écologistes**  
Certains y croient..... 17

**Revue des valeurs**  
Changes, crédits, grands marchés..... 19

### Services

**Abonnements**  
Carnet..... 14  
Météorologie..... 14  
Mots croisés..... 14  
Télévision..... 14  
Spectacles..... 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM  
Le numéro du « Monde » daté 12 octobre 1991 a été tiré à 504 270 exemplaires.

DAVID SHIFF  
PUR CACHEMIRE  
ET SUPER 100S  
AUX PRIX ANTI-CRISE  
MEME LE  
DIMANCHE  
DE 10H A 18H  
PARIS 8 : 13 RUE ROYALE

Le Monde  
PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67  
Demain notre supplément  
Le Monde  
CHAMPS ÉCONOMIQUES

RADIO  
La rose a du cœur...  
Venu, le 23 septembre à Calais, pour animer une de ces fêtes de la rose qui réunissent les militants socialistes, M. Laurent Fabius avait eu le plaisir d'être chaleureusement applaudi par un millier de personnes pendant le banquet. Or, parmi ses auditeurs, figurait une cinquantaine d'habitants du restaurant du cœur de la ville, invités à profiter d'un repas gratuit.  
L'origine de cette initiative se trouve un conseiller municipal socialiste de Calais, M. Francis Moreau, qui préside l'Association d'entraide calaisienne et avait utilisé le fichier de celle-ci. Dans un communiqué, signé avec M. André Capet, député (PS) du Pas-de-Calais, M. Moreau reconnaît le fait, en expliquant que cinquante « volontaires » avaient accepté cette invitation et que « conformément à notre conception de la solidarité, le repas était offert à ceux qui, pour des raisons économiques, en faisaient la demande ».  
Interrogé, vendredi 11 octobre, sur France-Inter, M. Fabius a expliqué n'avoir été informé qu'au début de la semaine et que c'est « très désagréable ». Il a ajouté : « Mais, en même temps, je crois qu'il ne faut pas chercher. J'ai encore dans le souvenir qu'il y a un millier de personnes qui étaient à et si j'ai bien compris, il y avait une cinquantaine de personnes qui étaient invitées. Les responsables nationaux des Restaurants du cœur, eux, ont sévèrement critiqué cette pratique. Dans un communiqué publié vendredi, le président de l'association, M. Paul Houdart, déclare : « Il s'agit d'un non-respect de notre éthique, d'un manque de respect de nos bénéficiaires eux-mêmes et d'une trahison de notre confiance (...) ». Il annonce que tout pouvoir a été retiré au président de l'association calaisienne.